SENATE SÉNAT

CANADA

First Session
Forty-second Parliament, 2015-16-17-18

Première session de la
quarante-deuxième législature, 2015-2016-2017-2018

Proceedings of the Standing Senate Committee on

AGRICULTURE AND FORESTRY

Délibérations du Comité sénatorial permanent de l'

AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Chair:
The Honourable DIANE F. GRIFFIN

Présidente :
L'honorable DIANE F. GRIFFIN

Tuesday, May 8, 2018
Thursday, May 10, 2018

Le mardi 8 mai 2018
Le jeudi 10 mai 2018

Issue No. 51

Fascicule nº 51

Third and fourth meetings:

The subject matter of those elements contained in Part 5, insofar as that Part relates to farming of Bill C-74, An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures

and

Fifth meeting:

Study on how the value-added food sector can be more competitive in global markets

Troisième et quatrième réunions :

La teneur des éléments de la partie 5, dans la mesure où cette partie concerne l'agriculture du projet de loi C-74, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures

et

Cinquième réunion :

Étude sur la manière dont le secteur alimentaire à valeur ajoutée peut être plus compétitif sur les marchés globaux

WITNESSES:
(*See back cover*)

TÉMOINS :
(*Voir à l'endos*)

54044-54056

STANDING SENATE COMMITTEE ON AGRICULTURE AND FORESTRY

The Honourable Diane F. Griffin, *Chair*

The Honourable Ghislain Maltais, *Deputy Chair*

and

The Honourable Senators:

Ataullahjan	Mercer
Black (*Ontario*)	Oh
Dagenais	Petitclerc
* Day (or Mercer)	* Smith (or Martin)
Doyle	Woo
Gagné	* Woo (or Saint-Germain)
* Harder, P.C. (or Bellemare) (or Mitchell)	

*Ex officio members

(Quorum 4)

Change in membership of the committee:

Pursuant to rule 12-5 and to the order of the Senate of November 7, 2017, membership of the committee was amended as follows:

The Honourable Senator Woo replaced the Honourable Senator Deacon (Ontario) (*May 4, 2018*).

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Présidente : L'honorable Diane F. Griffin

Vice-président : L'honorable Ghislain Maltais

et

Les honorables sénateurs :

Ataullahjan	Mercer
Black (*Ontario*)	Oh
Dagenais	Petitclerc
* Day (ou Mercer)	* Smith (ou Martin)
Doyle	Woo
Gagné	* Woo (ou Saint-Germain)
* Harder, C.P. (ou Bellemare) (ou Mitchell)	

* Membres d'office

(Quorum 4)

Modification de la composition du comité :

Conformément à l'article 12-5 du Règlement et à l'ordre adopté par le Sénat le 7 novembre 2017, la liste des membres du comité est modifiée, ainsi qu'il suit :

L'honorable sénateur Woo a remplacé l'honorable sénatrice Deacon (Ontario) (*le 4 mai 2018*).

Published by the Senate of Canada
Available on the Internet: http://www.parl.gc.ca

Publié par le Sénat du Canada
Disponible sur internet : http://www.parl.gc.ca

MINUTES OF PROCEEDINGS

OTTAWA, Tuesday, May 8, 2018
(104)

[*English*]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met this day at 6:05 p.m., in room 2, Victoria Building, the chair, the Honourable Diane F. Griffin, presiding.

Members of the committee present: The Honourable Senators Ataullahjan, Black (*Ontario*), Dagenais, Doyle, Gagné, Griffin, Maltais, Mercer, Oh, Petitclerc and Woo (11).

In attendance: Aïcha Coulibaly, Analyst, Parliamentary Information and Research Services, Library of Parliament.

Also present: The official reporters of the Senate.

Pursuant to the order of reference adopted by the Senate on April 24, 2018, the committee continued its consideration of the subject matter of those elements contained in Part 5, insofar as that Part relates to farming of Bill C-74, An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures. (*For complete text of the order of reference, see proceedings of the committee, Issue No. 50.*)

WITNESSES:

Agricultural Producers Association of Saskatchewan:

Todd Lewis, President.

Keystone Agricultural Producers of Manitoba:

Dan Mazier, President (by video conference).

Nova Scotia Federation of Agriculture:

Chris van den Heuvel, Canadian Federation of Agriculture Director and Past President;

Maxine Maclean, Policy and Communications Coordinator.

The chair made a statement.

Mr. Lewis and Mr. Mazier made statements and answered questions.

At 6:57 p.m., the committee suspended.

At 7:03 p.m., the committee resumed.

Mr. van den Heuvel made a statement and, together with Ms. Maclean, answered questions.

At 7:50 p.m., the committee adjourned to the call of the chair.

ATTEST:

PROCÈS-VERBAUX

OTTAWA, le mardi 8 mai 2018
(104)

[*Traduction*]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui, à 18 h 5, dans la pièce 2 de l'édifice Victoria, sous la présidence de l'honorable Diane F. Griffin (*présidente*).

Membres du comité présents : Les honorables sénateurs Ataullahjan, Black (*Ontario*), Dagenais, Doyle, Gagné, Griffin, Maltais, Mercer, Oh, Petitclerc et Woo (11).

Également présente : Aïcha Coulibaly, analyste, Service d'information et de recherche parlementaires, Bibliothèque du Parlement.

Aussi présents : Les sténographes officiels du Sénat.

Conformément à l'ordre de renvoi adopté par le sénat le 24 avril 2018, le comité poursuit son étude de la teneur des éléments de la partie 5, dans la mesure où cette partie concerne l'agriculture du projet de loi C-74, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures. (*Le texte intégral de l'ordre de renvoi figure au fascicule nº 50 des délibérations du comité.*)

TÉMOINS :

Association des producteurs agricoles de la Saskatchewan :

Todd Lewis, président.

Producteurs agricoles de Keystone du Manitoba :

Dan Mazier, président (par vidéoconférence).

Fédération de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse :

Chris van den Heuvel, directeur de la Fédération canadienne de l'agriculture et président sortant;

Maxine Maclean, coordonnatrice des politiques et des communications.

La présidente fait une déclaration.

MM. Lewis et Mazier font des déclarations et répondent aux questions.

À 18 h 57, la séance est suspendue.

À 19 h 3, la séance reprend.

M. van den Heuvel fait une déclaration et, avec Mme Maclean, répond aux questions.

À 19 h 50, la séance est levée jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ :

OTTAWA, Thursday, May 10, 2018
(105)

[*English*]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met this day at 8:01 a.m., in room 2, Victoria Building, the chair, the Honourable Diane F. Griffin, presiding.

Members of the committee present: The Honourable Senators Black (*Ontario*), Dagenais, Doyle, Gagné, Griffin, Maltais, Mercer, Oh, Petitclerc and Woo (10).

In attendance: Aïcha Coulibaly, Analyst, Parliamentary Information and Research Services, Library of Parliament.

Also present: The official reporters of the Senate.

Pursuant to the order of reference adopted by the Senate on April 24, 2018, the committee continued its consideration of the subject matter of those elements contained in Part 5, insofar as that Part relates to farming of Bill C-74, An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures. (*For complete text of the order of reference, see proceedings of the committee, Issue No. 50.*)

WITNESSES:

Prince Edward Island Federation of Agriculture:

David Mol, President.

Agricultural Alliance of New Brunswick:

Dwayne Perry, 2nd Vice-President;

Josée Albert, Chief Executive Officer.

Canadian Horticultural Council:

Jan VanderHout, Board Member and Greenhouse Vegetable Grower;

Mark Wales, Energy, Environment and Climate Change Working Group Member and Field Vegetable Grower;

Julie Paillat, National Coordinator, Greenhouse Vegetable Industry.

The chair made a statement.

Mr. Mol and Mr. Perry made statements and; together with Ms. Albert, answered questions.

At 9:05 a.m., the committee suspended.

At 9:11 a.m., the committee resumed.

Mr. Wales and Ms. Paillat made statements and, together with Mr. VanderHout, answered questions.

At 10:05 a.m., the committee suspended.

OTTAWA, le jeudi 10 mai 2018
(105)

[*Traduction*]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui, à 8 h 1, dans la pièce 2 de l'édifice Victoria, sous la présidence de l'honorable Diane F. Griffin (*présidente*).

Membres du comité présents : Les honorables sénateurs Black (*Ontario*), Dagenais, Doyle, Gagné, Griffin, Maltais, Mercer, Oh, Petitclerc et Woo (10).

Également présente : Aïcha Coulibaly, analyste, Service d'information et de recherche parlementaires, Bibliothèque du Parlement.

Aussi présents : Les sténographes officiels du Sénat.

Conformément à l'ordre de renvoi adopté par le sénat le 24 avril 2018, le comité poursuit son étude de la teneur des éléments de la partie 5, dans la mesure où cette partie concerne l'agriculture du projet de loi C-74, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures. (*Le texte intégral de l'ordre de renvoi figure au fascicule nº 50 des délibérations du comité.*)

TÉMOINS :

Fédération de l'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard :

David Mol, président.

Alliance agricole du Nouveau-Brunswick :

Dwayne Perry, 2e vice-président;

Josée Albert, chef de la direction générale.

Conseil canadien de l'horticulture :

Jan VanderHout, membre du conseil et producteur de légumes de serre;

Mark Wales, membre du Groupe de travail sur l'énergie, l'environnement et les changements climatiques et producteur de légumes de plein champ;

Julie Paillat, coordonnatrice nationale, Industrie de la culture maraîchère en serre.

La présidente fait une déclaration.

MM. Mol et Perry font des déclarations et, avec Mme Albert, répondent aux questions.

À 9 h 5, la séance est suspendue.

À 9 h 11, la séance reprend.

M. Wales et Mme Paillat font des déclarations et, avec M. VanderHout, répondent aux questions.

À 10 h 5, la séance est suspendue.

At 10:06 a.m., the committee resumed to consider a draft special study budget application in relation to how the value-added food sector can be more competitive in global markets for the fiscal year ending March 31, 2019.

The Honourable Senator Black moved:

That the following budget application for the fiscal year ending March 31, 2019, in relation to the special study on how the value-added food sector can be more competitive in global markets, be approved for submission to the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration:

ACTIVITY 1: Plessisville, Quebec	$ 17,320
TOTAL	**$ 17,320**

The question being put on the motion, it was adopted.

At 10:07 a.m., the committee adjourned to the call of the chair.

ATTEST:

À 10 h 6, la séance reprend pour examiner une ébauche de budget pour l'étude spéciale sur la manière dont le secteur alimentaire à valeur ajoutée peut être plus compétitif sur les marchés globaux pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019.

L'honorable sénateur Black propose :

Que la demande suivante de budget d'étude spéciale sur la manière dont le secteur alimentaire à valeur ajoutée peut être plus compétitif sur les marchés globaux pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019, soit approuvée et présentée au Comité sénatorial permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration.

ACTIVITÉ 1 : Plessisville, Québec	17 320 $
TOTAL	**17 320 $**

La question, mise aux voix, est adoptée.

À 10 h 7, la séance est levée jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ :

Le greffier du comité,

Kevin Pittman

Clerk of the Committee

EVIDENCE

OTTAWA, Tuesday, May 8, 2018

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met this day at 6 p.m. to study the subject matter of those elements contained in Part 5, insofar as that Part relates to farming, of Bill C-74, An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures.

Senator Diane F. Griffin (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Welcome, everyone, to this meeting of the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry. I'm Senator Diane Griffin, from Prince Edward Island. I'm chair of the committee. I'm going to ask the other senators to introduce themselves, starting with the deputy chair.

[*Translation*]

Senator Maltais: Senator Ghislain Maltais from Quebec.

[*English*]

Senator Doyle: Norman Doyle, Newfoundland and Labrador.

[*Translation*]

Senator Petitclerc: Chantal Petitclerc from Quebec.

[*English*]

Senator Woo: Yuen Pau Woo, British Columbia.

Senator R. Black: Robert Black, Ontario.

The Chair: Thank you, folks.

We're continuing our study of those elements contained Part 5 of Bill C-74, An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27,2018 and other measures, insofar as that part relates to farming.

For our first panel, we have two guests with us. From the Agricultural Producers Association of Saskatchewan, we have in the room Mr. Todd Lewis, President. By video conference, we have from the Keystone Agricultural Producers of Manitoba, Dan Mazier, President.

Thank you for accepting our invitation to be here this evening. We will start with Mr. Mazier. The floor is yours.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le mardi 8 mai 2018

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 18 heures pour étudier la teneur des éléments de la partie 5, dans la mesure où cette partie concerne l'agriculture du projet de loi C-74, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures.

La sénatrice Diane F. Griffin (*présidente*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

La présidente : Je vous souhaite la bienvenue à cette réunion du Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts. Je suis la sénatrice Diane Griffin, de l'Île-du-Prince-Édouard. Je suis la présidente du comité. J'inviterais maintenant les sénateurs à se présenter, en commençant par notre vice-président.

[*Français*]

Le sénateur Maltais : Sénateur Ghislain Maltais, du Québec.

[*Traduction*]

Le sénateur Doyle : Norman Doyle, Terre-Neuve-et-Labrador.

[*Français*]

La sénatrice Petitclerc : Chantal Petitclerc, du Québec.

[*Traduction*]

Le sénateur Woo : Yuen Pau Woo, Colombie-Britannique.

Le sénateur R. Black : Robert Black, de l'Ontario.

La présidente : Merci, chers collègues.

Nous poursuivons notre étude des éléments de la partie 5, dans la mesure où cette partie concerne l'agriculture du projet de loi C-74, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures.

Pour notre premier groupe d'experts, nous avons deux invités. Tout d'abord, avec nous, dans la pièce, M. Todd Lewis, qui est le président de l'Association des producteurs agricoles de la Saskatchewan. Par vidéoconférence, nous entendrons Dan Mazier, qui est le président des Producteurs agricoles de Keystone du Manitoba.

Merci d'avoir accepté de vous joindre à nous ce soir. Nous allons commencer par M. Mazier. Vous avez la parole.

Dan Mazier, President, Keystone Agricultural Producers of Manitoba: Thank you, Madam Chair and members of the committee, for giving me the opportunity to provide feedback on the carbon tax for industrial fossil fuels. The Keystone Agricultural Producers is Manitoba's general farm policy organization, representing over 7,000 farm families. I am also a grains and oilseeds farmer from northeast of Brandon, Manitoba. We're a community called Justice.

Let me start by stressing that agriculture is a very high-input industry. To put this in perspective, the total cost of inputs during seeding season in Manitoba, which is happening right now, is approximately $2.6 billion. That includes seed, fertilizer and equipment fuel. These inputs are not only expensive but are often carbon-intensive to produce.

Input costs have gone up dramatically over the past two decades, in part because of the mergers of agricultural input companies. Also, the lack of competition has meant these companies have charged what farms can bear to pay rather than the price at which companies can afford to sell. These mergers are still going on. We've just seen two major ones, and there is another large one in the works. This will reduce competition even further.

Farmers, especially young farmers, are already concerned about the high cost to farm in Manitoba. Now, they are extremely worried that a carbon tax on fossil fuels will drive the cost up considerably.

The carbon tax for companies involved in shipping and fertilizer production, among others, will be passed on to farmers. For example, one truck company implemented a 1 per cent carbon tax surcharge at the start of 2017 in Alberta, where there is already a price on carbon. It will increase to 1.5 per cent in 2018 as the Alberta carbon tax increases.

Here is another example: Railways currently charge a carbon tax surcharge of 4 cents per mile on all shipments to, from, or within British Columbia. There are similar amounts in other provinces that already have a carbon price.

I stress that grain and livestock prices given to farmers are set globally, based on world market demand. Manitoba prices cannot be altered to pass on additional production costs and taxes to customers.

Dan Mazier, président, Producteurs agricoles de Keystone du Manitoba : Madame la présidente, distingués membres du comité, merci de nous donner cette occasion de vous faire part de notre point de vue au sujet de la taxe sur le carbone pour les combustibles fossiles utilisés à des fins industrielles. L'organisme Producteurs agricoles de Keystone du Manitoba est une association qui s'intéresse à la politique agricole générale du Manitoba. Elle représente plus de 7 000 familles. Je suis moi-même agriculteur. Je fais la culture de céréales et d'oléagineux au nord-est de Brandon, au Manitoba. Notre village s'appelle Justice.

Permettez-moi de commencer en insistant sur le fait que l'agriculture est une industrie qui dépend beaucoup des intrants. Pour vous donner une idée de ce que je dis, sachez que le coût total des intrants utilisés durant la saison des semis au Manitoba — nous sommes en plein dedans — est d'environ 2,6 milliards de dollars. Cela comprend les semences, les engrais et le carburant pour les machines. Ces intrants sont non seulement chers, mais leur production génère beaucoup de carbone.

Le coût des intrants a augmenté considérablement au cours des deux dernières décennies, notamment en raison des fusions d'entreprises d'intrants agricoles. De plus, le manque de concurrence a fait en sorte que ces entreprises ont pu exiger le prix que les agriculteurs pouvaient se permettre plutôt que de demander le prix auquel elles pouvaient se permettre de vendre. Ces fusions se poursuivent. Nous venons tout juste d'en voir deux de grande importance, et nous savons qu'une autre fusion de taille est en préparation, ce qui ne manquera pas de diminuer encore plus la concurrence.

Les agriculteurs, surtout les jeunes agriculteurs, sont déjà inquiets du coût élevé de l'agriculture au Manitoba. Or, ils sont maintenant extrêmement préoccupés par la hausse considérable des prix que risque d'entraîner l'imposition d'une taxe sur le carbone pour les combustibles fossiles.

Le coût de la taxe sur le carbone perçue auprès des entreprises œuvrant dans la production et le transport d'engrais sera refilé aux agriculteurs. Par exemple, au début de 2017, une compagnie de camionnage a imposé un supplément carbone de 1 p. 100 en Alberta, là où il y a déjà un prix sur le carbone. Ce supplément passera à 1,5 p. 100 en 2018, c'est-à-dire au moment où la taxe sur le carbone albertaine augmentera.

Voici un autre exemple : les compagnies ferroviaires exigent actuellement un supplément carbone de 4 cents du mille sur tous les envois en provenance ou à destination de la Colombie-Britannique. Des suppléments similaires sont appliqués dans d'autres provinces où le carbone a déjà un prix.

Je souligne que les prix donnés aux agriculteurs pour leurs céréales et leur bétail sont fixés à l'échelle mondiale en fonction de la demande sur les marchés internationaux. Les prix du Manitoba ne peuvent être modifiés de manière à faire porter par

les consommateurs les taxes et les coûts de production additionnels.

Farmers are well aware of climate change and the need to mitigate it. We have seen weather extremes from climate change cause havoc to our production and marketing systems, and research tells us that we're going to get wetter springs — although you wouldn't believe it this spring — and falls, and drier summers. The irony is that as we adapt to climate change, we often invest in more carbon-intensive tools like grain dryers or irrigation systems.

Les agriculteurs sont bien conscients des changements climatiques et du besoin de les atténuer. Les conditions météo extrêmes associées aux changements climatiques ont causé des torts considérables à notre production et à nos systèmes de mise en marché, et les recherches nous indiquent que nous allons avoir des printemps et des automnes plus humides — bien que cela ne s'est pas vérifié ce printemps —, et des étés plus secs. L'ironie dans tout cela, c'est qu'en tentant de nous adapter aux changements climatiques, il n'est pas rare que nous investissions dans des outils à forte intensité carbonique, comme des séchoirs à grains ou des systèmes d'irrigation.

However, there is a solution: investment in new technology and research that will reduce agricultural greenhouse gas emissions. Precision agriculture is an example of this technology. It uses field data to adjust the fertilizer applied to fields of varying characteristics, and can greatly reduce the amount of applied fertilizer.

Il y a cependant une solution : il faut investir dans les nouvelles technologies et la recherche qui permettront de réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'agriculture de précision est un exemple de ces technologies. Elle utilise des données en provenance du terrain pour ajuster la quantité d'engrais appliquée aux divers champs, selon leurs caractéristiques. Cette méthode permet de réduire de beaucoup la quantité d'engrais utilisée.

We need these revenues from the carbon price invested into technology. Manitoba farmers, and in particular young farmers, want transparency in the carbon pricing system so we can see where the revenues are going.

Les recettes générées par la tarification du carbone doivent être investies dans la technologie. Les agriculteurs du Manitoba, surtout les jeunes agriculteurs, veulent que le système de tarification du carbone soit transparent afin d'être en mesure de voir comment les recettes seront utilisées.

Keystone Agricultural Producers recommends the Senate insist the Government of Canada implement a program that monitors and reports on the macroeconomic impacts of the carbon tax on consumers and industries, including an assessment of costs passed on. In particular, for the agriculture sector, we want to know if it drives down the farmers' profits.

Les Producteurs agricoles de Keystone du Manitoba recommandent que le Sénat insiste auprès du gouvernement du Canada pour qu'il mette en œuvre un programme de surveillance avec production de rapports quant aux répercussions macroéconomiques que la tarification du carbone aura sur les consommateurs et les industries, programme qui permettra également d'évaluer le renvoi des coûts tout au long de la chaîne de valeur. En particulier, pour le secteur agricole, nous voulons savoir si cette tarification tire les profits des agriculteurs vers le bas.

We also ask the Senate demand a measurement of greenhouse gas reductions associated with the carbon price.

Nous demandons aussi au Sénat d'exiger que les réductions des émissions attribuables à la tarification du carbone soient mesurées.

Current estimates in Manitoba put reductions at just over 1 million tonnes cumulatively from 2018 to 2022. Many stakeholders are unsure about whether these reductions will be realized without supplemental programming to provide incentives for reduction practices.

Pour le Manitoba, les estimations actuelles prévoient des réductions cumulatives d'un peu plus d'un million de tonnes entre 2018 et 2022. Nombreuses sont les parties concernées qui doutent que de telles réductions puissent se concrétiser sans l'apport de programmes spéciaux assortis de mesures incitatives pour encourager l'adoption de pratiques de réduction des émissions.

In closing, I reiterate the price farmers receive cannot be increased. If farmers become unprofitable, the Canadian economy and the environment will be harmed.

En terminant, permettez-moi d'insister sur ce fait : le prix que l'on accorde aux agriculteurs ne peut être augmenté. Si l'agriculture cesse d'être rentable, c'est l'économie canadienne et l'environnement qui en souffriront.

I'd like to thank you for your time and attention, and I look forward to taking your questions.

The Chair: Thank you for your presentation. We'll now move on to Mr. Lewis.

Todd Lewis, President, Agricultural Producers Association of Saskatchewan: Good evening. I farm with my father, brother and nephew south of Regina in Gray, Saskatchewan. The Agricultural Producers Association of Saskatchewan appreciates this opportunity to comment on the legislative proposals relating to the greenhouse gas pollution pricing act.

As Saskatchewan's general farm organization, we serve as the voice of thousands of farmers and ranchers, who manage over 40 per cent of the cultivated farmland and 35 per cent of the total pasture land in Canada.

The careful management and stewardship of these lands means Saskatchewan producers are a strategic asset in the effort to address climate change.

Saskatchewan producers generate 30 per cent of Canada's agricultural exports, worth over $15 billion annually. Our activities support tens of thousands of jobs all across Canada.

We believe if Canada is to meet its target to increase agricultural exports while meeting its commitment to reduce greenhouse gas emissions by 2030, federal policy must recognize both the economic impact of carbon pricing and the essential services provided by managing carbon on the agricultural landscape.

APAS maintains our opposition to the imposition of carbon pricing policy on Saskatchewan agricultural producers. We need to be very clear: The carbon backstop policy applies mainly to Saskatchewan and to our members who make up a very large part of Canada's agricultural industry.

The fundamental premise of carbon pricing is it serves as a market pricing signal to reduce consumption of fossil fuels. Agricultural producers do not set the prices for their products, and have no ability to pass along increased input costs. Carbon pricing fails to function as a price signal in the value chain, and becomes an additional cost burden on a sector that already operates on narrow margins. Producers already seek out every viable opportunity to reduce costs because they cannot pass them along.

Merci de votre attention. Je serai heureux de répondre à vos questions.

Le président : Merci de votre exposé. Passons maintenant à M. Lewis.

Todd Lewis, président, Association des producteurs agricoles de la Saskatchewan : Bonsoir. Je fais de l'agriculture avec mon père, mon frère et mon neveu dans la localité de Gray, au sud de Regina, en Saskatchewan. L'Association des producteurs agricoles de la Saskatchewan apprécie cette occasion de donner son point de vue sur les propositions législatives relatives à la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre.

En tant qu'organisation agricole générale pour la Saskatchewan, l'Association des producteurs agricoles de la Saskatchewan est le porte-parole de milliers d'agriculteurs et d'éleveurs, de ceux-là mêmes qui gèrent plus de 40 p. 100 des terres agricoles cultivées du Canada et 35 p. 100 de l'ensemble de ses pâturages.

Par la gestion et l'intendance prudentes qu'ils pratiquent sur le plan agricole, les producteurs de la Saskatchewan sont un atout stratégique dans la lutte contre les changements climatiques.

Les producteurs de la Saskatchewan génèrent 30 p. 100 des exportations agricoles du Canada, soit plus de 15 milliards de dollars par année. Nos activités soutiennent des dizaines de milliers d'emplois partout au Canada.

Si le Canada veut atteindre son objectif d'augmenter ses exportations agricoles tout en respectant son engagement de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, nous sommes d'avis que la politique fédérale devra tenir compte à la fois de l'impact économique de la tarification du carbone et des services essentiels fournis en gérant le carbone dans le paysage agricole.

L'Association des producteurs agricoles de la Saskatchewan maintient son opposition au fait d'imposer une politique de tarification du carbone aux producteurs agricoles de la Saskatchewan. Disons les choses clairement : la politique sur le filet de sécurité sur la tarification du carbone s'applique principalement à la Saskatchewan et à nos membres, et donc à ceux qui sont responsables d'une très grande partie de l'activité agricole au Canada.

La prémisse fondamentale de la tarification du carbone est qu'il faut se servir des prix du marché pour envoyer le message de réduire la consommation de combustibles fossiles. Les producteurs agricoles ne décident pas du prix de leurs produits et n'ont donc aucun moyen de transférer l'augmentation des coûts des intrants. La tarification du carbone peine à faire circuler le message espéré dans la chaîne de valeur et devient simplement un coût additionnel que doit assumer un secteur où les marges sont déjà minces. Les producteurs cherchent déjà toutes les

occasions possibles pour réduire leurs coûts, car ils n'ont aucun moyen de relayer ces augmentations.

I would refer senators to the graph I have provided, showing the historical relationship between farm revenues and farm profit margins. Producers are spending more to produce more, while retaining a smaller percentage of gross revenues. Those margins are used to pay for new technology, to invest in our family businesses and to prepare for the transfer to the next generation of agricultural producers.

J'invite les sénateurs à se reporter au tableau que je leur ai remis et qui rend compte de l'évolution au fil des ans de la relation qu'il y a entre les recettes des exploitations agricoles et leurs marges de profit. Les producteurs dépensent plus d'argent pour augmenter leur production, mais le pourcentage qu'ils réussissent à dégager des recettes brutes va en diminuant. Ces marges servent à payer la nouvelle technologie, à investir dans l'entreprise familiale et à se préparer pour le transfert à la prochaine génération de producteurs agricoles.

Bill C-74 defines a farmer as "a person that carries on a farming business with a reasonable expectation of profit." The provisions contained in this bill work to make that definition less credible. The proposed exemption for farm fuels partially recognizes the cost issue. The current exemption does not cover a whole range of unavoidable farm business costs that will increase with carbon pricing. These include rail transportation, the single largest cost for prairie grain producers; natural gas for drying grain and heating barns; truck transportation; fertilizer and chemicals; as well as electricity.

Le projet de loi C-74 définit un agriculteur comme étant une « personne qui exploite une entreprise agricole avec une attente raisonnable de profit ». Les dispositions contenues dans ce projet de loi rendent cette définition moins crédible. L'exemption proposée pour les carburants destinés aux machines agricoles reconnaît partiellement ce problème de coût. Cependant, l'exemption actuelle fait fi de toute une gamme de coûts opérationnels inévitables qui ne manqueront pas d'augmenter avec la tarification du carbone. Mentionnons entre autres le transport ferroviaire, qui est le principal coût que doivent assumer les producteurs de grains des Prairies, le gaz naturel pour le séchage des grains et le chauffage des étables, le transport par camion, les engrais et les additifs, ainsi que l'électricité.

These are all unavoidable key input costs with very few fuel alternatives. I would like to repeat my point: farmers and ranchers already work very hard to identify cost savings, such as energy costs, because we cannot pass those costs along to our consumers. We already do our best to produce more with less energy.

Ce sont tous des intrants essentiels et inévitables. Les solutions de rechange en matière de combustible sont peu nombreuses. Permettez-moi de revenir là-dessus : les agriculteurs et les éleveurs travaillent déjà très fort pour trouver des façons de réduire leurs coûts — comme dans le cas de l'énergie, par exemple —, car ils ne peuvent pas les refiler à leurs clients. Nous faisons déjà de notre mieux pour produire plus avec moins d'énergie.

Saskatchewan producers sell mainly to export markets, and we are located far from export position. Many of our competitors face no carbon tax. Carbon taxes on our input costs simply increase our production costs and make us uncompetitive in the world market. This is unfortunate because the federal government has also identified agriculture as a key sector to grow the Canadian economy through increased exports.

Les producteurs de la Saskatchewan vendent le gros de leur production sur les marchés d'exportation, et ils sont loin des endroits d'où partent ces exportations. Beaucoup de nos concurrents n'ont pas à composer avec une taxe sur le carbone. L'ajout de la taxe sur le carbone aux intrants que nous utilisons fait augmenter nos coûts de production et nous rend moins concurrentiels sur le marché mondial. Voilà qui est bien dommage si l'on considère que le gouvernement fédéral a cerné l'agriculture — et l'augmentation des exportations agricoles — comme étant l'un des vecteurs clés de la croissance de l'économie canadienne.

All through the formulation of the federal carbon pricing backstop, APAS has raised concerns with the direct and indirect cost impacts of carbon pricing on agricultural supply chains, and requested the federal government conduct and release a detailed cost estimate for the sector. We have also requested the review of carbon pricing for trade-exposed industries scheduled

Durant toute l'élaboration de la définition du filet de sécurité fédéral sur la tarification du carbone, notre association a fait part de ses réserves au sujet de l'incidence directe et indirecte de la tarification du carbone sur les coûts pratiqués dans les chaînes d'approvisionnement du secteur agricole, et a demandé au gouvernement fédéral d'effectuer et de publier une estimation détaillée de ces augmentations. Nous avons également demandé

for 2020 be conducted prior to the implementation of the carbon pricing backstop.

que l'examen du prix du carbone pour les industries exposées au commerce prévu pour 2020 soit effectué avant la mise en œuvre du filet de sécurité sur la tarification du carbone.

We have not seen a response to these recommendations. Decisions are being made without information on the potential risks and consequences. We also strongly believe it is time the federal government recognize agriculture as a big part of the solution to carbon, and not as a problem.

Nous n'avons vu aucun suivi au sujet de ces recommandations. Des décisions sont prises sans qu'on sache quoi que ce soit au sujet des risques et conséquences potentiels. Nous sommes aussi d'avis qu'il est temps que le gouvernement fédéral perçoive l'agriculture comme étant un élément de solution majeur en matière de carbone et non comme un problème.

The Global Climate Action Agenda proposes that an annual increase in sequestration in agricultural soils of 4 parts per thousand would halt the total annual global increase of CO_2 in the atmosphere. This is an opportunity to address climate change that must not be ignored or undervalued. The recognition and development of agricultural carbon sinks will be essential if Canada is to achieve our Paris Accord obligations.

Le Plan mondial d'action pour le climat indique que l'augmentation annuelle de la séquestration dans les sols agricoles de quatre parties par millier stopperait l'augmentation globale annuelle de CO^2 dans l'atmosphère. Voilà une occasion de remédier aux changements climatiques qui ne doit pas être ignorée ou sous-estimée. Si le Canada veut respecter ses obligations en vertu de l'Accord de Paris, il est essentiel qu'il reconnaisse l'importance des puits de carbone agricoles et qu'il s'attaque à leur développement.

The Pan-Canadian Framework on Clean Growth and Climate Change includes measures across the economy to reduce emissions, including increasing stored carbon in forests, wetlands and agricultural lands.

Le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques comprend des mesures dans l'ensemble de l'économie pour réduire les émissions, y compris l'augmentation de la séquestration du carbone dans les forêts, les milieux humides et les terres agricoles.

Agricultural producers are currently major players in carbon sequestration. Saskatchewan crop producers currently sequester 8.5 megatonnes of carbon through improved management practices every year, and prairie pastures sequester over 2 billion tonnes. The value of current agricultural sequestration must be recognized by decision makers.

Les producteurs agricoles sont des joueurs de premier plan pour la séquestration du carbone. Sur une base annuelle, les producteurs de cultures de la Saskatchewan, grâce à des pratiques de gestion améliorées, séquestrent 8,5 mégatonnes de carbone, et les pâturages des Prairies, plus de 2 milliards de tonnes. La valeur de la séquestration actuelle attribuable au secteur agricole doit être reconnue par les décideurs.

The lack of a national system of carbon offsets will hinder the development of this opportunity. It also puts additional administrative burden on backstop jurisdictions to develop their own systems and, in turn, overlooks agriculture as a potential resource to help address climate change.

L'absence d'un système national de compensation des émissions de carbone entravera l'exploitation de cette piste de solution. Cette absence imposera également un fardeau administratif supplémentaire aux provinces et territoires assujettis au filet de sécurité, puisqu'elle les forcera à développer leurs propres systèmes. À terme, on négligera de considérer l'agriculture comme ressource potentielle pour remédier aux changements climatiques.

Federal leadership on the development of a national offset policy is required to make the most of agriculture's full potential to mitigate and offset greenhouse gases. We hope the federal government will move forward with the creation of a robust Canadian offset system that will recognize the contributions agricultural producers are making and provide further opportunities for emissions reductions.

Le leadership fédéral dans l'élaboration d'une politique de compensation nationale est nécessaire pour tirer le meilleur parti du plein potentiel de l'agriculture quant à l'atténuation et à la compensation des gaz à effet de serre. Nous espérons que le gouvernement fédéral ira de l'avant avec la création d'un solide système de compensation canadien qui reconnaîtra la contribution des producteurs agricoles et proposera d'autres possibilités en matière de réduction des émissions.

APAS welcomes the opportunity to address the draft legislative proposals relating to the greenhouse gas pollution pricing act. We respectfully request the federal government reconsider both the punitive financial impacts on producers and

L'Association des producteurs agricoles de la Saskatchewan apprécie cette occasion qui lui est donnée de se prononcer sur les propositions législatives provisoires concernant la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre.

the enormous potential we have as producers to help meet our carbon targets. Thank you, and I look forward to your questions.

Nous demandons respectueusement au gouvernement fédéral de réexaminer tant les répercussions financières punitives que ces mesures auront sur les producteurs agricoles, que le potentiel énorme que nous représentons pour aider le pays à atteindre ses cibles de réduction. Merci. Je serai heureux de répondre à vos questions.

The Chair: Thank you to both presenters. We'll start with questions, beginning with the deputy chair, Senator Maltais.

La présidente : Merci à nos deux présentateurs. Nous allons passer à la période des questions, en commençant par notre vice-président, le sénateur Maltais.

[*Translation*]

Senator Maltais: Mr. Mazier, you talked about input costs, and the fact that you are a prisoner of two or three large companies when it comes to buying your seeds. Are seeds possibly subsidized on the U.S. side? Do you know anything about that?

[*Français*]

Le sénateur Maltais : Monsieur Mazier, vous avez parlé du coût des intrants, et du fait que vous êtes prisonnier de deux ou trois grandes entreprises pour acheter vos semences. Est-il possible que, du côté américain, les semences soient subventionnées? Avez-vous connaissance de cela?

[*English*]

Mr. Mazier: I have no idea what's going on in the U.S. as far as carbon prices or seed subsidies. I don't know.

[*Traduction*]

M. Mazier : Je n'ai aucune idée de ce qui se passe aux États-Unis en ce qui concerne la tarification du carbone et les subventions en matière de semences. Je ne sais pas.

[*Translation*]

Senator Maltais: Last week, we heard from your environment minister and your agriculture minister. They are completely against the carbon tax, and they have already challenged it in court. Reference was also made to a modulation tax on farmers, depending on their need for gas for drying, their need for gasoline or fuel for their tractors, but the government refused. One important thing you said is that the carbon tax must be used for research and technology. I think your government is making quite a significant effort in this area. For the farmers you represent, would a tax, not on carbon, but solely for research on new technologies to eliminate GHGs, be acceptable to your members?

[*Français*]

Le sénateur Maltais : La semaine dernière, nous avons reçu votre ministre de l'Environnement et votre ministre de l'Agriculture. Ils sont carrément contre la taxe sur le carbone, et ils l'ont d'ailleurs déjà contestée en cour. On a parlé aussi d'une taxe de modulation concernant les agriculteurs, en fonction de leurs besoins en gaz pour le séchage, leurs besoins d'essence ou de mazout pour leurs tracteurs, mais le gouvernement a refusé. Vous avez dit une chose importante, c'est que la taxe sur le carbone doit servir à la recherche et à la technologie. Je pense que votre gouvernement fait un effort assez marqué de ce côté-là. Est-ce que, pour les agriculteurs que vous représentez, une taxe, non pas sur le carbone, mais qui servirait uniquement à la recherche sur les nouvelles technologies pour éliminer les GES conviendrait à vos membres?

[*English*]

Mr. Mazier: The Province of Manitoba actually has a carbon tax. They've gone down a carbon tax path versus a cap-and-trade system. We have exemptions further to Todd's presentation. We found out a couple of months ago we are exempt on grain drying, space heating for barns, forestry, and mining. Those kinds of things are all exempt from the carbon tax on fuel. Our government has been pretty proactive in trying to mitigate the implications of the carbon tax.

[*Traduction*]

M. Mazier : En fait, le Manitoba a une taxe sur le carbone. La province a opté pour une taxe sur le carbone plutôt que pour un système de plafonnement et d'échange. Nous avons des exemptions qui vont plus loin que celles dont Todd a parlé dans son exposé. Nous nous sommes aperçus il y a deux mois qu'il y avait des exemptions pour le séchage des grains, le chauffage des étables, les forêts et les mines. Toutes ces choses sont exemptées de la taxe carbone sur le carburant. Notre gouvernement a été très proactif pour tenter de limiter les conséquences de cette taxe.

During our research and advising the government, we were asking them, whatever money that was being collected, to make sure it was plowed back into research and technology so the industries could take advantage and actually make a reduction.

Lorsque nous avons fait nos recherches et que nous avons conseillé le gouvernement, nous lui avons demandé de s'assurer que tout l'argent perçu grâce à cette taxe soit investi dans la recherche et la technologie afin que les industries puissent tirer

At the last budget, they made an announcement that they were going to take the carbon dollars and reduce taxes in Manitoba. We don't know what that means, as to how it reduces greenhouse gases, but it kind of goes in the direct opposite way of what industry was advising them, to make sure that money was going back to us, that is, whatever was being taxed. That doesn't seem to be the case. They seem to be redistributing the tax in general and making sure that industries are getting a tax reduction versus actually reducing their carbon output.

avantage de l'exercice et réduire concrètement leurs émissions. Lors du dernier budget, le gouvernement a annoncé qu'il allait prendre l'argent du carbone et réduire les impôts au Manitoba. Nous ne savons pas ce que cela signifie, c'est-à-dire comment cela va contribuer à réduire les émissions, mais disons que c'est une orientation diamétralement opposée à celle que l'industrie mettait de l'avant, soit de veiller à ce que l'argent nous revienne, sans égard pour ce qui serait taxé. Cela ne semble pas être le cas. Le gouvernement semble avoir pris la décision de redistribuer l'argent perçu de façon générale et de veiller à ce que les industries reçoivent des baisses d'impôt plutôt que de réduire concrètement leurs émissions.

Senator Maltais: Thank you, Mr. Mazier.

Le sénateur Maltais : Merci, monsieur Mazier.

[*Translation*]

[*Français*]

Mr. Lewis, you have talked a lot about the seed problem and the fact that you are penalized because you do not have the choice to buy from different companies. The price is set by the companies, but the selling prices for your grains are not set in advance; they are set according to the market in the fall when you can sell them. Would a flat tax disadvantage you or would you prefer a modulated tax? Or would you rather not pay tax at all?

Monsieur Lewis, vous avez beaucoup parlé du problème des semences et du fait que vous êtes pénalisé parce que vous n'avez pas le choix d'acheter dans différentes autres sociétés. Le prix est fixé par les compagnies, mais vos prix de vente de céréales ne sont pas fixés à l'avance; ils sont fixés selon le marché à l'automne lorsque vous pouvez les vendre. Est-ce qu'une taxe fixe vous désavantagerait ou est-ce que vous préféreriez une taxe modulée? Ou peut-être préféreriez-vous ne pas payer de taxe du tout?

[*English*]

[*Traduction*]

Mr. Lewis: You gave me the third answer there.

M. Lewis : Vous m'avez donné cette troisième réponse.

With a broad-based tax like the carbon tax, what's being proposed is across all parts of industry, and farmers are big consumers. The input costs don't matter. Something as simple as petrochemical plastics affect farmers, right from the jugs our chemicals come in, to baler twine for livestock operators and plastic grain bags. All these will increase in price. We can't get that back. That comes directly off our bottom line. It's not unusual for a farmer operator who's using grain bags to spend $20,000 a year on those bags. If the price goes up, even 1 or 2 per cent, that's a significant hit against his bottom line.

Avec une taxe qui ratisse large comme la taxe sur le carbone, ce qui est proposé concerne tous les secteurs de l'industrie, et les agriculteurs sont de gros clients. Le coût des intrants n'a pas d'importance. Quelque chose d'aussi simple que des plastiques pétrochimiques ont une incidence sur les agriculteurs : il y va des barils dans lesquels nous recevons nos additifs, de la ficelle agricole qu'utilisent les éleveurs ou des sacs dans lesquels nous mettons les céréales. Le prix de tous ces intrants va augmenter, et nous ne pourrons pas récupérer cette augmentation ailleurs. Ce sont des coûts qui viendront gruger directement notre bénéfice net. Il n'est pas rare pour un agriculteur qui se sert de sacs pour ses grains de dépenser 20 000 $ par année pour ces sacs. Or, si le prix des sacs augmente — même si ce n'est que de 1 ou 2 p. 100 —, c'est un dur coup pour le bénéfice net.

We're high inputs with very low margins, so when you start trying to exempt different products, and so on, there are so many things we use that won't be exempted that it will hurt our profit margins. It's not just profit margins, either. Actually, lots of years in agriculture, we don't have profits.

Nous utilisons beaucoup d'intrants et nos marges de profit sont très minces, alors si vous essayez d'exempter différents produits, souvenez-vous qu'il y a tellement de choses que nous utilisons qui ne seront pas exemptées et qui mettront à mal nos marges de profit. Et ce n'est pas seulement une question de marge de profit. En fait, en agriculture, bien des années se passent sans qu'il y ait de profits.

In southern Saskatchewan last year, probably a majority of the farmers were in a net loss position. These are tough years. As Dan mentioned, it's very dry in the southern part of the Prairies

L'an dernier, dans le sud de la Saskatchewan, c'est probablement la majorité des agriculteurs qui ont accusé des pertes nettes. Ce sont des années difficiles. Comme Dan l'a

this year, and we're going to be hoping for rain. We talk about climate change, and we blame climate change for dry seasons, and so on, but at the same time, the new technologies that have been developed — that is, prior to anybody talking about carbon pricing — the seeding technologies, and so on that we use, grew a crop last year that was the second biggest handling in the history of Western Canada. When we talk about research dollars going towards new technologies, farmers have invested in those new technologies and will continue to invest. The research has come from government and producers also put up their fair share of money for research through their checkoffs.

[*Translation*]

Senator Maltais: You have just said that you receive 20,000 bags of fertilizer or other products that you use on your farm and that those bags are made of plastic; what do you do with those plastic bags afterwards?

[*English*]

Mr. Lewis: I was referring to a grain bag. That's one bag that will hold up to 10,000 bushels. It's one huge piece of plastic that looks like a great big long sausage in the field. Those plastics are recycled. We currently have a recycling program in Saskatchewan, a pilot project. Those products are put back into the recycling stream. It's very good plastic. It's thick and it's virgin plastic, as they call it. Within the recycling industry, it's valuable. It's another good example of what farmers have done to limit their carbon footprint. It has been very successful.

[*Translation*]

Senator Maltais: Are you paying for recycling or is it the seed producer?

[*English*]

Mr. Lewis: At the end of the day, we pay for it. If the manufacturer is going to pay for it, they will put it on to the price of the bag and we pay for it. We pay for its transportation back to the recyclers. At the end of the day, the farmers do pay for it.

[*Translation*]

Senator Maltais: If you recycle — and you represent a lot of farmers — the government should pay you.

mentionné, le sud des Prairies connaît un temps très sec cette année, et nous commençons à souhaiter qu'il pleuve. Nous parlons des changements climatiques, et nous attributions les saisons sèches et tout le reste aux changements climatiques, mais en même temps, les nouvelles technologies qui sont mises au point — c'est-à-dire avant que qui que ce soit ne commence à parler de tarification du carbone —, les technologies d'ensemencement et les autres technologies que nous utilisons ont permis l'an dernier de produire la deuxième récolte en importance de l'histoire de l'Ouest canadien. Lorsque nous parlons de fonds de recherche consacrés aux nouvelles technologies, il faut savoir que les agriculteurs ont investi dans ces nouvelles technologies et qu'ils continueront de le faire. La recherche vient du gouvernement et les producteurs investissent leur juste part de sous dans ces recherches par l'intermédiaire de leurs contributions.

[*Français*]

Le sénateur Maltais : Vous venez de dire que vous recevez 20 000 sacs d'engrais ou d'autres produits dont vous vous servez à votre ferme et que ces sacs sont faits de plastique; que faites-vous ensuite de ces sacs de plastique?

[*Traduction*]

M. Lewis : Je parlais des sacs de grains. Un sac peut contenir jusqu'à 10 000 boisseaux. C'est un immense sac de plastique qui ressemble, dans le champ, à un long saucisson. Le sac est recyclable. Nous avons un programme de recyclage en Saskatchewan, un projet pilote. Les sacs sont recyclés. C'est un plastique de bonne qualité. Il est épais et vierge, comme on dit. Il est prisé dans l'industrie du recyclage. C'est un autre bon exemple des mesures prises par les agriculteurs pour réduire leur empreinte carbone. C'est une initiative très réussie.

[*Français*]

Le sénateur Maltais : Est-ce vous qui payez pour le recyclage ou est-ce le fabricant de graines de semence?

[*Traduction*]

M. Lewis : C'est nous qui payons en fin de compte. Si c'est le fabricant qui paie, il l'inclura dans le prix du sac. Nous payons le transport jusqu'à l'entreprise de recyclage. Ce sont les agriculteurs qui paient la note, en fin de compte.

[*Français*]

Le sénateur Maltais : Si vous faites du recyclage — et vous représentez beaucoup de fermiers —, le gouvernement devrait vous payer.

[*English*]

Mr. Lewis: That's a nice thought, but we haven't gotten there yet. At the same time, I don't think farmers are looking for government with their hands out for any of these things. Those are bags we use and we're happy to put them back into the recycling stream. When those bags originally started years ago, there were lots of burned plastics. It was common practice. That isn't common practice anymore. Farmers don't burn chemical jugs. It all gets recycled. We try very hard. It's been a culture change, put it that way, over the last number of decades, and we're getting there more and more. People are very aware of air quality and those issues.

Senator Petitclerc: Thank you so much for being here. This is very instructive. My question will be for Mr. Mazier, but Mr. Lewis, feel free to add to it.

I wanted you to expand. You said in your opening comments we should insist the Government of Canada implement a program for monitoring and reporting on the economic impact of the carbon tax on consumers and industry. That resonated with me. Is it not happening already? Does it not exist? I suppose that also involves data collection.

I want to hear you a bit more on that. If it's not happening, how do you see that being articulated and coming to life?

Mr. Lewis: I can answer the question. It's very important. We asked for a costing from the Department of Agriculture a number of times. It's our understanding the costing is being worked on, and there will be consultations I think as early as next week. We'll be involved in some initial consultations. Those numbers are important. At the same time, this bill is going to go forward, putting the price on these fuels, before we know the actual costs. That's why it's so important the estimates come first and not the tax first — not these issues being slid in the back door, because we don't know what the intended or unintended consequences of a tax like this will do to our bottom lines.

Senator Petitclerc: The way I see it, you will not have baseline data or information to compare.

Mr. Lewis: I think that's correct. That's what we're looking for. The federal government has consulted on some of these issues. It's such a big, complicated package we need more time to find out what the true effects could possibly be.

Senator Petitclerc: I don't know, Mr. Mazier, if you can —

[*Traduction*]

M. Lewis : C'est une bonne idée, mais nous n'en sommes pas encore là. D'ailleurs, je ne pense pas que les agriculteurs cherchent à obtenir l'aide du gouvernement pour ce genre de choses. Nous utilisons ces sacs et nous sommes heureux de les recycler. Lorsque ces sacs sont arrivés sur le marché il y a de nombreuses années, on les faisait souvent brûler. C'était une pratique courante. Ce n'est plus le cas maintenant. Les agriculteurs ne font plus brûler les contenants de produits chimiques non plus. Tout est recyclé. Nous faisons beaucoup d'efforts. Il a fallu un changement de culture, si on veut, au cours des dernières décennies, mais on en fait de plus en plus. Les gens sont très conscients de la qualité de l'air et des autres enjeux.

La sénatrice Petitclerc : Merci beaucoup de votre présence. C'est très instructif. Ma question s'adresse à M. Mazier, mais n'hésitez pas à intervenir vous aussi, monsieur Lewis.

J'aimerais que vous approfondissiez vos propos. Vous avez dit dans votre déclaration préliminaire que nous devrions insister auprès du gouvernement du Canada pour qu'il mette en place un programme de surveillance et d'analyse des répercussions économiques de la taxe sur le carbone pour les consommateurs et l'industrie. C'est un commentaire qui a retenu mon attention. N'est-ce pas déjà le cas? Cela n'existe pas? Je présume que cela implique également la collecte de données.

J'aimerais que vous nous en disiez un peu plus à ce sujet. Si un tel programme n'existe pas, quelle forme croyez-vous qu'il devrait prendre et comment devrait-il être mis en place?

M. Lewis : Je peux répondre à votre question. C'est très important. Nous avons demandé une évaluation des coûts au ministère de l'Agriculture à maintes reprises. Il semble qu'on s'emploie à les évaluer, et je pense qu'il y aura des consultations qui débuteront dès la semaine prochaine. Nous allons participer aux consultations initiales. Les chiffres sont importants. Cela dit, le projet de loi ira de l'avant, et les carburants seront taxés avant qu'on en connaisse le coût véritable. C'est pourquoi il est si important qu'on estime d'abord le coût, avant que la taxe entre en vigueur, afin que cela n'arrive pas par la porte arrière, car nous ne savons pas quelles seront les conséquences voulues ou non voulues d'une taxe comme celle-ci sur notre situation financière.

La sénatrice Petitclerc : À mon avis, vous n'aurez pas de données ou d'information de base pour faire des comparaisons.

M. Lewis : Vous avez sans doute raison, mais c'est ce que nous voulons savoir. Le gouvernement fédéral a mené des consultations sur certains éléments. Le dossier est tellement volumineux et complexe qu'il faut plus de temps pour déterminer quels pourraient être les effets réels.

La sénatrice Petitclerc : Monsieur Mazier, je ne sais pas si vous pouvez…

Mr. Mazier: I can answer that. Manitoba invited us in. When they were talking about implementing the tax in general, they brought us into the offices and said, "We want you to be part of the solution."

We went to our members. We came up with some recommendations for the government. What resonated with us was "Don't make it another tax." Everybody knew they had to do their part, I guess, and the tax was a mechanism, a way we can start doing something. We can start paying for a lot of these programs, especially environmental goods and services programs or programs like that, that could make a difference and start us in a different direction.

One of the other recommendations that was so important was everyone wanted transparency. They wanted to know how those dollars were going to be gathered, they wanted to see it on every bill, and they wanted to see where it was going to go in the government.

That still resonates today, and people are pretty adamant. Even in the environmental community, I would say, if this is just another tax grab, I think we've done a lot of work for nothing. It's too bad if we do go down that path. I think transparency would go a long way to reassuring those naysayers or those doubters that we can make a difference. It would prove to everyone that we can make a difference and prove where the money is going. Everyone is really quite concerned about that.

Senator Petitclerc: Thank you.

Senator Doyle: I'm wondering, Mr. Lewis, about your competitors in the marketplace. Are there places to which you sell agricultural products that also have carbon levies? Are your competitors, say in the marketplace of America, the Russians or what have you, subject to carbon levies? Have you looked at these competitors overseas, the Europeans or even the Americans, to find out what their practices are with regard to carbon levies, et cetera?

Mr. Lewis: Yes. Certainly when you look at the leading exporters of the world, especially in Western Canada, for coarse grains, for instance, wheat, durum, one of our big competitors are the Americans. The Australians are another big competitor. Most of our grain goes into Indonesia, that area, India, and places like that. Australia, for instance, pulled back from their carbon tax. I think they just disassembled their program.

Certainly the Americans don't have a tax like this currently under the Trump administration. Our understanding is they're out of the Paris accord.

M. Mazier : Je peux répondre à votre question. Le gouvernement du Manitoba nous a invités. Lors des discussions sur la mise en œuvre de la taxe, les représentants du gouvernement nous ont invités dans leurs bureaux et nous ont dit qu'ils voulaient que nous fassions partie de la solution.

Nous avons consulté nos membres et avons soumis au gouvernement quelques recommandations. Ce que nous avons entendu c'est : « N'en faites pas une autre taxe. » Chacun savait qu'il devait contribuer, je pense, et que la taxe était un mécanisme, une façon de commencer à agir. On peut commencer à payer pour beaucoup de programmes, en particulier les programmes de biens et services environnementaux ou les programmes de ce genre, qui pourraient modifier le cours des choses et nous amener dans une autre direction.

Une autre recommandation vraiment importante était que tout le monde voulait de la transparence. On voulait savoir comment l'argent serait recueilli, on voulait voir le montant sur chaque facture, et on voulait savoir ce que le gouvernement ferait de l'argent.

Ces questions sont encore pertinentes aujourd'hui, et les gens n'en démordent pas. Je pense que même au sein des groupes environnementaux les gens se disent que nous aurons fait beaucoup de travail pour rien s'il s'agit juste d'une autre ponction fiscale. Ce serait vraiment désolant si c'était le cas. La transparence aiderait beaucoup à rassurer les opposants ou ceux qui doutent que nous puissions changer les choses. On prouverait ainsi à tout le monde que nous pouvons changer les choses et on préciserait où vont les fonds. C'est une question qui inquiète vraiment tout le monde.

La sénatrice Petitclerc : Merci.

Le sénateur Doyle : Monsieur Lewis, je me demande ce qu'il en est de vos concurrents dans le marché. Vendez-vous vos produits agricoles dans des pays où il y a des redevances sur le carbone? Vos concurrents, disons sur le marché en Amérique, les Russes ou quiconque, sont-ils assujettis à une redevance sur le carbone? Avez-vous vérifié ce qu'il en est chez vos concurrents outremer, les Européens, ou même les Américains, pour ce qui est des redevances sur le carbone, et cetera?

M. Lewis : Oui. Chez les grands exportateurs de céréales secondaires comme le blé et le blé dur, en particulier dans l'Ouest canadien, les Américains sont un de nos concurrents importants. Les Australiens sont un autre de nos concurrents importants. Nous vendons notre grain principalement en Indonésie, en Inde, dans les pays de la région. L'Australie, par exemple, a annulé sa taxe sur le carbone. Je pense que le gouvernement vient tout juste d'abolir son programme.

L'administration Trump, bien sûr, n'a pas imposé de taxe sur le carbone, et si nous avons bien compris, les Américains se sont retirés de l'accord de Paris.

European countries do have these taxes, but in most of our markets they're not a major competitor. Their biggest competitor for our grains are countries like Kazakhstan and Russia, which certainly don't have carbon taxes.

Generally, agriculture in Western Canada is competing against countries that don't have carbon taxes in place in most cases.

Senator Doyle: Again, you have approached the federal government on this, and they have agreed to an assessment?

Mr. Lewis: We've asked for some kind of costing. We're assuming they have costing measures. They've done some investigation of what the revenue will be. There is going to be a cost. We haven't been notified of what those costs are or been able to look at those costing estimates. As Dan says, we feel it's important that this is a transparent tax, and before we go down this road, we have an idea of what the government thinks it is going to cost us.

Senator Doyle: So I'm clear, that would include a costing of the entire supply chain? If you're buying farm machinery or tires or fertilizers or cardboard, anything that might have to do with your farming operation, you want to know how that will affect the cost of an ear of corn or bushel of wheat.

Mr. Lewis: Yes. It won't affect the price we receive for it, but it will affect the price of growing it. That's the issue. The price of that ear of corn or the bushel of wheat or a pound of beef, that's set internationally. Any extra costs will come out of our pockets. It's going to be the cost to produce that product.

Senator Doyle: Would it go to the consumer eventually? You've got to pick it up somehow.

Mr. Lewis: Primary producers don't though. It will be picked up by the people who sell it, certainly, but after it's gone through the system. We don't have that opportunity. If we do try and add that cost, they will just go to one of our competitors. That's the reality.

Senator Doyle: You don't have a mechanism to retrieve it?

Mr. Lewis: No. Ontario is a great example. If Ontario corn is too expensive, there is a lot of corn in Ohio that can come across the border quite easily.

Senator Doyle: Thank you.

Les pays européens ont une taxe sur le carbone, mais ce ne sont pas des concurrents importants dans la plupart de nos marchés. Leurs plus gros concurrents pour notre grain sont des pays comme le Kazakhstan et la Russie, qui n'ont pas, bien sûr, de taxe sur le carbone.

Dans l'ensemble, les agriculteurs de l'Ouest canadien sont en concurrence la plupart du temps avec des agriculteurs qui se trouvent dans des pays où il n'y a pas de taxe sur le carbone.

Le sénateur Doyle : Vous avez bien dit avoir consulté le gouvernement fédéral et qu'on avait accepté de procéder à une évaluation, n'est-ce pas?

M. Lewis : Nous leur avons demandé une évaluation des coûts. Nous présumons qu'ils ont une façon de les mesurer. Ils ont mené une étude sur les recettes que cela générera. Il y aura un coût. Nous n'avons pas été informés du coût et nous n'avons pas pu voir les estimations. Comme Dan l'a mentionné, nous croyons qu'il est important que la taxe soit transparente et, avant d'emprunter cette voie, de savoir ce que le gouvernement pense que cela va nous coûter.

Le sénateur Doyle : Pour être certain d'avoir bien compris, parlez-vous d'une évaluation des coûts pour l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement? Si vous devez acheter de la machinerie agricole, des pneus, des engrais, du carton, ou quoi que ce soit qui peut être utilisé pour vos travaux agricoles, vous voulez savoir quelle sera l'incidence sur le coût de production d'un épi de maïs ou d'un boisseau de blé.

M. Lewis : Oui. Il n'y aura pas d'incidence sur le prix que nous le vendons, mais il y aura une incidence sur notre coût de production. C'est l'enjeu. Le prix d'un épi de maïs ou d'un boisseau de blé ou d'une livre de bœuf est fixé par les marchés internationaux. Tout coût additionnel devra sortir de nos poches. Il s'ajoutera au coût de production.

Le sénateur Doyle : Est-ce le consommateur qui en assumera le coût à la fin? Le coût sera récupéré, d'une façon ou d'une autre.

M. Lewis : Les producteurs primaires ne peuvent pas le faire, par contre. Les gens qui le revendent le feront, à l'autre bout de la chaîne. Nous n'avons pas cette chance. Si on tente d'ajouter ce coût, nos clients se tourneront vers nos concurrents. C'est la réalité.

Le sénateur Doyle : Vous n'avez pas de mécanisme pour le récupérer?

M. Lewis : Non. L'Ontario est un très bon exemple. Si le maïs de l'Ontario est trop cher, il sera très facile d'en importer de l'Ohio, où on en produit beaucoup.

Le sénateur Doyle : Merci.

[*Translation*]

Senator Dagenais: Thank you to our guests. My first questions are for Mr. Lewis. When the government put in place the terms and conditions of a carbon tax through Bill C-74, were you consulted on your concerns about the carbon tax? Has the government consulted you?

[*English*]

Mr. Lewis: As far as Bill C-74, no. There was no consultation on the proposed Greenhouse Gas Pollution Pricing Act.

[*Translation*]

Senator Dagenais: Today, there is a lot of talk about the importance of communicating with Canadians. We hear that there is a lack of communication sometimes. Has the government provided you with real and concrete information about the redistribution of carbon tax revenue? Has it provided you with any information about the fact that it was going to tax you on carbon, but that it was going to give you the money back in such and such a way? Have you had any explanations?

[*English*]

Mr. Lewis: No, we haven't. The politicians in Regina and Ottawa have been going back and forth. We certainly haven't had any indication from the federal government as to what the implementation of the tax will mean. To be fair, there is a lot happening at a higher level right now between the provincial and federal governments. We certainly haven't heard any of that.

[*Translation*]

Senator Dagenais: My questions are now for Mr. Mazier. Since you cannot raise the price of your crops and since the carbon tax will increase your costs, have you quantified your loss of revenue?

If there is an alternative to the carbon tax, in your opinion, could you do other things to fight greenhouse gases effectively without necessarily paying a carbon tax? Because you are certainly going to be losing revenue.

[*English*]

Mr. Mazier: If you are going to gather a tax, there are solutions. If we're not going to earmark dollars for environmental action, where are we going to get the money from? That's always been the question. If we're going to implement a tax in our provinces, and if it does go back to these revenues for environmental issues, that's okay. I think Canadians

[*Français*]

Le sénateur Dagenais : Merci à nos invités. Mes premières questions s'adressent à M. Lewis. Lorsque le gouvernement a mis en place les modalités d'une taxe sur le carbone par le truchement du projet de loi C-74, avez-vous été consulté au sujet de vos appréhensions quant à la taxe sur le carbone? Est-ce que le gouvernement vous a consulté?

[*Traduction*]

M. Lewis : En ce qui concerne le projet de loi C-74, non. Nous n'avons pas été consultés à propos de la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre.

[*Français*]

Le sénateur Dagenais : Aujourd'hui, on parle beaucoup de l'importance de communiquer avec les Canadiens. On dit que, parfois, il y a un manque de communication. Est-ce que le gouvernement vous a fourni une information réelle et concrète quant à la redistribution des revenus de la taxe sur le carbone? Est-ce qu'il vous a donné des détails pour vous informer qu'il allait vous taxer sur le carbone, mais qu'il allait vous remettre l'argent de telle ou telle façon? Avez-vous eu des explications?

[*Traduction*]

M. Lewis : Non, nous n'avons pas reçu d'information. Les politiciens à Regina et Ottawa ont fait des allers-retours. Le gouvernement fédéral ne nous a rien dit au sujet de la taxe. Pour être honnête, il se passe beaucoup de choses à l'heure actuelle en hauts lieux entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, mais nous n'en savons rien.

[*Français*]

Le sénateur Dagenais : Mes questions s'adressent maintenant à M. Mazier. Étant donné que vous ne pouvez pas hausser le prix des productions et que la taxe sur le carbone va augmenter vos coûts, est-ce que vous avez chiffré votre perte de revenus?

S'il existe une alternative à la taxe sur le carbone, selon vous, est-ce qu'il y aurait autre chose que vous pourriez faire pour lutter efficacement contre les gaz à effet de serre, sans nécessairement payer une taxe sur le carbone? Parce qu'il est certain que vous allez subir des pertes de revenus.

[*Traduction*]

M. Mazier : Si on collecte une taxe, il y a des solutions. Si l'argent ne va pas à des mesures environnementales, où prendrons-nous l'argent? C'est la question qu'on se pose depuis le début. Si on veut instaurer une taxe dans nos provinces, et si les recettes sont destinées à remédier aux problèmes environnementaux, c'est bien. Je pense que les Canadiens sont

are generally all right with that, but this is appearing to be like a tax grab.

You asked Mr. Lewis about the cost and consultation in our province. Our province, since they were engaged in it, was much more aware and let us know what these potential costs could be in Manitoba.

For example, a $25 flat flee in Manitoba will bring in taxes of $250 million a year. How they split up that revenue is yet to be seen. Some of it is going to environment. Some of it is going back to lower taxes.

We were consulted pretty thoroughly. It was the province that decided to do that since they were engaged in the discussion.

On the other hand, Saskatchewan was just saying no to the tax and they were exposed. It was a different situation in Saskatchewan. This is why they never had the conversation. In Manitoba, meanwhile, we were having that conversation about what it meant to us.

It's just a different approach, but it is different. I think the biggest point is it's different for every province in this country. That's the problem. We're being levied against this carbon tax at different rates across this country. That is a fundamental problem.

[*Translation*]

Senator Dagenais: You are right, it is different in each province. In fact, there will be an election in Ontario this year and the next premier may not want to pay a carbon tax. You are next to Saskatchewan, which has already announced that it will challenge the constitutionality of this tax. Did you not want to join forces with Saskatchewan to not pay the carbon tax? You could come together and protest in Ottawa, for example.

[*English*]

Mr. Mazier: Yes, to have an environmental policy — and this is back to provincial jurisdictions — so each province can decide what they want to do. This is how they sold it in Manitoba: If you don't choose the Manitoba plan, you choose the Trudeau plan. That's the way it was sold in Manitoba. We ended up not going up to the $50 a tonne. That's not part of the plan. Twenty-five dollars a tonne for five years with carbon reduction.

In Manitoba they've taken a different approach. They actually call it a green plan, and I encourage the Senate to look that up — Manitoba's green plan. There are different steps to carbon reduction. Carbon pricing is just one component of their green plan. I think it's a million metric tonnes reduced. That is just the first step.

d'accord en général avec cette idée, mais cela commence à ressembler à une ponction fiscale.

Vous avez posé des questions à M. Lewis au sujet du coût et des consultations dans nos provinces. Comme notre gouvernement a participé aux discussions, il était très au courant et nous a informés des coûts potentiels pour le Manitoba.

À titre d'exemple, un taux fixe de 25 $ générera des recettes de 250 millions de dollars par année. La manière de les répartir reste à déterminer. Une part sera destinée à l'environnement, et une autre servira à réduire les impôts.

Nous avons été très bien consultés, et c'est le gouvernement qui a décidé de le faire étant donné qu'il participait aux discussions.

Le gouvernement de la Saskatchewan, par contre, s'est opposé à la taxe, et a été à part. La situation a été différente en Saskatchewan. C'est pourquoi il n'y a jamais eu de discussions à ce sujet. Au Manitoba, pendant ce temps, on discutait de ce que cela représentait pour nous.

Il s'agit simplement d'une approche différente, mais c'est différent. Je pense que le point à retenir est que la situation est différente dans chaque province. C'est le problème. Les taux varient partout au pays. C'est un problème fondamental.

[*Français*]

Le sénateur Dagenais : Vous avez raison, c'est différent dans chaque province. D'ailleurs, il y aura des élections en Ontario cette année et il est possible que le prochain premier ministre ne veuille pas payer de taxe sur le carbone. Vous êtes voisin de la Saskatchewan, et elle a déjà annoncé qu'elle contestera la constitutionnalité de cette taxe. N'aviez-vous pas envie de faire front commun avec la Saskatchewan pour ne pas payer la taxe sur le carbone? Vous pourriez faire front commun et manifester à Ottawa, par exemple.

[*Traduction*]

M. Mazier : Oui, pour avoir une politique environnementale — et cela revient aux provinces — et chacune pourra décider ce qu'elle souhaite faire. C'est ainsi qu'on a vendu l'idée au Manitoba : si vous ne choisissez pas le plan du Manitoba, vous choisissez le plan Trudeau. C'est ainsi que l'idée a été vendue au Manitoba. Nous avons fini par ne pas nous rendre à 50 $ la tonne. Cela ne fait pas partie du plan. Vingt-cinq dollars la tonne pendant cinq ans avec une réduction carbone.

Au Manitoba, on a opté pour une approche différente. On parle en fait d'un plan vert, et j'encourage le Sénat à y jeter un coup d'œil — Plan vert du Manitoba. Il comporte différentes étapes pour réduire le carbone. La tarification du carbone n'est qu'un élément du plan vert. Je pense qu'on parle d'une réduction

d'un million de tonnes métriques, et c'est seulement la première étape.

Another big step in the reduction of 300,000 tonnes is the introduction of biofuels, increasing them from 2 per cent, where they are currently, to 5 per cent. Those are anything from our biodiesels and things like that. If we introduce those, that means more canola production would go into the fuels and that would displace some carbon pricing.

Une autre étape importante en vue d'atteindre la réduction de 300 000 tonnes est le lancement de biocarburants, lesquels passeront des 2 p. 100 actuels à 5 p. 100. Ces biocarburants vont de nos biodiesels à d'autres carburants de ce genre. Si nous lançons ces biocarburants, une plus grande partie de la production de canola sera consacrée à la fabrication de carburants, ce qui déplacera une partie de la tarification du carbone.

There are some made-in-Manitoba solutions. That's the way that our province has decided to go about mitigating this carbon problem. It's just a different approach.

Certaines solutions sont purement manitobaines. C'est la façon dont notre province a décidé d'atténuer le problème du carbone. Il s'agit simplement d'une approche différente.

Meanwhile, Saskatchewan has a different carbon balance. I would encourage you to read the green plan of Manitoba. It even compares P.E.I. to Manitoba, all the provinces and Manitoba, what their carbon balances look like. It is an interesting concept. It shows the carbon landscape across Canada.

Par contre, le bilan du carbone en Saskatchewan est différent. Je vous encouragerai à lire le plan vert du Manitoba. Il compare même l'Île-du-Prince-Édouard au Manitoba, ainsi que le bilan du carbone de toutes les provinces à celui du Manitoba. C'est un concept intéressant. Il montre la situation du carbone à l'échelle nationale.

[*Translation*]

Senator Dagenais: Don't you find that imposing a tax is the easy way out? There may be different approaches to reducing greenhouse gases. What will the government do with the tax money? We don't know. A lot of taxes have been imposed for some time and we do not know what happens with the money collected. Don't you think that saying a tax will fix part of the problem is an easy shortcut to reducing greenhouse gases?

[*Français*]

Le sénateur Dagenais : Ne trouvez-vous pas que l'imposition d'une taxe est la solution facile? Il y aurait peut-être différentes approches qui permettraient de diminuer les gaz à effet de serre. Que fera le gouvernement avec l'argent de la taxe? On ne le sait pas. Beaucoup de taxes ont été imposées depuis un certain temps et on ne sait pas ce qui arrive avec l'argent recueilli. Ne trouvez-vous pas que c'est un raccourci facile pour diminuer les gaz à effet de serre, en disant que l'imposition d'une taxe permettra de régler une partie du problème?

[*English*]

Mr. Mazier: Yes, I do agree with that. This is why they left it up to the provinces. Federally, they said this is the bare minimum, this is the backstop program.

[*Traduction*]

M. Mazier : Oui, j'en conviens. C'est la raison pour laquelle la décision revient aux provinces. Le gouvernement fédéral a déclaré que cette taxe était le strict minimum, le filet de sécurité.

What surprised me is Manitoba came out with a $25 flat tax and the federal government quite quickly said no, that's not good enough. They said you have to increase those carbon taxes. They didn't even understand. That's an indication to me that they're just looking for carbon tax dollars. They're not looking to actually make a difference. That's too bad. I thought it was too quick a response to not look through the Manitoba plan. Maybe there is a different solution out there for the province.

Lorsque le Manitoba a présenté sa taxe uniforme de 25 $, j'ai été étonné de constater que le gouvernement fédéral avait rapidement indiqué que cette taxe n'était pas suffisante. Ils ont dit que cette taxe sur le carbone devait être haussée. Ils ne comprenaient même pas le concept. Cela m'indique qu'ils sont simplement à la recherche des recettes provenant de la taxe sur le carbone. Ils ne cherchent pas à avoir un effet bénéfique. C'est dommage. J'ai pensé que leur réponse était trop rapide pour ne pas examiner le plan du Manitoba. Il existe peut-être une autre solution pour la province.

I agree, heavy-handedness, but somebody had to make the first move, I guess. We'll see what happens.

Je conviens qu'ils ont adopté une attitude autoritaire, mais il fallait bien que quelqu'un fasse le premier pas, je suppose. Nous verrons ce qui se produira.

[*Translation*]

Senator Dagenais: As you say, they want money. Aren't you concerned about having to pay in two places? At some point, you will pay in Saskatchewan, and because you are not paying enough in Saskatchewan, you are going to pay the federal government.

[*English*]

Mr. Mazier: That's why we want the transparency. That's why we think the Senate should set up that system.

Senator Oh: I have a supplementary question. This environmental issue is supposed to be a global issue. Everyone should come in to help on carbon tax. The U.S. is not doing it, Australia is pulling out, and we are moving forward. This looks like it is no longer a global environmental issue. It looks like it's a tax grab. Can you comment on this? If we are not careful, we will price our product out of the market. There won't be any environmental issues later on. Can you comment on that, please?

Mr. Lewis: I can. I think farmers and ranchers have done a good job already. It speaks to your question. Our technology in Western Canada is exported around the world to lower the carbon footprint of grain and livestock production. Good management practices with livestock and feeding—there's been lots of research done on it—to limit the production of methane gas with new feeding practices and pasture management as well to grow better pastures.

When you grow a good pasture, you have a bigger root system, and roots are what sequester carbon. That's a pretty simple thumbnail sketch of how the carbon sink works.

Ranchers in Western Canada are producing more beef per square mile or acre now than they ever have. It's through improved management practices and using less water to do it. Those things have all been happening without a carbon tax.

I couldn't agree more when you say we're going to price ourselves out of our marketplace. There is increasing competition constantly for our products on the world market. The products we're competing against often aren't as good quality or as food safe as Canadian products. At the end of the day, it's about price. We are fortunate we have some good trade agreements in place, some new trade agreements, but if the price isn't right, our competitors are going to walk into those marketplaces.

[*Français*]

Le sénateur Dagenais : Comme vous le dites, ils veulent de l'argent. Ne craignez-vous pas de devoir payer à deux endroits? À un moment donné, vous allez payer en Saskatchewan, et parce que vous ne payez pas assez en Saskatchewan, vous allez payer au gouvernement fédéral.

[*Traduction*]

M. Mazier : C'est la raison pour laquelle nous voulons que les choses soient transparentes et nous pensons que le Sénat devrait établir ce système.

Le sénateur Oh : J'ai une question supplémentaire à vous poser. Cet enjeu environnemental est censé être un enjeu mondial. Tout le monde devrait contribuer à la taxe sur le carbone. Les États-Unis ne le font pas, l'Australie est en train d'abandonner cet effort, alors que nous allons de l'avant. Cela ne ressemble plus à un problème environnemental à l'échelle mondiale. Cela ressemble plutôt à une taxe déguisée. Pouvez-vous formuler des observations à cet égard? Si nous ne faisons pas attention, nos prix ne nous permettront pas de soutenir la concurrence sur le marché. Il n'y aura plus de problèmes environnementaux plus tard. Pourriez-vous s'il vous plaît formuler des observations à cet égard?

M. Lewis : Oui. J'estime que nos agriculteurs et nos éleveurs font déjà un excellent travail. Cela en dit long au sujet de votre question. La technologie de l'Ouest canadien est exportée partout dans le monde afin de réduire l'empreinte carbone de la production de graines et de bétail. De nombreuses recherches ont été menées afin d'élaborer de bonnes pratiques de gestion du bétail et de son alimentation en vue de limiter la production de méthane au moyen de nouvelles pratiques d'alimentation et de gestion des pâturages, en plus de cultiver de meilleurs pâturages.

Lorsque vous cultivez de meilleurs pâturages, leur système racinaire est plus étendu, et ce sont les racines qui piègent le carbone. C'est un aperçu assez simple de la façon dont les puits de carbone fonctionnent.

Les éleveurs de l'Ouest canadien produisent maintenant plus de bœuf par mille carré ou acre carré qu'ils ne l'ont jamais fait. C'est grâce à leurs pratiques de gestion améliorées et à une réduction de l'eau qu'ils utilisent. Toutes ces améliorations sont survenues sans l'existence d'une taxe sur le carbone.

Lorsque vous dites que nos prix vont nous empêcher de soutenir la concurrence sur les marchés, je suis tout à fait d'accord avec vous. Nos produits font continuellement l'objet d'une concurrence croissante sur les marchés mondiaux. Les produits avec lesquels nous entrons en concurrence sont souvent d'une qualité et d'une salubrité inférieures aux produits canadiens. Au bout du compte, c'est le prix qui importe. Nous avons la chance de bénéficier d'excellents accords commerciaux,

Senator Oh: Australia has better FTAs with some of the Asian countries. They are ahead of us.

Mr. Lewis: That's right.

Senator Oh: You are still catching up with the rate they got before us.

Mr. Lewis: If we're behind on price, it's not going to help us any.

Senator Oh: Any comment from you, Mr. Mazier?

Mr. Mazier: I agree. We don't want it to be a tax grab. I think that would really hurt the movement. The intent, I think, is to get the conversation going in the direction of "what we are going to do about the greenhouse gas emissions problem?" If it isn't taxation, what is it? We're going with what we've got right now. If there is a better idea out there, let's hear it.

It's kind of funny. All this noise coming out of Alberta, they've been under attack on the carbon tax system since 2006. They were one of the first provinces in Canada to implement it, to industry. All of a sudden now they don't think it's a good idea because it's imposed by the federal government and not the provincial government. That's an observation.

But I agree. I don't think it would be a good idea. If it turns into a tax grab, it will be too bad. I think it will be a very big missed opportunity.

Senator Oh: Maybe this should be a company overhaul and take a look at revisiting this problem. Thank you.

The Chair: I'm going to take that as a comment, not a question. We are going to move on to the next senator.

Senator Ataullahjan: Thank you for being here this evening. My question was asked by Senator Oh. I would like to talk to you specifically, Mr. Lewis, about Saskatchewan.

The farmers of Saskatchewan are already hurting with the issue that you have with lentils exported to India where the duties have been increased so much. This is going to hurt them more. We know that 40 per cent of Canada's cultivated farmland is in Saskatchewan, as are 99 per cent of Canada's chickpeas and

et même de nouveaux accords commerciaux mais, si nos prix ne sont pas compétitifs, nos concurrents pénétreront ces marchés.

Le sénateur Oh : L'Australie a négocié de meilleurs accords de libre-échange avec certains pays asiatiques. Les Australiens nous devancent à cet égard.

M. Lewis : C'est exact.

Le sénateur Oh : Vous êtes encore en mode rattrapage en ce qui concerne le taux qu'ils ont obtenu avant nous.

M. Lewis : Si nous nous accusons du retard du point de vue des prix, cela ne nous aidera pas.

Le sénateur Oh : Avez-vous des commentaires à formuler, monsieur Mazier?

M. Mazier : Je suis d'accord. Nous ne voulons pas que ce soit une taxe déguisée. Je pense que cela nuirait vraiment au mouvement. Je pense que la taxe a pour but de lancer la conversation afin de déterminer ce que nous allons faire à propos du problème des émissions de gaz à effet de serre. Si nous n'imposons pas une taxe, que ferons-nous? Nous avançons à l'aide de l'outil dont nous disposons en ce moment. Si quelqu'un a une meilleure idée, nous voulons l'entendre.

Il est un peu amusant d'entendre tout le bruit que fait l'Alberta. Son industrie est assujettie à un système de taxation du carbone depuis 2006. L'Alberta est l'une des premières provinces canadiennes à avoir mis en œuvre ce système. Tout à coup, les Albertains pensent que le système est une mauvaise idée, maintenant qu'il est imposé par le gouvernement fédéral plutôt que le gouvernement provincial. Ce n'est qu'une observation.

Mais je suis d'accord. Je ne crois pas que ce soit une bonne idée. Si cela devient une taxe déguisée, ce sera dommage. À mon avis, nous manquerons une excellente occasion.

Le sénateur Oh : Les entreprises devraient peut-être être remises en état, et elles devraient peut-être envisager de réexaminer ce problème. Merci.

La présidente : Je vais considérer cela comme un commentaire, et non une question. Nous allons passer à la sénatrice suivante.

La sénatrice Ataullahjan : Je vous remercie de votre présence ce soir. Le sénateur Oh a déjà posé ma question. Monsieur Lewis, j'aimerais m'adresser à vous précisément à propos de la Saskatchewan.

Les agriculteurs de la Saskatchewan sont déjà touchés durement par le problème que vous rencontrez en exportant des lentilles vers l'Inde, où les droits de douane ont augmenté radicalement. Cette taxe va leur nuire encore plus. Nous savons que 40 p. 100 des terres cultivées au Canada se trouvent en

90 per cent of lentils. We're seeing issues there. There are issues with India, and there are the issues where they've increased the taxes from 40 to 60 per cent. You had the issue of the two ships that had to be sent somewhere else. There is talk with Pakistan, too, about the fumigation.

This tax is an added burden — something else for the farmers to worry about. I'm really concerned, because like you said, this is an additional cost upon a sector that already operates on narrow margins.

What is the message we're giving to our farmers?

Mr. Lewis: Situations like the tariffs in India or fumigation issues with our other customers are things that can change. They might have a bad monsoon season over there, and that market will open again.

However, the one thing you can be sure of is once a tax is imposed, it never goes away. That's why farmers are so concerned about this. They don't want to see another tax put in here, because it is always constant. Markets can change, and we can find new markets, but once a tax is in place, it's in place. That's the big concern.

Our membership has done its work and continue to do its work to produce more products with a lower carbon footprint. The facts are there. There's lots of research that's been done in Saskatchewan, such as around sequestration. There is more work to be done there to recognize what is being done in pasture land and croplands.

Technology is always improving, and it's always about driving efficiencies. The goal when you become more efficient is you end up having lower energy costs and a lower carbon footprint.

That's where farmers are at — our membership, anyway. We've always said the best way to invest in new technology is to leave money in farmers' pockets; it's not trying to run it through the government and get it back through research dollars or whatever. Farmers will pay for that research. A lot of the research happens at the field level. You mentioned chickpeas. That crop didn't even exist three decades ago. It was farmers who made that investment. Lentils, canola — those are all made-in-Canada crops. All the best lentil seed comes out of the University of Saskatchewan in Saskatoon. Canola was invented in Saskatoon.

Saskatchewan, tout comme 99 p. 100 des pois chiches canadiens et 90 p. 100 des lentilles canadiennes. Nous remarquons que ce commerce est problématique. Les échanges avec l'Inde posent des problèmes, en ce sens que les Indiens ont fait passer les taxes de 40 à 60 p. 100. Il y a aussi la question des deux navires qu'il a fallu envoyer ailleurs. De plus, des pourparlers sont en cours avec le Pakistan à propos de la fumigation.

Cette taxe est un fardeau supplémentaire — un autre enjeu qui préoccupe les agriculteurs. Je suis très préoccupée, car, comme vous le dites, il s'agit d'un coût supplémentaire imposé à un secteur dont les marges bénéficiaires sont très faibles.

Quel message transmettons-nous à nos agriculteurs?

M. Lewis : Les situations comme les droits de douane en Inde ou les problèmes de fumigation peuvent changer. Il se peut qu'il y ait eu là-bas une mauvaise saison de la mousson et que le marché s'ouvre de nouveau.

Cependant, il y a une chose dont on peut être certain, c'est qu'une fois imposée, une taxe ne disparaît jamais. Voilà pourquoi les agriculteurs sont très préoccupés par cette taxe. Ils ne souhaitent pas voir s'ajouter une autre taxe constante. Les marchés peuvent changer, et nous pouvons trouver de nouveaux marchés mais, une fois qu'une taxe est en place, elle est maintenue. Voilà ce qui inquiète énormément.

Nos membres ont fait ce qui s'imposait, et continuent de le faire, pour accroître leur production tout en abaissant leur empreinte carbone. Les faits sont là. De nombreuses recherches sur la séquestration du carbone ont été menées en Saskatchewan. Il y a encore beaucoup à faire là-bas pour reconnaître le travail accompli dans le domaine des pâturages et des terres cultivées.

La technologie ne cesse de s'améliorer, et elle vise toujours à engendrer des gains d'efficacité. Plus votre efficacité s'accroît, plus vos coûts énergétiques et votre empreinte carbone s'abaissent.

Voilà où en sont les agriculteurs — du moins, nos membres. Nous avons toujours soutenu que la meilleure façon d'investir dans de nouvelles technologies consiste à laisser de l'argent dans les poches des agriculteurs; il ne faut pas tenter de le confier au gouvernement et de le récupérer sous forme de fonds consacrés à la recherche ou sous n'importe quelle forme. Les agriculteurs financeront cette recherche. D'ailleurs, bon nombre des recherches se déroulent sur le terrain. Vous avez mentionné les pois chiches. Il y a 30 ans, cette culture n'existait même pas. Ce sont les agriculteurs qui ont investi dans cette culture. Les lentilles, le canola sont toutes des cultures purement canadiennes. Toutes les meilleures semences de lentilles proviennent de l'Université de la Saskatchewan à Saskatoon. Le canola a été inventé à Saskatoon.

We need these crops. Farmers will invest in new technologies. We don't need the government. They can certainly support it, but we don't have to give them a tax so they can give it back as research.

Senator Ataullahjan: On our trip to Pakistan, we heard about when Canadian canola was introduced into Pakistan, how it changed all of a sudden. Everyone is using canola thanks to Saskatchewan.

You talk about a carbon backstop policy. For the benefit of our viewers who might not know what that is, can you give us a short explanation?

Mr. Lewis: From our understanding, the backstop policy is going to be put onto the provinces that aren't using a carbon model that fits the government's model. I believe Manitoba is in on the carbon backstop, because they're only saying $25 a tonne. Saskatchewan is at zero. I think our next presenters from Nova Scotia — I'm not sure why they're offside on it, but I believe they're being put into it as well.

I guess that's why the Government of Saskatchewan is going to court on it. We try to steer clear of the politics and just say what Western agriculture, certainly agriculture in Saskatchewan, has achieved without a carbon tax. We'll see how it plays out in the courts.

The Chair: We've heard a lot of good points here tonight. I will just do a quick summary: the creation of a robust offset system, the government to conduct and release a cost estimate for the sector, review carbon pricing for trade-exposed industries, invest in new technology and research, transparency so we can see where the revenues are going, monitor and report on macroeconomic impact, and measure the GHG reductions with the carbon price to see if it has changed.

Those were the main points I took from your two presentations. Have I missed anything?

Mr. Lewis: I think you have encapsulated it all there.

Mr. Mazier: Sounds good.

Nous avons besoin de ces cultures. Les agriculteurs investiront dans de nouvelles technologies. Nous n'avons pas besoin que le gouvernement s'en mêle. Le gouvernement peut certainement soutenir nos activités, mais nous ne devrions pas lui verser une taxe afin qu'il nous rende cet argent sous forme de recherches.

La sénatrice Ataullahjan : Au cours de notre voyage au Pakistan, nous avons entendu parler de l'époque où le canola canadien a été lancé au Pakistan et de la façon dont il a changé la donne soudainement. Grâce à la Saskatchewan, tout le monde utilise le canola.

Vous avez parlé d'un filet de sécurité pour la tarification du carbone. Au profit de nos téléspectateurs qui ne savent peut-être pas en quoi cela consiste, pourriez-vous nous fournir une brève explication?

M. Lewis : Nous croyons comprendre que le filet de sécurité sera appliqué aux provinces qui n'utilisent pas un modèle du carbone qui cadre avec celui du gouvernement. Je crois que le Manitoba est assujetti au filet de sécurité pour la tarification du carbone, parce que la province prévoit seulement une taxe de 25 $ par tonne. La taxe de la Saskatchewan est nulle. Je crois que le filet de sécurité sera aussi appliqué à nos prochains témoins de la Nouvelle-Écosse, bien que j'ignore la raison pour laquelle ils se démarquent du modèle fédéral.

Je suppose que c'est la raison pour laquelle le gouvernement de la Saskatchewan contestera cette mesure devant les tribunaux. Nous nous efforçons de nous tenir loin de la politique et d'indiquer simplement que l'agriculture de l'Ouest, et assurément l'agriculture de la Saskatchewan, a donné d'excellents résultats sans l'application d'une taxe sur le carbone. Nous verrons comment les choses se dérouleront devant les tribunaux.

La présidente : Nous avons entendu de nombreux arguments valables ce soir. Je vais simplement les résumer brièvement : la création d'un système de crédits compensatoires, l'estimation et la publication des coûts pour le secteur par le gouvernement, l'examen de l'effet de la tarification du carbone sur les industries tributaires du commerce, l'investissement dans la recherche et les nouvelles technologies, la transparence afin que nous puissions déterminer où les recettes sont acheminées, la surveillance et la déclaration de l'incidence macro-économique, la mesure des réductions de gaz à effet de serre découlant de la tarification du carbone afin de déterminer ses fluctuations.

Voilà les principaux arguments que j'ai tirés de vos deux exposés. Ai-je manqué quelque chose?

M. Lewis : Je pense que vous avez tout résumé.

M. Mazier : Votre liste semble bonne.

The Chair: Thank you for your presentations. What you have given us this evening may well be useful in other studies and work we have under way, as well as this particular study. It has been great to have had both of you here as presenters to answer questions. We thank you very much.

For our next panel tonight, we have two guests from Nova Scotia. The presentation will be made by Chris van den Heuvel, and Maxine Maclean will be here to help answer questions.

Folks, we're very pleased to have you. We've just heard from Saskatchewan and Manitoba. It's going to be interesting to see what the situation is in a part of Atlantic Canada.

I understand, Chris, you're a director and past president of the Canadian Federation of Agriculture.

Chris van den Heuvel, Canadian Federation of Agriculture, Director and Past President, Nova Scotia Federation of Agriculture: Past president of the Nova Scotia Federation of Agriculture.

The Chair: Thank you. The floor is yours.

Mr. van den Heuvel: Thank you very much for the opportunity to be here today. As was mentioned, I'm past president of NFSA and a dairy farmer from beautiful Cape Breton Island in Nova Scotia. I'm here today with Maxine Maclean, who is our policy and communications analyst with the Nova Scotia Federation of Agriculture.

Once again, thank you for the invite here to speak today on Bill C-74 as it relates to the Greenhouse Gas Pollution Pricing Act.

I applaud and appreciate the work the government has put in to combat climate change. We're aware the climate is changing. Many farms are suffering the consequences of climate change, and farms can play a significant role in the offsetting of carbon emissions.

Before I get into how the changes presented will impact farms specifically, I would like to highlight in a broad sense the implications the proposed addition of a fuel charge will have on all Nova Scotians. Currently, 36 per cent of Nova Scotia's electricity is made up of coal. Assuming the applied rate will be proportionate to the quantity of greenhouse gas emissions of the respective products, it is safe to assume Nova Scotians will experience yet another hike in power rates.

La présidente : Je vous remercie de vos exposés. Les renseignements que vous nous avez communiqués ce soir pourraient bien nous être utiles dans le cadre des autres études et des autres travaux que nous réalisons en ce moment, en plus de l'étude particulière qui nous occupe. Je suis contente qu'en votre qualité de témoins, vous ayez répondu à nos questions. Nous vous en remercions infiniment.

Notre prochain groupe d'experts comprend deux invités de la Nouvelle-Écosse. Chris van den Heuvel donnera l'exposé, et Maxine Maclean l'aidera à répondre aux questions.

Madame, monsieur, nous sommes très heureux de vous accueillir parmi nous. Nous venons d'entendre des représentants de la Saskatchewan et du Manitoba. Il sera intéressant de déterminer quelle est la situation dans une partie du Canada atlantique.

Chris, je crois comprendre que vous êtes un directeur de la Fédération canadienne de l'agriculture et son président sortant.

Chris van den Heuvel, Fédération canadienne de l'agriculture, directeur et président sortant, Fédération de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse : Le président sortant de la Fédération de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse.

La présidente : Merci. La parole est à vous.

M. van den Heuvel : Je vous remercie infiniment de l'occasion qui m'est donnée de comparaître devant vous aujourd'hui. Comme je l'ai mentionné, je suis l'ancien président de la FANE et un producteur laitier de la magnifique île du Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse. Je suis accompagné aujourd'hui de Maxine Maclean, la coordonnatrice des politiques et des communications de la Fédération de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse.

Je vous remercie encore une fois de m'avoir invité à parler aujourd'hui du projet de loi C-74 dans le contexte de la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre.

Je salue les efforts que le gouvernement déploie pour lutter contre le changement climatique, et je lui en sais gré. Nous avons conscience que le climat évolue. Bon nombre des exploitations agricoles subissent les conséquences du changement climatique, et elles peuvent jouer un rôle important au chapitre des crédits compensatoires liés à la réduction des émissions de carbone.

Avant d'aborder la façon dont les changements présentés auront des répercussions sur les exploitations agricoles en particulier, j'aimerais souligner d'une manière générale les conséquences qu'aura la proposition de redevance sur les combustibles pour tous les Néo-Écossais. À l'heure actuelle, 36 p. 100 de l'électricité de la Nouvelle-Écosse proviennent de centrales au charbon. À supposer que le taux appliqué soit proportionnel à la quantité d'émissions de gaz à effet de serre

Since 2001, our electricity rates have increased by more than 70 per cent. The efforts of our province to reduce our reliance on coal-generated electricity were recognized by the federal government in the Clean Growth and Climate Change Framework. Adding this fuel charge will only add to the financial burden on the farms in Nova Scotia.

I would like to highlight farm-specific recommendations around the amendments of the Greenhouse Gas Pollution Pricing Act.

First, an exemption for on-farm fuel use of gasoline and diesel is essential. Fuel use is highly inelastic for Canada's and Nova Scotia's agricultural sector. No matter how expensive it becomes, farmers have little choice but to use the same amount of fuel in order to produce our agricultural products. Fuel switching and adaptive technologies and practices have already taken place where they are possible. But agriculture is a high-capital, low-margin business, input efficiencies are strived for as much as possible as alluded to by our last presenter. They leave little room to manoeuver when costs of production rises whether it is due to market forces or government policies. The NFSA recommends to extend the exemption to the carbon price within the draft legislation to all on-farm fuels.

The definition of a farmer used within the draft legislation is seen as overly simplistic and could inadvertently disqualify legitimate farmers from receiving carbon price exemption charges on farm fuels. In reading the proposed definition, it would seem to exclude agricultural activities such as Christmas tree farming, greenhouses, maple syrup and others.

The proposed legislative definition is also different from other far more comprehensive definitions that the federal government uses such as for the Canada Revenue Agency. The CRA definition of a farmer specifically notes that its definition is not exhaustive. Therefore, the NFSA recommends the draft legislation incorporate by reference the CRA definition of a farmer as well as the relevant CRA interpretive guidance. This will provide far greater consistency across the government on what constitutes farming and will be easier to interpret for all.

associée à chaque produit, il est juste de présumer que les Néo-Écossais connaîtront une autre hausse de leurs tarifs d'électricité.

Depuis 2001, nos tarifs d'électricité ont augmenté de plus de 70 p. 100. Les efforts de notre province visant à réduire notre dépendance à l'électricité produite par des centrales au charbon ont été reconnus par le gouvernement fédéral dans le cadre pancanadien en matière de croissance propre et de changement climatique. La redevance sur les carburants ne fera qu'accroître le fardeau financier qui pèse sur les exploitations agricoles de la Nouvelle-Écosse.

J'aimerais maintenant mettre en évidence les recommandations propres à l'exploitation agricole quant aux modifications à apporter à la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre.

Premièrement, il est essentiel de prévoir une exemption pour l'utilisation d'essence et de diesel à la ferme. La consommation de carburant du secteur agricole canadien et néo-écossais est grandement inélastique. Quel que soit le prix des carburants, les agriculteurs n'ont guère de choix quant à la quantité de carburant qu'ils utilisent pour produire leurs produits agricoles. Le remplacement des carburants et l'adoption de technologies et de pratiques d'adaptation ont déjà eu lieu lorsque c'était possible. Mais l'agriculture est un secteur dont les coûts d'immobilisations sont forts et les marges bénéficiaires, faibles et, comme le dernier intervenant l'a mentionné, le secteur s'efforce d'optimiser l'efficacité des intrants dans la mesure du possible. Cela lui laisse une marge de manœuvre très mince lorsque les coûts de production augmentent que ce soit en raison de forces du marché ou de politiques gouvernementales. La FANE recommande donc d'étendre à tous les combustibles à la ferme l'exemption en matière de tarification du carbone, dans le projet de loi.

La définition d'un agriculteur qui figure dans le projet de loi est considérée comme trop simpliste, et elle pourrait, par inadvertance, empêcher des agriculteurs légitimes de se prévaloir de l'exemption de la redevance sur les carburants à la ferme. La définition proposée semble exclure des activités agricoles comme les exploitations d'arbres de Noël, l'exploitation de serres, l'exploitation d'érablières, et cetera.

La définition qui figure dans le projet de loi diffère également d'autres définitions beaucoup plus exhaustives que le gouvernement fédéral utilise, comme dans le cas de l'Agence du revenu du Canada. La définition de l'agriculture de l'ARC mentionne précisément qu'elle n'est pas exhaustive. Par conséquent, la FANE recommande que le projet de loi incorpore par renvoi la définition de l'agriculture de l'ARC, ainsi que les autres considérations pertinentes sur l'agriculture. Cela créera une plus grande uniformité à l'échelle gouvernementale quant à ce que comprend l'agriculture et facilitera l'interprétation de tous.

The administration of the exemption should be as simple as possible. Farms and farmers are already inundated with red tape to be in compliance with transportation, food safety and animal welfare to name a few areas. To reduce the burden associated with this fuel charge exemption, we strongly recommend working with and leveraging the systems already in place for that particular province or territory. This section of the draft legislation requires additional reviews in order to build upon what systems are already in place and not needlessly introduce additional regulatory paperwork. It is possible to provide assurance of compliance with regulation in a more streamlined fashion through existing programs.

En outre, l'administration de l'exemption devrait être simplifiée dans la mesure du possible. Les exploitations agricoles et les agriculteurs sont déjà submergés de formalités administratives à remplir pour respecter la réglementation des transports, de la salubrité alimentaire, du bien-être des animaux, pour ne nommer que quelques domaines. Pour réduire le fardeau associé à cette exemption de la redevance sur les carburants, nous recommandons vivement de tirer parti des systèmes déjà mis en place par la province ou le territoire en question. Cette section du projet de loi doit faire l'objet d'examens supplémentaires afin de s'assurer qu'elle s'appuie sur les systèmes déjà en place et qu'elle ne crée pas inutilement des formalités réglementaires supplémentaires. Il est possible d'utiliser les programmes existants pour garantir d'une manière plus simple la conformité à la réglementation.

The addition of another layer of carbon pricing is concerning. While the proposed legislation is relatively easy to apply and to calculate in comparison to a cap-and-trade system, it is in fact another cost. Another price on carbon would further reduce the competitiveness against imports coming into Canada and further compromise our food security.

L'ajout d'une autre tarification du carbone est inquiétant. Bien que la mesure qu'on trouve dans le projet de loi soit relativement facile à appliquer et que le calcul soit relativement simple, en comparaison avec le système de plafonnement et d'échange, c'est un coût qui s'ajoute. Cette nouvelle tarification réduira d'autant notre aptitude à faire concurrence aux importations au Canada, en plus de compromettre notre sécurité alimentaire.

I'm cautiously optimistic cropping activity will be exempt. However, the transportation of food to processors or to the marketplace won't be exempt. The additional costs have to be made up somewhere. The ethical dilemma of whether to raise the cost of food to offset the cost of protecting the environment is one that shouldn't exist.

J'ai assez bon espoir que les cultures agricoles en seront exemptées, mais le transport des aliments jusqu'aux transformateurs ou aux marchés n'en sera pas exempté. Il faudra bien compenser quelque part pour ces coûts supplémentaires. Il ne devrait pas y avoir de dilemme éthique qui nous pousse à envisager d'augmenter les coûts des aliments afin de compenser pour les coûts liés à la protection de l'environnement.

Though it doesn't appear to be written in legislation, I would like to ensure that biological emissions are exempt from all forms of carbon pricing. Biological emissions are exceedingly difficult to measure. Any attempt to impose an external price on agricultural biological emissions could prove absolutely devastating for the industry, overly burdensome to administer, and inequitable when compared to natural and biological emissions in other sectors. Agricultural biological emissions are part of natural cycles and therefore should not be subject to a carbon price. However, efforts to reduce biological emissions through continued research, promotion of technologies and incentives should be encouraged and incentivized.

Bien que cela ne semble pas inscrit dans le projet de loi, j'aimerais que les émissions biologiques soient explicitement exclues de toute forme de tarification du carbone. Les émissions biologiques sont extrêmement difficiles à mesurer. Toute tentative d'imposer un prix externe sur les émissions biologiques agricoles pourrait causer la perte de l'industrie. Elle représenterait un fardeau excessif à administrer, en plus d'être inéquitable puisqu'il y a des émissions naturelles et biologiques dans d'autres secteurs aussi. Les émissions biologiques agricoles font partie des cycles naturels et ne devraient donc pas être assujetties à la tarification du carbone. Il faut cependant appuyer les efforts destinés à réduire les émissions biologiques, grâce à la recherche, à la promotion des technologies et à des incitatifs.

Farmers can play a significant role in offsetting carbon emissions and reducing the overall atmospheric carbon. The capture of methane and other naturally occurring emissions from livestock and waste for fuel and electricity should be encouraged and should in fact be the norm. The captured emissions can go on to be used to generate non-intermittent, renewable electricity with a proper supporting regulatory framework. I would encourage any funds generated by a fuel charge to be used to develop such programs for farms to further reduce greenhouse

Les agriculteurs peuvent jouer un rôle important afin de compenser pour les émissions de carbone et de réduire la quantité totale de carbone dans l'atmosphère. Le captage du méthane et des autres gaz émis naturellement par les bêtes et les déchets pour produire du combustible et de l'électricité devrait être favorisé et même, devenir la norme. Ces émissions pourraient servir à générer de l'électricité renouvelable, non intermittente, si nous nous dotons d'un bon cadre réglementaire en ce sens. Je recommanderais d'utiliser les redevances perçues sur les combustibles pour élaborer des programmes de ce genre

gas emissions and move towards carbon-neutral equipment and technologies.

Once again, I thank you for inviting us here today. I and our policy coordinator, Maxine, would be happy to entertain any questions you may have.

Senator Mercer: First of all, welcome. It's always good to see you.

This is a scary topic. As a resident of Nova Scotia and someone who heats his home by electricity, I'm one of the victims of the continued increase in the price of electricity in Nova Scotia and the unfortunate fact we don't have hydro generation, and that we haven't perfected tidal power. By the time we do, we would have spent so much money that it will cost us.

In your presentation, you're worried about this compromising food security. Could you give us a broader explanation as to how that would happen?

Mr. van den Heuvel: Thank you very much for the question. It's a serious topic. When you look at any form of pricing that's going to be imposed on farmers, oftentimes we don't have a mechanism. I was listening to the previous presenter talking on this very subject.

We often don't have a way to recoup those costs. Unfortunately, the only way is to raise food prices. When you do that, all of a sudden we are at a competitive disadvantage when you compare it to other countries and other jurisdictions that may not have carbon pricing and these sorts of things being imposed.

All of a sudden, if your local farmers are aren't able to produce safe and secure food — here in Canada, we have one of the safest, if not the safest, food supplies in the world. If we have to start relying on food imports to meet those demands — it's all fine to say we want to be green and want to do this. It's an important subject. We realize that, and we strive for that ourselves. At the end of the day, price rules. If we have to compete against jurisdictions that aren't having these types of things imposed, it's going to hurt our pocketbooks. It's going to hurt the pocket books of consumers. Now, all of a sudden, we're placing ourselves in a precarious position from a food security perspective.

Senator Mercer: Putting the pressure and putting the price on our primary producers is — you have no room. You have no flexibility in how to absorb it. The only way you can pass it on is to the consumer, which will contribute directly to inflation but also to higher food prices.

pour aider les fermes à réduire encore davantage les émissions de gaz à effet de serre et à acquérir de l'équipement et des technologies carboneutres.

Encore une fois, je vous remercie de nous avoir invités à comparaître ici aujourd'hui. Notre coordonnatrice des politiques et des communications, Maxine, et moi-même serons ravis de répondre à vos questions.

Le sénateur Mercer : Premièrement, je vous souhaite à tous la bienvenue. C'est toujours bon de vous voir.

C'est un enjeu qui fait peur. En tant que résidant de la Nouvelle-Écosse, qui chauffe sa maison à l'électricité, je fais partie des victimes de la hausse soutenue du prix de l'électricité en Nouvelle-Écosse et je souffre du fait qu'il n'y ait malheureusement pas de production hydroélectrique chez nous et qu'on n'arrive pas encore à générer de l'énergie marémotrice. D'ici à ce que nous y arrivions, nous aurons dépensé tellement d'argent que cela nous coûtera cher.

Dans votre exposé, vous dites craindre que la sécurité alimentaire soit compromise. Pouvez-vous nous expliquer davantage en quoi elle sera compromise?

M. van den Heuvel : Je vous remercie beaucoup de cette question. C'est un enjeu très grave. Dès qu'un tarif est imposé aux agriculteurs, bien souvent, nous n'avons pas de mécanisme pour compenser. J'entendais le témoin précédent en parler, justement.

Nous n'avons souvent aucun moyen de recouvrer ces coûts. Malheureusement, la seule option est d'augmenter le prix des aliments. Or, si nous le faisons, nous nous plaçons en situation de désavantage concurrentiel par rapport aux pays et aux régions, qui n'ont pas de tarification du carbone ou qui ne sont pas assujettis aux mêmes exigences.

Soudainement, nos agriculteurs locaux se trouveraient incapables de produire des aliments sûrs, alors que nous sommes l'une des sources d'approvisionnement alimentaire les plus sûres au monde, sinon la plus sûre. Si nous commençons à dépendre de l'importation d'aliments pour répondre à ces exigences… C'est très bien de vouloir être écologique et de faire tout cela. C'est important. Nous en sommes conscients et c'est notre objectif aussi. Mais au bout du compte, ce sont les prix qui dictent la donne. Si nous devons rivaliser avec des pays où l'on n'impose pas ce genre de choses aux producteurs, nos ventes en souffriront. Le portefeuille des consommateurs en souffrira aussi. Soudainement, nous nous placerons en position précaire du point de vue de la sécurité alimentaire.

Le sénateur Mercer : En imposant ainsi une pression et cette tarification à nos producteurs primaires… Il n'y a pas de marge de manœuvre. Il n'y a pas de marge de manœuvre pour les absorber. La seule façon de compenser, c'est d'en refiler le coût

I'm frustrated by this, in talking to you about it in particular, because I'm the principal shopper in my family for groceries. I'm very loyal to the farmers of Nova Scotia and insist that my local market try to deliver only Nova Scotia products when they're available. It's going to be harder for them to do that and remain competitive. Do you think there's an alternative?

Mr. van den Heuvel: That's a great question and one I really don't know the answer to. Maxine, I don't know if you want to weigh in on that. You've been doing a lot of research.

Senator Mercer: You've got the edge.

Mr. van den Heuvel: That's why she's here, to answer the tough questions, right?

Maxine Maclean, Policy and Communications Coordinator, Nova Scotia Federation of Agriculture: In terms of having an answer to an alternative, I guess it comes back to if there are programs and supports and incentives in place, just as Chris mentioned, to be able to offset some of these costs. We talked about, if this backstop and the funding and the tax is in place, helping those who can't otherwise afford to adopt new technologies without some major investment. If you look at agriculture, it's a capital-intensive industry. Your margins are very narrow. It comes down to having those social programs.

Senator Mercer: My final question, Chris: I have other questions, but I want to allow my colleagues to ask questions.

Your initial intervention was talking about the definitions used, what the definition of a farmer is, and you mentioned Christmas trees. As I know, and perhaps our viewers don't know, production of Christmas trees is a huge business in Nova Scotia and in New Brunswick and Quebec. It's a very important industry. If you don't call those people who grow Christmas trees farmers, I don't know what you call them.

We need to address this issue of definitions in a serious way.

You did recommend we use the CRA definitions of farmers. In the CRA definition of farmers, would that capture Christmas tree farmers, maple syrup farmers?

Mr. van den Heuvel: Yes, it would.

aux consommateurs, ce qui contribue directement à l'inflation, mais aussi à une augmentation des prix des aliments.

Cela me frustre, quand j'en parle avec vous surtout, parce que c'est principalement moi qui fais les courses dans ma famille. Je suis très loyal envers les agriculteurs de la Nouvelle-Écosse et j'insiste pour que mon marché local n'offre que des produits néo-écossais, si possible. Ce sera de plus en plus difficile pour lui de le faire et de rester concurrentiel. Y aurait-il une solution de rechange, d'après vous?

M. van den Heuvel : C'est une excellente question, et je n'y ai vraiment pas de réponse. Maxine, je ne sais pas si vous voulez ajouter quelque chose. Vous avez fait beaucoup de recherches.

Le sénateur Mercer : Vous êtes la spécialiste.

M. van den Heuvel : C'est la raison pour laquelle elle est ici, pour répondre aux questions difficiles, n'est-ce pas?

Maxine Maclean, coordonnatrice des politiques et des communications, Fédération de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse : Y a-t-il une solution de rechange? Je pense que tout dépendra de la mise en place ou non de programmes, de mesures de soutien et d'incitatifs, comme Chris l'a mentionné, afin de compenser en partie pour ces coûts. Comme on l'a dit, s'il y a un filet de sécurité qui accompagne cette taxe, pour aider ceux qui ne pourraient pas autrement se permettre d'adopter de nouvelles technologies sans un investissement important… L'agriculture est un secteur à forte intensité de capital. Les marges bénéficiaires sont très minces. Il doit donc y avoir des programmes sociaux.

Le sénateur Mercer : Voici ma dernière question, Chris. J'en aurais d'autres à poser, mais je veux laisser mes collègues vous poser des questions aussi.

Lors de votre première intervention, vous avez parlé des définitions utilisées, de la définition d'un agriculteur, et vous avez mentionné les sapins de Noël. À ce que je sache, et peut-être que notre public ne le sait pas, la production de sapins de Noël est très importante en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et au Québec. C'est une industrie très importante. Si les personnes qui font pousser des sapins de Noël ne sont pas considérées comme des agriculteurs, je ne sais bien pas comment on peut les appeler.

Il faut nous pencher sérieusement sur cette question des définitions.

Vous nous avez recommandé d'utiliser les définitions de l'ARC. Selon la définition d'agriculteur de l'ARC, les producteurs de sapins de Noël ou de sirop d'érable seraient-ils considérés comme des agriculteurs?

M. van den Heuvel : Oui.

Senator Mercer: Is there anybody else that the current legislation is missing? I picked up maple syrup and Christmas tree farmers.

Mr. van den Heuvel: That the proposed greenhouse gas legislation is missing? I can't think of any off the top of my head. That's why we picked those particular ones. That goes to show the uncertainty of the whole situation. When you leave broad-stroke legislation out there, it becomes open for interpretation, ambiguity. What does it mean to be a farmer? Does growing a consumable item, like a Christmas tree, qualify, versus growing a tomato for food consumption? There's ambiguity there. On Christmas trees, as we know today, there might be products that come out down the road, two years or five years, that we're not even thinking about right now, that the current draft legislation is simply not going to address.

Senator Mercer: We continue to see the changes in the market. We just changed a piece of legislation the other day to reflect the change in the demand for soybeans worldwide because, 15 years ago, we weren't big in soybeans, but now we are. We have to anticipate this, and we have to anticipate agriculture. Agriculture evolves because you respond to the market, but you also respond to the environmental situation you find yourself in.

Ms. Maclean: I'm also going to make a comment on the CRA definition of a farmer. We often talk about red tape and regulatory burden when it comes to agriculture and farmers. To have another farmer definition out there that farmers have to look up — okay, am I a farmer under this program — just adds another barrier in order to be able to qualify for something like an exemption. If you can streamline as many processes as possible — the farmer definition would be one — streamline them with already existing definitions. Same with the fuel tax exemption. Fuel tax exemptions already exist. Use similar paperwork, and apply it with what's already in existence. That way, you can cut the red tape every farmer has to face.

Mr. van den Heuvel: A quick comment to answer your question. You're absolutely right; we can't focus on just what we know now. Here's the problem, as I and a lot of leaders within the agricultural industry see it, not just as it relates to the greenhouse gas pollution draft legislation but as it relates to agricultural legislation and policy in general: What's the long-term strategic plan? Where are we going? This isn't about four-year election cycles — I'm sorry — as it often boils down to. That's really unfortunate. It can't be about that. We have to look five, 10, 15, 25, 50 years out in order to understand where we want to be and what the path forward is to get there. That's the important thing. I applaud you for thinking about that and understanding that we have to be forward-thinking.

Le sénateur Mercer : Y a-t-il d'autres acteurs qui sont laissés-pour-compte dans ce projet de loi? J'ai retenu qu'il y avait les acériculteurs et les producteurs de sapins de Noël.

M. van den Heuvel : Vous parlez du projet de loi sur les gaz à effet de serre? Il n'y en a aucun autre qui me vienne à l'esprit, c'est la raison pour laquelle nous avons nommé ceux-ci. Cela illustre l'incertitude qui plane. Quand un projet de loi est trop général, il y a place à l'interprétation, et cela crée de l'ambiguïté. Qu'entend-on par « agriculteur »? Le fait de produire un produit de consommation comme un sapin de Noël plutôt que des tomates destinées à la consommation humaine rend-il un producteur admissible? Il y a une ambiguïté. L'exemple des sapins de Noël nous enseigne qu'il pourrait y avoir de nouveaux produits, auxquels nous ne pensons même pas aujourd'hui, qui ne seraient pas touchés par le projet de loi actuel dans deux ou cinq ans.

Le sénateur Mercer : Nous voyons constamment le marché évoluer. Nous venons justement de modifier une loi pour nous adapter à l'évolution de la demande de fèves de soya dans le monde, parce qu'il y a 15 ans, nous n'en produisions pas beaucoup, alors que nous en produisons beaucoup aujourd'hui. Il faut prévoir ce genre de chose, comment l'agriculture évoluera. L'agriculture évolue au gré du marché, mais il faut aussi nous adapter à l'environnement dans lequel on vit.

Mme Maclean : J'aimerais aussi faire une observation sur la définition d'agriculteur de l'ARC. On dit souvent que l'agriculture et les agriculteurs sont soumis à énormément de paperasse et de lourdeur réglementaire. Une nouvelle définition d'agriculteur, que les agriculteurs devraient interpréter pour déterminer leur admissibilité à tel programme, ne ferait qu'ajouter un obstacle à l'obtention d'une exemption. Pour simplifier le plus de choses possible, notamment la définition d'agriculteur, je vous inviterais à utiliser les définitions existantes. C'est la même chose pour l'exemption de la taxe sur les carburants. Il existe déjà une exemption de la taxe sur les carburants. Utilisons les formulaires qui existent déjà pour diminuer le fardeau administratif de tous les agriculteurs.

M. van den Heuvel : J'aurais une brève observation à faire pour répondre à votre question. Vous avez totalement raison : nous ne pouvons pas nous limiter à ce que nous savons maintenant. Voilà le problème, comme bien d'autres leaders du secteur agricole et moi le voyons, en ce qui concerne non seulement le projet de loi sur la pollution causée par les gaz à effet de serre, mais toutes les autres lois et politiques sur le monde agricole : quel est le plan stratégique à long terme? Vers quoi nous dirigeons-nous? On se balance du cycle électoral de quatre ans, je m'excuse. Cela semble souvent se résumer à cela, malheureusement. Mais ce n'est pas logique. Il faut tenir compte de la réalité dans 5, 10, 15, 25, 50 ans, pour bien comprendre où nous voulons aller et comment nous voulons y arriver. C'est ce qui importe. Je vous félicite d'y penser et de comprendre qu'il faut être visionnaire.

[*Translation*]

Senator Maltais: Welcome, Ms. Maclean and Mr. van den Heuvel. I am very happy to see you here. We are hearing about you every day, because Senator Mercer praises your products. He's a great champion for you. In fact, our committee has previously visited some farms in Nova Scotia with Senator Mercer. We were very impressed with the ingenuity of the farmers.

Most of your products, be they eggs, produce or wine, are exported to the United States. You are close to the U.S. However, they do not have a carbon tax. I imagine that, if you had to apply this tax on your products, you would be billing someone else; otherwise, the producers would have to work even hard. This tax could make you less competitive for your buyers. What good will it do then?

We know that farmers in Nova Scotia do not have large areas like the western provinces. They are small, fragmented farms that are limited in size. Whether it's orchards, vineyards, carrots or blueberries, you are limited by the size of your land. What will be the long-term impact on the future of agriculture in Nova Scotia?

[*English*]

Mr. van den Heuvel: Thank you very much for the question. You're absolutely right, especially when you look at the recent policy initiatives coming out of, in particular, the U.S. We're close to the U.S. marketplace.

When they pull out of something like the Paris Accord and pull back on their commitments to what climate change means, that signals to us they don't have any intentions or real incentives for their producers to move forward. If we're forced down this road, you're absolutely right, that will have a clear and dramatic effect on increasing prices. With free trade agreements, if they still exist next week, that's going to have an impact on our products, there's no doubt about it, and not just with the U.S. We have the CPTPP, the CETA agreement and other agreements. Any jurisdiction that doesn't have these forms of carbon taxes imposed on them, we're going to be at a distinct disadvantage.

The implications to Nova Scotia will be the same across the country. It will mean smaller profit margins on an already razor-thin industry. There's no doubt about that. We really see it does put us at a disadvantage. We've tried to mitigate risk in our farms and businesses by becoming diversified. As you've mentioned, a lot of farms are fragmented and they form multi-commodities and whatnot. We try and help mitigate those things. But at the end of the day, those pieces are all part of a larger

[*Français*]

Le sénateur Maltais : Bienvenue, madame Maclean et monsieur van den Heuvel. Je suis très heureux de vous voir parmi nous. On entend parler de vous tous les jours, car le sénateur Mercer vante vos produits. Vous avez un grand défenseur en sa personne. D'ailleurs, notre comité a déjà visité certaines fermes de la Nouvelle-Écosse avec le sénateur Mercer. Nous avons été très impressionnés de l'ingéniosité des agriculteurs.

Une majorité de vos produits, qu'il s'agisse d'œufs, de produits maraîchers ou de vin, sont exportés aux États-Unis. Vous êtes situés à proximité des États américains. Or, ceux-ci n'ont pas de taxe sur le carbone. J'imagine que si vous deviez appliquer cette taxe sur vos produits, vous refileriez la facture à quelqu'un, sinon les producteurs devront travailler d'arrache-pied. Cette taxe pourrait vous rendre moins compétitifs pour vos acheteurs. À quoi servira-t-elle alors?

On sait que les agriculteurs de la Nouvelle-Écosse n'ont pas de grandes étendues comme dans les provinces de l'Ouest. Ce sont de petites fermes morcelées avec des territoires restreints. Qu'il s'agisse de vergers, de vignobles, de carottes ou de bleuets, vous êtes limités par l'étendue de vos terres. Quel sera l'impact sur l'avenir de l'agriculture en Nouvelle-Écosse à long terme?

[*Traduction*]

M. van den Heuvel : Je vous remercie beaucoup de cette question. Vous avez tout à fait raison, quand on regarde les initiatives stratégiques récentes qui sont déployées aux États-Unis, en particulier. Nous sommes près du marché américain.

Quand les États-Unis se retirent de quelque chose comme de l'Accord de Paris ou qu'ils se rétractent de leurs engagements sur le changement climatique, cela nous indique qu'ils n'ont pas l'intention d'inciter vraiment leurs producteurs à aller dans ce sens. Si nous sommes forcés de nous engager dans cette voie, vous avez tout à fait raison, cela aura un effet dramatique bien clair, et les prix augmenteront. Avec les accords de libre-échange, s'ils existent toujours la semaine prochaine, cela aura une incidence sur nos produits, c'est indéniable, et pas seulement dans le commerce avec les États-Unis. Il y a le PTPGP, l'AECG et d'autres accords encore. Par rapport à tous les pays qui n'auront pas cette forme de taxe sur le carbone, nous nous trouverons désavantagés.

Partout ailleurs au pays, ces mesures auront le même effet qu'en Nouvelle-Écosse. Elles réduiront les marges de profit, dans un secteur où elles sont déjà infimes. Cela ne fait aucun doute. Nous croyons vraiment que cette tarification nous désavantagera. Nous avons essayé de réduire les risques pour nos fermes et nos entreprises en nous diversifiant. Comme vous l'avez mentionné, beaucoup de fermes sont fragmentées et produisent divers produits. Nous essayons d'atténuer les risques, mais au bout du compte, ce sont autant d'éléments d'une grande

wheel, and any time you start to take spokes out of that wheel, it starts to have an impact on your business.

Ms. Maclean: We talked about international trade. We know the carbon pricing is being implemented provincially, even though it's a federal mandate. Having said that, each province has a different program coming into place.

The agriculture industry is very interconnected, if you will. A lot of inputs come from other provinces, whether seed or fuels or plant protectants, crop protectants and such.

The other piece is if you look at Ontario — and this is what we hear from our members. If you look at provinces like Ontario and Quebec, the farms are larger in scale. They're able to be much more cost competitive when they're purchasing some of their inputs on a larger scale. In Nova Scotia we can't really do that. We're being priced out even against other provinces. In Nova Scotia, we do see some encroachment of Ontario and Quebec products coming into Nova Scotia. It's hard to be at the same price point in Nova Scotia for our growers.

It's provincial trade issues as well, not just international trade, that this carbon pricing has implications on.

[*Translation*]

Senator Maltais: Clearly, on the energy front, Nova Scotia is at a disadvantage in terms of electricity and fuels. Farmers are able to pay, but if they reach their limit, they shut down the operations and lock the door.

You talked about future prospects for the farmers in Nova Scotia. You do not provide them with future prospects by throttling them with an additional tax. My colleague Senator Mercer tried to sell Christmas trees in China. I'm not sure whether he managed to sell any. Farmers have a limit and, if they reach it, they close the books. Do you agree?

[*English*]

Mr. van den Heuvel: That's right. There's a fine line most farmers have to walk, and you're absolutely right. You talk about Christmas trees and these policies being forced on us. As Mr. Lewis alluded to in the previous presentation, farmers are adaptive. We react to the marketplace. I'll give you an example specific to the Christmas trees.

The Christmas tree growers in our province have been spending a lot of their own money, putting their own research dollars into developing a smart Christmas tree. This is a genetically modified, for lack of a better term, Christmas tree they will be able to bring to market faster and better, therefore reducing and helping all of these issues we're talking about.

roue, et dès qu'on commence à en enlever des rayons, toute l'entreprise s'en ressent.

Mme Maclean : Nous parlions de commerce international. Nous savons que la tarification du carbone sera mise en œuvre province par province, même s'il s'agit d'un mandat fédéral. Or, chaque province mettra en place un programme différent.

L'industrie agricole est très intégrée, si l'on veut. Il y a beaucoup d'intrants qui nous viennent d'autres provinces, comme les semences, le carburant, les phytoprotecteurs, les agents de protection des cultures.

Par ailleurs, regardons ce qui se fait en Ontario, c'est ce que nous disent nos membres. Dans des provinces comme l'Ontario et le Québec, les fermes sont plus grandes. Elles arrivent à être beaucoup plus concurrentielles parce qu'elles peuvent acheter leurs intrants en plus grande quantité. En Nouvelle-Écosse, ce n'est pas vraiment possible. Nous n'arrivons même pas à égaler les prix des autres provinces. En Nouvelle-Écosse, on voit déjà les produits de l'Ontario et du Québec avoir préséance sur les produits néo-écossais. Il est difficile pour les producteurs de la Nouvelle-Écosse d'offrir les mêmes prix.

Cette tarification du carbone ne se répercutera pas que sur le commerce international, mais aussi sur le commerce interprovincial.

[*Français*]

Le sénateur Maltais : Il est évident que la Nouvelle-Écosse est défavorisée sur le plan énergétique, quant à l'électricité et aux carburants. L'agriculteur a la capacité de payer, mais s'il atteint sa limite, il cesse ses activités et met la clé dans la porte.

Vous avez parlé des perspectives d'avenir pour les agriculteurs de la Nouvelle-Écosse. Ce n'est pas en les égorgeant avec une taxe additionnelle qu'on va leur offrir des perspectives d'avenir. Mon collègue, le sénateur Mercer, a essayé de vendre des arbres de Noël en Chine. Je ne sais pas s'il a réussi à en vendre. L'agriculteur a une limite et, s'il l'atteint, il ferme les livres. Êtes-vous d'accord?

[*Traduction*]

M. van den Heuvel : Tout à fait. La plupart des agriculteurs sont sur la corde raide, vous avez tout à fait raison. Vous parlez des sapins de Noël et des politiques qui nous sont imposées. Comme M. Lewis l'a dit dans son témoignage précédent, les agriculteurs s'adaptent. Nous réagissons au marché. Je vais vous en donner un exemple propre aux sapins de Noël.

Les cultivateurs de sapins de Noël de notre province ont investi beaucoup de leur propre argent en recherche pour mettre au point un sapin de Noël intelligent. C'est un arbre génétiquement modifié, si l'on peut dire, un sapin de Noël qui pourra être mis en marché mieux, plus vite, et qui atténuera tous les autres problèmes dont nous avons parlé.

Farmers are creative. We do respond, and we don't need these types of things being imposed upon us to realize we are stewards of the land, the air and the water. We want to protect and enhance and see these things for future generations.

[*Translation*]

Senator Maltais: You have a product that is very popular in Quebec: Honeycrisp apples. I hope you will continue to produce them. They are expensive, but they are of higher quality than other apples in Canada. I hope you will continue to provide us with them.

[*English*]

Senator Oh: Thank you for being here, Chris. Do you know anything about Nova Scotia working on the creation of a cap-and-trade approach to carbon pricing? Do you know whether your provincial government plans to implement carbon offset programs in the agriculture and forestry sector?

Ms. Maclean: That has been my area for a while. With the Nova Scotia cap-and-trade program, it's a made-in-Nova Scotia, for-Nova Scotia program. Any of the offset credits aren't able to be sold in markets such as Ontario, Quebec or California. All the credits have to be traded within Nova Scotia — I think there are 19 or 20 companies required to report and be in compliance with the program.

The program as it exists is only written in an act so far. It permits the cap-and-trade program to exist in Nova Scotia. We don't have regulations yet. We don't have anything in place indicating what the cost is going to be if you exceed your allotment of emissions or credits.

We also don't know if they're going to allow anybody who is not regulated to participate in an offset credit program. At one point we were told that yes, there will be an opportunity if the owners of the offset project are interested in selling in other markets other than Nova Scotia. That was supposed to be made possible. None of that is written yet, and it's kind of up in the air, is my understanding.

With not having any firm details in place yet, it's hard for farmers to make plans. That's how the Nova Scotia program is looking. We really have no firm details. Regulations, in my understanding, were expected to be consulted on this spring at some point. We haven't heard of any regulations coming down the line yet.

Les agriculteurs sont créatifs. Nous réagissons aux circonstances et nous n'avons pas besoin qu'on nous impose toutes ces choses pour prendre conscience du fait que nous sommes les intendants de la terre, de l'air et de l'eau. Nous voulons les protéger et les améliorer pour les générations futures.

[*Français*]

Le sénateur Maltais : Vous avez un produit très populaire au Québec : la pomme Honeycrisp. J'espère que vous allez continuer à en produire. Elle est chère, mais elle est de qualité supérieure par rapport aux autres pommes qu'on peut retrouver au Canada. J'espère que vous continuerez à nous en fournir.

[*Traduction*]

Le sénateur Oh : Je vous remercie d'être ici, Chris. Avez-vous entendu parler d'un projet en Nouvelle-Écosse pour créer un genre de système de plafonnement et d'échange plutôt que d'imposer une tarification du carbone? Savez-vous si votre gouvernement provincial a l'intention de mettre en place des programmes de compensation des émissions de carbone dans les secteurs agricole et forestier?

Mme Maclean : C'est mon terrain de jeu depuis quelque temps. Le programme de plafonnement et d'échange a été conçu en Nouvelle-Écosse pour la Nouvelle-Écosse. Ainsi, nos crédits compensatoires ne peuvent pas être vendus sur les marchés de l'Ontario, du Québec ou de la Californie. Ils doivent tous être échangés à l'intérieur de la Nouvelle-Écosse. Je pense qu'il y a 19 ou 20 entreprises qui sont tenues de déclarer leurs émissions et de se conformer au programme.

Actuellement, ce programme n'est inscrit que dans une loi. Cette loi permet au programme de plafonnement et d'échange d'exister en Nouvelle-Écosse. Nous n'avons pas encore de règlement. Nous n'avons encore rien en place qui indique combien il nous en coûtera si nous dépassons notre part des émissions ou des crédits.

Nous ne savons pas encore non plus si les entités non réglementées pourront participer à un programme de crédits compensatoires. On nous a dit un moment donné que oui, que ce serait une possibilité si les participants au projet étaient intéressés à vendre des crédits dans d'autres marchés que celui de la Nouvelle-Écosse. Ce devait être possible. Cependant, rien de cela n'est encore écrit, donc à ma connaissance, c'est encore incertain.

Comme il n'y a pas encore de détails fermes à ce sujet, il est difficile pour les agriculteurs de faire des plans. C'est à peu près là où en est le programme de la Nouvelle-Écosse. Nous n'avons pas encore de détails clairs. D'après ce que je comprends, il devait y avoir des consultations sur un projet de règlement au printemps. Nous n'avons encore entendu parler d'aucun règlement.

Senator Oh: Are your members worried about competitiveness with the international market? You mentioned earlier U.S. and Australia are pulling back. The group before you was saying they're pulling back from carbon tax. Are you guys worried that eventually your costs will suddenly be higher compared to south of us? And how will you compete?

Mr. van den Heuvel: Absolutely. There's no doubt we're very worried. It's a concerning proposition. Anytime you have any sort of a tax being put upon an industry, whether it's ours or any industry, you have no choice but to pass on or absorb the cost. Those are your two scenarios.

Our margins are so thin we cannot afford to absorb those costs. The only two things that will happen is you will see farms shut down or the price of food increase. Those will be the two effects.

Senator Oh: That will affect ordinary people, every household?

Mr. van den Heuvel: Every household, not just farmers.

Senator Ghislain Maltais (*Deputy Chair*) in the chair.

Senator R. Black: I have just a couple of comments. First, thanks for raising the issue of the definition of a farmer. I think that's the first we've heard of that. It's good to have.

Also pointing out this policy will pit province against province. You mentioned that just a few moments ago. We're writing a report. Give us three specific recommendations you would like us to include.

Mr. van den Heuvel: One would be that definition of a farmer. That's important to have in there, clearly and concisely. Ensuring any funds generated — we want to reiterate this should not be a tax grab. If we are being forced to comply with regulation and policy, that money should go right back into programs and policies that help ensure we have carbon reduction and that farmers are getting recognition for their part. Those would be my top two. Maxine, would you want to comment on a third one?

Ms. Maclean: To add to the definition of a farmer, it's more streamlining the current definitions as they exist.

Mr. van den Heuvel: I think the regulatory burden piece would be the third piece; ensuring that while we recognize these things are important, we want to take advantage of the processes in place to ensure we don't force farmers to add another layer of red tape and paperwork. We want to do what we know how to do

Le sénateur Oh : Vos membres s'inquiètent-ils de leur compétitivité sur les marchés internationaux? Vous avez mentionné le recul des États-Unis et de l'Australie. Le groupe de témoins qui a comparu avant vous disait qu'ils se rétractent au sujet de la taxe sur le carbone. Avez-vous peur que vos coûts soient soudainement plus élevés que ceux de vos concurrents au sud? Comment ferez-vous pour rester concurrentiels?

M. van den Heuvel : Tout à fait. C'est certain que nous sommes très inquiets. C'est une proposition troublante. Dès qu'une taxe est imposée à une industrie, qu'il s'agisse de la nôtre ou d'une autre, on n'a d'autre choix que d'en refiler les coûts ou de les absorber. Ce sont les deux seuls scénarios possibles.

Nos marges bénéficiaires sont tellement minces que nous ne pouvons pas nous permettre d'absorber ces coûts. Bref, les deux seules possibilités sont de cesser nos activités ou d'augmenter le prix des aliments. Ce sont les deux effets possibles.

Le sénateur Oh : Cela touchera monsieur tout le monde, tous les ménages?

M. van den Heuvel : Tous les ménages, pas seulement les agriculteurs.

Le sénateur Ghislain Maltais (*vice-président*) occupe le fauteuil.

Le sénateur R. Black : J'ai quelques observations à faire. Premièrement, je vous remercie de porter à notre attention la définition d'agriculteur. Je pense que c'est la première fois que nous l'entendons, donc c'est bon à savoir.

Il est également intéressant de vous entendre souligner que cette politique risque de monter les provinces les unes contre les autres. Vous l'avez mentionné il y a quelques instants. Nous sommes en train de préparer un rapport. Quelles seraient les trois recommandations que vous aimeriez nous voir y inclure.

M. van den Heuvel : L'une serait de revoir la définition d'agriculteur. C'est important d'établir ici une définition claire et concise. Il faut aussi veiller à ce que les revenus générés — et nous tenons à rappeler que ce ne doit pas être une taxe déguisée — devraient être réinvestis dans des programmes et des politiques destinés à réduire notre empreinte carbone et à reconnaître la part des agriculteurs, si nous sommes forcés de nous conformer au règlement et à la politique. Ce seraient mes deux principales recommandations. Maxine, voulez-vous en ajouter une troisième?

Mme Maclean : Concernant la définition d'agriculteur, il s'agit surtout de simplifier les définitions actuelles.

M. van den Heuvel : Je pense que ma troisième recommandation toucherait le fardeau réglementaire. Bien que nous reconnaissions l'importance de tout cela, nous voulons pouvoir tirer avantage des mécanismes en place, pour que les agriculteurs ne soient pas forcés de s'astreindre à encore plus de

best, what we love to do, and that's working in our greenhouses, our fields, in our barns and producing food for the other 98 per cent of the population. That's what we want to do. Ensure the framework and the policies are in place that enables us to do just that.

paperasse. Nous voulons pouvoir nous concentrer sur ce que nous savons faire le mieux, sur ce que nous aimons faire, c'est-à-dire travailler dans nos serres, dans nos champs, dans nos granges et produire des aliments pour les autres 98 p. 100 de la population. C'est ce que nous voulons faire. Vous devez donc veiller à mettre en place le cadre et les politiques nécessaires pour nous permettre de le faire.

Senator Gagné: I think it's easy to turn carbon pricing into a populist wedge issue — you mentioned pitting provinces against each other. We also sometimes sloganize it — it's a job-killing tax. We hear all of that. We just have to read the news and listen to people discussing carbon pricing.

La sénatrice Gagné : Je pense qu'il est facile de faire de la tarification du carbone un enjeu populiste qui soulève les passions. Vous parlez de monter les provinces les unes contre les autres. On en fait aussi parfois des slogans : c'est une taxe qui tue l'emploi. Nous entendons tout cela. Il suffit de lire les journaux et d'écouter tout ce qu'on dit sur la tarification du carbone.

Carbon pricing is a public policy choice for the government. Would you say that carbon pricing is less invasive than imposing government regulations? There's a cost to government regulations. If you regulate the farmers, that's also a cost to them. There is a business cost to regulations. Which is less invasive, carbon pricing or regulating farmers and businesses?

La tarification du carbone est la politique publique choisie par le gouvernement. Diriez-vous que la tarification du carbone est moins invasive qu'un nouveau règlement qui serait imposé par le gouvernement? Les règlements ont un coût. Quand on réglemente les agriculteurs, ils doivent en absorber le coût. Les règlements engendrent des coûts d'exploitation. Laquelle des deux mesures serait la moins invasive : la tarification du carbone ou la réglementation des agriculteurs et des entreprises?

Mr. van den Heuvel: I fail to see the difference. Is carbon pricing not a form of regulation?

M. van den Heuvel : Je ne vois pas bien la différence entre les deux. La tarification du carbone n'est-elle pas une forme de règlement?

Ms. Maclean: Carbon pricing as a policy is broad in that it encompasses cap and trade and carbon tax. Cap and trade — in Nova Scotia we're uncertain; even in Quebec and Ontario your carbon credits would be subject to the market. There are some demand and pricing issues when it comes to cap and trade. When it comes to carbon tax you know up front what you're paying. If you burn or buy this much fuel, you can calculate the tax relatively easily.

Mme Maclean : La tarification du carbone est une politique plus vaste, en ce sens qu'elle englobe à la fois les systèmes de plafonnement et d'échange et la taxe sur le carbone. Nous ne sommes pas encore certains de la forme que prendra le système en Nouvelle-Écosse si, ce sera un système de plafonnement et d'échange, mais même au Québec et en Ontario, les crédits de carbone seront soumis aux lois du marché. Le système de plafonnement et d'échange dépend de la demande et des prix. Quand il y a une taxe sur le carbone, on sait d'avance ce que l'on va payer. Si l'on consomme ou qu'on achète tant de carburant, on peut calculer assez facilement à combien s'élèvera la taxe associée.

From a planning perspective, it would be easier to calculate and plan with a tax.

Du strict point de vue de la planification, il est beaucoup plus facile de calculer et de prévoir une taxe.

With regard to the backstop, from what I've read of it, or the regulations that were put through, it seems like it's going to be relatively easy to calculate. That is a plus.

Pour le filet de sécurité, d'après ce que j'ai lu ou d'après les projets de règlements qui ont été présentés, il semble qu'il sera relativement facile de calculer les montants à prévoir. C'est un plus.

Those would be my thoughts. If it's being applied high up in the distribution chain, as long as there is a mechanism for the user to see how much of what they're paying on their fuel bill is being put towards that backstop, I think that would help as consumers or as farmers to see the difference in pricing.

Ce seraient mes réflexions. Si cette tarification s'applique au tout début de la chaîne de distribution, tant qu'il y a un mécanisme permettant à l'utilisateur de savoir quelle part de la facture de carburant servira à financer le filet de sécurité, je pense que cela aiderait les consommateurs ou les agriculteurs à voir la différence de prix.

Carbon pricing as a whole is complex. Cap and trade is the most complex piece and doesn't allow for as much planning as taxing does.

[*Translation*]

Senator Dagenais: My thanks to our guests. As Senator Gagné pointed out, the carbon tax may be a political decision. You mentioned that we need to look beyond four years at a time.

When you realize that this carbon tax is more about an election than about agriculture, do you feel that the government is trying to satisfy an environmental lobby on the backs of farmers and promise anything even if it is not feasible in the timeframe they have set?

[*English*]

Mr. van den Heuvel: That's a great question. I want to stress the fact that we too, as farmers, inherently believe it's an important issue. There's no doubt. I alluded to that in my opening remarks — climate change is upon us.

We, as farmers, are the ultimate stewards of the land, the air and the water. That's our responsibility when it comes down to it. We feel it's an important topic.

It is a public issue right now. The easiest way to mitigate that, to help ensure we feel like it's not us versus them, is consultation. It's this very process, but this has to happen a lot earlier. It has to be part of an overall strategic plan. It has to be less about the federal government saying we're imposing this, go off and do your own thing. That's what created these cross jurisdictional issues, whether provincially or internationally. There is no foresight there, no forethought, no consultations or getting everyone in the room to say what are your concerns about this? What are your issues? How can we mitigate that? Only until you get to that point are you going to be able to mitigate that us versus them mentality.

I hope that answers your question. I really see that as the issue. Climate change is important, no doubt about it. We want to be, and we are, a part of the solution. Let's get agriculture involved from the start of the consultations. Whether it's climate change, transportation or whatever the issue. At its core I bet you can trace those issues somehow through the value chain back to agriculture. That's all we're asking for. Get us involved early in the process.

La tarification du carbone dans son ensemble est complexe. Un mécanisme de plafonnement et d'échange est la version la plus complexe : il laisse moins de place à la planification que l'imposition d'une taxe.

[*Français*]

Le sénateur Dagenais : Merci à nos invités. La sénatrice Gagné l'a souligné, la taxe sur le carbone peut être une décision politique. Vous avez mentionné qu'il faut voir plus loin que quatre ans à la fois.

Quand vous constatez que la vision est électorale plutôt qu'agricole en ce qui a trait à cette taxe sur le carbone, avez-vous l'impression que le gouvernement agit sur le dos des agriculteurs pour satisfaire un lobby environnementaliste auquel on est prêt à promettre n'importe quoi si ce n'est pas réalisable dans les délais fixés?

[*Traduction*]

M. van den Heuvel : C'est une excellente question. Je tiens à souligner que nous aussi, à titre d'agriculteurs, nous croyons foncièrement à l'importance de cet enjeu. C'est évident. J'y ai fait allusion dans mes remarques préliminaires : nous faisons face maintenant aux changements climatiques.

À titre d'agriculteurs, nous sommes les gardiens ultimes des terres, de l'air et de l'eau. C'est notre responsabilité au bout du compte. Nous sommes convaincus que cet enjeu est crucial.

C'est maintenant une question d'intérêt public. La façon la plus simple de calmer le jeu, d'empêcher la création d'un affrontement entre deux camps, c'est la consultation. C'est ce que nous sommes en train de faire, mais qui aurait dû avoir lieu bien plus tôt. L'approche adoptée doit faire partie d'un plan stratégique global. Il faut éviter que le gouvernement fédéral impose sa vision pour ensuite dire aux intervenants de s'organiser. C'est ce qui a créé ces problèmes entre les différents gouvernements, que ce soit entre des provinces ou entre des pays. Il n'y a aucune vision ni aucun plan à long terme. Aucune consultation n'a été menée. Il aurait fallu réunir tous les intervenants et leur demander : « Quelles sont vos préoccupations? Quels sont vos problèmes? Comment pouvons-nous les atténuer? » C'est seulement par cette approche qu'il sera possible de sortir de la mentalité d'opposition entre deux camps.

J'espère que j'ai répondu à votre question. C'est pour moi le nœud du problème. Les changements climatiques sont un enjeu crucial, c'est indéniable. Nous voulons faire partie de la solution, et nous le faisons. Demandons aux acteurs de l'agriculture de participer dès le début des consultations. Qu'il s'agisse des changements climatiques, des transports ou d'autre chose, je suis prêt à parier que l'agriculture se trouve au cœur de toutes ces questions, quelque part dans la chaîne de valeur. C'est tout ce que nous demandons. Permettez-nous de participer au processus dès le début.

[*Translation*]

Senator Dagenais: I would like to come back to the increase in consumer prices because, as you say, with one thing leading to another, the consumers are the ones who will have to pay. However, there will surely be a point where it will become impossible. How long can you wait before raising consumer prices? Have you assessed your potential losses? You are certainly going to suffer losses because of the tax.

[*English*]

Ms. Maclean: In terms of waiting to see how long it will take to increase consumer prices, I'm not aware of any studies. I would be happy to look into it and provide feedback if that's something you're interested in. I know when you're talking about food security, pricing is often an issue.

[*Translation*]

Senator Dagenais: It seems that the provincial and federal governments do not have the same definition of a farm. In my opinion, a farm is a farm and a farmer is a farmer. Have you felt that the different levels of government do not view farms in the same way?

[*English*]

Mr. van den Heuvel: Yes, you're absolutely right. Some parties may view farming as more important than others. I can't speak to their policies or thought processes directly.

I think, as we have seen in the past, there are differences, as we alluded to, from the CRA perspective. The CRA definition of a farm, to other branches of government as they get out there. We often see differences not provincially and federally, but within their own government; that is, within different jurisdictions of government. When you're talking department of environment, or department of energy, or natural resources, or whatever, there is a wide misconception and a wide variance of what actually constitutes a farm. I think that's a big issue and has to be addressed in order for us to move forward on any of these issues and points.

Senator R. Black: I think you need to be clear, though, and we need to be clear and understand that you're price takers. It will be tough for you to pass on any of those additional costs. They will get passed down the road, but you won't get any more. You will have a hard time getting more for your product. Am I correct?

Mr. van den Heuvel: Absolutely.

[*Français*]

Le sénateur Dagenais : J'aimerais revenir à l'augmentation des prix à la consommation, car, comme vous le dites, de fil en aiguille, c'est le consommateur qui devra payer. Toutefois, il y aura sûrement un point où cela deviendra impossible. Combien de temps pouvez-vous attendre avant d'augmenter les prix à la consommation? Avez-vous évalué la perte que cela pourrait vous occasionner? Vous subirez certainement des pertes à cause de cette taxe.

[*Traduction*]

Mme Maclean : En ce qui concerne le délai avant de constater une hausse des prix à la consommation, je ne connais aucune étude sur le sujet. Je serai ravie de faire des recherches et de vous en donner des nouvelles si cette question vous intéresse. Je sais bien qu'en matière de sécurité alimentaire, les prix représentent souvent un enjeu.

[*Français*]

Le sénateur Dagenais : Il semble que les gouvernements provincial et fédéral n'ont pas la même définition de la ferme. À mon avis, une ferme est une ferme et un agriculteur est un agriculteur. Avez-vous senti que les différents ordres de gouvernements n'envisagent pas les fermes de la même façon?

[*Traduction*]

M. van den Heuvel : Oui, vous avez absolument raison. Certains partis peuvent accorder une importance plus grande à l'agriculture que d'autres. Je ne peux toutefois pas parler en leur nom de leurs politiques ou de leurs raisonnements.

Selon moi, comme nous l'avons constaté par le passé, il y a des différences, et nous y avons fait allusion, du point de vue de l'Agence du revenu du Canada; sa définition d'une ferme diffère de celle d'autres services du gouvernement. Nous voyons souvent des variations non pas entre les provinces et le fédéral, mais au sein d'un même gouvernement, selon les domaines de compétence. Qu'il s'agisse du ministère de l'Environnement, de l'Énergie, des Ressources naturelles ou autres, la définition d'une ferme varie beaucoup en plus d'être parfois complètement erronée. Selon moi, c'est un gros problème que nous devons régler afin de pouvoir aller de l'avant dans la résolution de toutes ces questions.

Le sénateur R. Black : À mon avis, vous devez toutefois préciser que vous êtes des preneurs de prix, et nous devons bien comprendre ce fait. Ce sera difficile pour vous de refiler ne serait-ce qu'une partie de ces coûts additionnels. Ils se répercuteront sur les prix au bout du processus, mais vous n'en profiterez pas. Vous aurez de la difficulté à obtenir de meilleurs prix pour vos produits. N'est-ce pas?

M. van den Heuvel : Tout à fait.

Senator R. Black: I think we need to be clear on that.

Mr. van den Heuvel: Yes; absolutely.

Senator Mercer: You're going to be a price absorber, though. You're going to end up eating the tax.

I want to get more practical here. Has the federation sat down and talked together about a plan? Is there a plan to talk to the provincial government? Is there a plan to sit down with your 11 members of Parliament? If you want the minister to hear the message, you need to do that, namely, sit down with the premier and his cabinet as well to get the message out and help find the solution.

The answer is not going to be that you're not going to have a carbon tax. We know that. The other answer is we're not going to become the Americans and have subsidies and cheques from government.

I don't know if you have heard the saying that I try to use at every meeting, but the most important piece of equipment on the American farm is the mailbox because that's where the money comes in from the government.

Have you done that? You have 11 members of Parliament and 10 senators. All of them are willing to help and are concerned about the issue. Have you sat down and said how do we get the message to the minister? Being here doesn't hurt. We're really glad you're here, because we have to respond and make comments on the legislation.

Ms. Maclean: On that note, we have met with ministers of the environment to express our concerns and to highlight some of the innovative work that has taken place on farms to reduce our greenhouse gas emissions.

Nova Scotia had an open consultation, I believe last year, on the proposed program for the cap-and-trade. We were very active. We made the submission and we were engaged putting together the program.

We have been engaged. We've been communicating with our members and hoping they would work with their MLAs in order to convey their messaging.

Senator Mercer: I would encourage you to go further and to try to get your 11 MPs in one room with the executive of the federation and talk about that. At the end of the day, you're still going to have a carbon tax. How it's implemented and how it directly affects you and Nova Scotia consumers is important.

Le sénateur R. Black : Je pense qu'il faut être très clair sur ce point.

M. van den Heuvel : Oui, tout à fait.

Le sénateur Mercer : Vous devrez néanmoins absorber les coûts. Vous vous retrouverez à subir les répercussions de la taxe.

Parlons des mesures à prendre concrètement. Les membres de la fédération se sont-ils réunis pour établir un plan? Planifiez-vous des discussions avec le gouvernement provincial? Prévoyez-vous rencontrer les 11 députés fédéraux de votre province? Si vous voulez que le message se rende jusqu'au ministre, c'est ce qu'il faut faire. Vous devez aussi rencontrer le premier ministre de la province et son Cabinet pour faire entendre votre voix et aider à trouver une solution.

On ne vous répondra pas qu'il n'y aura pas de taxe sur le carbone. Nous le savons. L'autre réponse qui est exclue, c'est d'adopter l'approche des Américains pour recevoir des subventions et des chèques du gouvernement.

Je ne sais pas si vous avez entendu l'expression que j'essaie d'utiliser à toutes les réunions, mais la voici : la plus importante pièce d'équipement sur une exploitation agricole américaine, c'est la boîte aux lettres, où arrivent les chèques du gouvernement.

Avez-vous fait ces démarches? Vous avez 11 députés et 10 sénateurs. Ils sont tous prêts à vous aider et sensibilisés à la question. Les avez-vous rencontrés afin d'établir une stratégie pour faire passer le message au ministre? Votre présence ici ne fait pas de tort. Nous sommes très heureux de vous accueillir parce que vos témoignages éclairent les commentaires que nous présenterons sur le projet de loi.

Mme Maclean : À ce sujet, nous avons rencontré les ministres de l'Environnement pour exprimer nos préoccupations et pour souligner une partie des projets novateurs qui ont lieu sur les fermes pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre.

Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a mené une consultation ouverte l'an dernier, si je ne me trompe pas, sur la proposition de mécanisme de plafonnement et d'échange. Nous avons été très actifs. Nous avons présenté un mémoire et nous avons contribué à l'établissement du mécanisme.

Nous sommes présents. Nous communiquons avec nos membres, et nous espérons qu'ils collaborent avec leur député provincial pour faire entendre leur message.

Le sénateur Mercer : Je vous encourage à faire un pas supplémentaire : tentez d'organiser une rencontre entre les 11 députés et la direction de la fédération sur le sujet. Au bout du compte, vous devrez toujours composer avec une taxe sur le carbone. Cependant, sa mise en œuvre et ses conséquences directes sur les consommateurs de la Nouvelle-Écosse et sur vous représentent d'importants points à discuter.

I think there are some good news stories that you need to tell. I don't know them all across the province. I know some. Yesterday morning, I bumped into a farmer from Masstown, Nova Scotia, a small egg farmer. I visited his farm. The committee actually visited his farm once when we were touring in Nova Scotia. He has a windmill on his farm. It goes directly to his bottom line. The capital cost is covered and that money is going right to the bottom line. It's certainly helping with greenhouse gases.

Do we need to say to government, "Okay, we're involved in trying to solve this problem. One of the ways we can help solve the problem is by getting off the grid and by using more wind and solar." Solar is a little tougher in Nova Scotia, but we always have wind.

Ms. Maclean: If you're looking at being carbon neutral, Chris can speak to the dairy farms, but with the amount of methane coming off some of the dairy farms there is no reason that can't be captured and worked back into the electricity system. However, there are regulatory barriers in place that make it cost prohibitive.

Senator Mercer: My attitude is government can't have it both ways. They can't say here is the carbon tax, but we're not going to give you any opportunity to get off the grid. Because if you're off the grid, this is a major contribution to the cause.

My message is we have to get more active, all of us. I'm not being critical. I'm part of the problem as well.

Mr. van den Heuvel: I couldn't agree more. Thank you very much for raising that issue. The unfortunate reality is that we've got partisan politics at play. They're not allowing themselves to look at the bigger picture. I alluded to that already. There is no plan or foresight to say we're doing this for the greater good.

Senator Mercer: Is that federal or provincial?

Mr. van den Heuvel: In our case, it's provincial. That's the unfortunate reality. We have to deal with it. We have an opportunity, you're absolutely right, through collaborative efforts federally to say to the provinces in consultation: This is not just about imposing our will. It has to be a two-way street and consultations to determine what is going to work. Federally, we want you guys to do this. How can we do this? How can we reach the goals? We have to be talking and not sniping at each other. We have to be at the able. It's too big an issue to allow

Selon moi, vous avez de bonnes nouvelles à nous annoncer. Je ne les connais pas toutes à l'échelle de la province, mais je suis au courant de quelques-unes. Hier matin, j'ai rencontré un agriculteur de Masstown, en Nouvelle-Écosse. C'est un petit producteur d'œufs. J'ai visité sa ferme. En fait, tout le comité s'y est rendu pendant notre tournée de la Nouvelle-Écosse. Il a installé une éolienne sur sa ferme, ce qui a amélioré directement ses bénéfices nets. Le coût en capital est couvert, et ces économies se reflètent dans son bilan. Cette approche contribue certainement à la réduction des gaz à effet de serre.

Vous devez peut-être expliquer au gouvernement ceci : « Nous faisons partie de la solution. L'une des façons de contribuer à régler le problème est de nous débrancher du réseau et d'utiliser davantage l'énergie éolienne et solaire. » Il est vrai que le soleil est peu généreux en Nouvelle-Écosse, mais nous avons toujours du vent.

Mme Maclean : Si vous faites référence aux façons de devenir carboneutre, Chris peut vous parler des fermes laitières. Certaines produisent une grande quantité de méthane, et il n'y a aucune raison de ne pas le capter pour l'utiliser dans le réseau électrique. Cependant, des obstacles réglementaires entraînent des coûts prohibitifs.

Le sénateur Mercer : De mon point de vue, le gouvernement ne peut pas jouer sur les deux tableaux. Il ne peut pas imposer une taxe sur le carbone tout en ne laissant aucune chance aux agriculteurs de se débrancher du réseau. Après tout, si une personne se débranche du réseau, elle contribue grandement à la cause.

Mon message, c'est que nous devons tous être plus actifs. Je ne suis pas en train de vous critiquer. Je fais moi aussi partie du problème.

M. van den Heuvel : Je suis tout à fait d'accord avec vous. Merci beaucoup de soulever cette question fondamentale. La triste réalité est que la politique partisane entre en jeu. Les décideurs ne considèrent pas la situation dans son ensemble. J'y ai déjà fait allusion. Il n'y a aucune vision ni aucun plan à long terme, il n'y a rien qui nous dise que les mesures visent le bien commun.

Le sénateur Mercer : Parlez-vous du gouvernement fédéral ou provincial?

M. van den Heuvel : Dans notre cas, c'est le gouvernement provincial. C'est la triste réalité. Nous devons vivre avec cette situation. Vous avez tout à fait raison, par l'entremise d'efforts de collaboration à l'échelle fédérale, nous avons l'occasion d'indiquer aux provinces les mesures efficaces. Il faut toutefois que ce soit un dialogue, une consultation ouverte, et non une façon d'imposer simplement notre volonté. Au fédéral, nous voulons que vous fassiez telle chose. Comment pouvons-nous y arriver? Comment pouvons-nous atteindre les objectifs? Nous devons discuter au lieu de nous lancer des attaques. Nous devons

these things to bypass and allow these things to get in between us.

[*Translation*]

The Deputy Chair: You are not the problem, you are part of the solution, Senator Mercer, and it is very important to the people of Nova Scotia.

Thank you for coming here. We have a province that is very important to Canada and that has a different agriculture sector than the western prairies, but it faces very specific problems. Since your market is American, we hope that the new NAFTA agreement will offer you some relief for the next few years.

Thank you for your testimony, which has been very enlightening. I wish you a safe return. Please don't forget to sell a box of Honeycrisp apples to Senator Mercer so that he can share it with us. Thank you.

(The committee adjourned.)

être présents à la table de négociation. L'enjeu est trop important pour laisser ces considérations nous dresser les uns contre les autres.

[*Français*]

Le vice-président : Vous n'êtes pas uniquement le problème, vous faites partie de la solution, sénateur Mercer, c'est très important pour les gens de la Nouvelle-Écosse.

Je tiens à vous remercier d'être venus témoigner ici. Nous avons enfin une province qui est très importante pour le Canada et dont le secteur agricole est différent de celui des plaines de l'Ouest, mais qui fait face à des problèmes tout à fait précis. Étant donné que votre marché est américain, on espère que la nouvelle entente de l'ALENA pourra vous soulager un peu pour les quelques années à venir.

Merci de votre témoignage, qui a été très instructif. Je vous souhaite un bon retour. N'oubliez pas de vendre une caisse de pommes Honeycrisp au sénateur Mercer afin qu'il puisse la partager avec nous. Merci.

(La séance est levée.)

EVIDENCE

OTTAWA, Thursday, May 10, 2018

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met this day at 8 a.m. to study the subject matter of those elements contained in Part 5, insofar as that Part relates to farming of Bill C-74, An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures.

Senator Diane F. Griffin (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Honourable senators, welcome to this meeting of the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry. I am Senator Diane Griffin from Prince Edward Island and chair of the committee.

I would like to start the meeting by asking each senator to introduce themselves, starting with a deputy chair.

[*Translation*]

Senator Maltais: Good morning and welcome. Ghislain Maltais from Quebec.

Senator Dagenais: Jean-Guy Dagenais from Quebec.

[*English*]

Senator Doyle: Norman Doyle, Newfoundland and Labrador.

Senator Oh: Victor Oh, Ontario.

[*Translation*]

Senator Petitclerc: Chantal Petitclerc from Quebec.

[*English*]

Senator R. Black: Rob Black, Ontario.

[*Translation*]

Senator Gagné: Raymonde Gagné from Manitoba.

[*English*]

Senator Mercer: Terry Mercer, Nova Scotia.

The Chair: Today, we will continue our study as it relates to the subject matter of those elements of Bill C-74 contained in Part 5, insofar as that part relates to farming.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le jeudi 10 mai 2018

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 8 heures pour étudier la teneur des éléments de la partie 5, dans la mesure où cette partie concerne l'agriculture du projet de loi C-74, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures.

La sénatrice Diane F. Griffin (*présidente*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

La présidente : Honorables sénateurs, soyez les bienvenus à cette séance du Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts. Je suis la sénatrice Diane Griffin, de l'Île-du-Prince-Édouard, et la présidente du comité.

J'aimerais commencer en demandant à chacun des membres de se présenter, en commençant par le vice-président.

[*Français*]

Le sénateur Maltais : Bonjour et bienvenue. Ghislain Maltais, du Québec.

Le sénateur Dagenais : Jean-Guy Dagenais, du Québec.

[*Traduction*]

Le sénateur Doyle : Norman Doyle, de Terre-Neuve-et-Labrador.

Le sénateur Oh : Victor Oh, de l'Ontario.

[*Français*]

La sénatrice Petitclerc : Chantal Petitclerc, du Québec.

[*Traduction*]

Le sénateur R. Black : Rob Black, de l'Ontario.

[*Français*]

La sénatrice Gagné : Raymonde Gagné, du Manitoba.

[*Traduction*]

Le sénateur Mercer : Terry Mercer, de la Nouvelle-Écosse.

Le président : Aujourd'hui, nous poursuivons notre étude de la teneur des éléments de la partie 5 du projet de loi C-74, dans la mesure où cette partie concerne l'agriculture.

For the first panel with us this morning, we have from the Prince Edward Island Federation of Agriculture, David Mol, President. From the Agricultural Alliance of New Brunswick, we have Dwayne Perry, 2nd Vice-President, and Josée Albert, Chief Executive Officer.

Thank you, folks, for accepting our invitation to make your presentation here today. We're looking forward to hearing from you.

We will start with Mr. Mol from Prince Edward Island.

David Mol, President, Prince Edward Island Federation of Agriculture: I am the President of the Prince Edward Island Federation of Agriculture. I am also a farmer. I have farmed for 46 years.

Thank you for inviting me and our organization to speak on behalf of the Greenhouse Gas Pollution Pricing Act. We are P.E.I.'s largest general farm organization, representing the interests of farmers across the Island. I recognize some faces around the table here, from the meeting we had in Halifax this past fall.

I'll be upfront with you. The looming carbon pricing issue has PEIFA and its members anxious. Unlike many provincial jurisdictions you have heard from, the P.E.I. government has yet to announce a plan. It is May 10, and P.E.I. farmers are ready to hit the land. We're still unsure how to budget for a tax that we know is coming. We are unsure of what it will be, what it will cost, what it will exclude and what it will not. We are aware that this bill serves as a backstop to be imposed if our government continues to do nothing, and that's why we're here today.

The province told PEIFA's annual meeting this past January that P.E.I. continues to look at carbon tax on fuels but to date remain uncommitted to a plan. The only comfort the agriculture sector has been given by the premier was that vehicles burning marked fuel will be exempt from any tax. It is important to note, however, that on P.E.I. the only things exempt from marked fuel are tractors, combines and fishing boats. Any vehicle that uses the road on a regular basis is excluded from that. This includes vehicles transporting product from the field to storage or from storage to a local processor.

Pour notre premier groupe d'experts, nous avons le président de la Fédération de l'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard, M. David Mol. De l'Alliance agricole du Nouveau-Brunswick, nous avons Dwayne Perry, 2e vice-président, et Josée Albert, chef de la direction.

Merci à vous tous d'avoir accepté notre invitation à comparaître ici, aujourd'hui. Nous avons hâte d'entendre vos exposés.

Nous allons commencer par M. Mol, de l'Île-du-Prince-Édouard.

David Mol, président, Fédération de l'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard : Je suis le président de la Fédération de l'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard. Je suis également un agriculteur. Je pratique l'agriculture depuis 46 ans.

Merci de m'avoir invité à parler au nom de notre organisation au sujet de la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre. La Fédération de l'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard est la plus grande organisation agricole générale de l'Île-du-Prince-Édouard. Nous représentons les intérêts des agriculteurs de toute la province. Je reconnais ici, autour de la table, certaines personnes qui étaient à la réunion d'Halifax, l'automne dernier.

Je vais dire les choses comme elles sont. La question de la tarification imminente du carbone inquiète la Fédération de l'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard et ses membres. Contrairement à beaucoup d'administrations provinciales dont vous avez entendu parler, le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard n'a pas encore annoncé de plan à cet égard. Nous sommes le 10 mai, les agriculteurs de l'Île-du-Prince-Édouard sont prêts à aller au champ. Nous ne savons pas encore comment budgéter en fonction de cette taxe qui est sur le point d'entrer en vigueur. Nous ne savons pas tout à fait à quoi elle ressemblera, combien elle coûtera, ce qui sera exempté et ce qui ne le sera pas. Nous sommes conscients du fait que la taxe sera un filet de sûreté qui sera imposé si notre gouvernement persiste à ne rien faire, et c'est la raison de notre présence ici, aujourd'hui.

Lors de la réunion de notre fédération, en janvier dernier, les représentants de la province nous ont dit que l'Île-du-Prince-Édouard continuait d'examiner la taxe carbone sur les combustibles, mais qu'elle ne souscrivait pas encore à quelque plan que ce soit. Le seul réconfort pour le secteur agricole est venu lorsque le premier ministre a annoncé que les véhicules qui brûlent du carburant agricole allaient être exemptés de toute forme de taxe. Il est cependant important de souligner que dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard, les seuls véhicules concernés par cette exemption sont les tracteurs, les moissonneuses-batteuses et les navires de pêche. Tous les véhicules qui vont sur les routes sur une base régulière échapperont à cette exemption. Cela comprend les véhicules qui transportent des produits depuis le champ jusqu'au site d'entreposage ou du site d'entreposage au transformateur local.

PEIFA is currently lobbying the provincial government to extend marked fuel permits to all farm-plated vehicles, but it's unclear whether or not this message has resonated.

La Fédération de l'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard fait présentement du lobbying auprès du gouvernement provincial pour que les permis de carburant agricole soient étendus à tous les véhicules arborant des plaques d'immatriculation agricoles, mais nous ne savons pas exactement si cette revendication a reçu un accueil favorable.

PEIFA is also lobbying that the exemption be extended to all fuels including propane. Propane is heavily utilized by many farmers on the Island, specifically for the purpose of roasting and extruding beans and drying grain. The Greenhouse Gas Pollution Pricing Act needs to include this request.

La Fédération de l'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard fait aussi du lobbying pour que l'exemption soit étendue à tous les combustibles, y compris le propane. De nombreux agriculteurs de l'île utilisent le propane à grande échelle, surtout lorsqu'il s'agit de griller et d'extruder les légumineuses ou de sécher les céréales. La Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre doit tenir compte de cette demande.

We echo CFA's comments last week that applauded the federal government for exempting on-farm fuel use of gasoline and diesels, but we urge you to ensure that this extends to all fuels. I will add that the federal government urge provinces to ensure all farm-plated vehicles be allowed to utilize tax-exempt fuel.

Nous joignons nos voix à celle de la Fédération canadienne de l'agriculture qui, la semaine dernière, a loué le gouvernement fédéral pour sa décision d'exempter l'utilisation à la ferme d'essence et de diesel, mais nous prions instamment le gouvernement d'étendre cette exemption à tous les combustibles. J'ajouterai que le gouvernement fédéral devrait presser les provinces à s'assurer que tous les véhicules arborant des plaques d'immatriculation agricoles soient autorisés à utiliser un carburant exonéré de taxe.

Transportation on P.E.I. in particular is a significant cost. Carbon pricing will make this harder. Trucking and inputs will be more expensive, as the carbon price is passed on to producers.

Les coûts du transport à l'Île-du-Prince-Édouard sont particulièrement élevés. La tarification du carbone va aggraver la situation. Étant donné que les coûts additionnels vont être refilés aux producteurs, le prix du camionnage et des intrants va augmenter.

As you've likely heard a dozen times, farmers are price-takers. The price trucking companies or suppliers pay will be passed on to the farmers who have no way to pass it on to their customers. We fear Canadian farmers will be put at a competitive disadvantage in a global marketplace, especially in a province such as P.E.I. that must truck the vast majority of its goods great distances to reach the market.

Comme vous l'avez probablement entendu une douzaine de fois, les agriculteurs sont des preneurs de prix. Ce que les compagnies de camionnage ou les fournisseurs devront payer sera transféré aux agriculteurs, mais les agriculteurs ne disposent d'aucune façon de mettre leurs clients à contribution. Nous craignons que cela ne crée un désavantage concurrentiel sur les marchés mondiaux pour les agriculteurs canadiens, et surtout pour ceux d'une province comme l'Île-du-Prince-Édouard où, pour rejoindre les marchés, la vaste majorité des produits doit être transportée par camion sur de longues distances.

Despite an exemption for on-farm fuel use, this will not change our transportation costs. We have no alternative given our size, our lack of railway and our distance to markets. We are captive to trucking. This act does not address this. It needs to be examined and addressed.

L'exemption pour le combustible utilisé à la ferme ne changera rien à nos coûts de transport. Étant donné notre taille, l'absence de chemin de fer et les grandes distances qui nous séparent des marchés, nous n'avons aucune alternative : nous sommes complètement dépendants du camionnage. La loi ne dit rien à ce sujet. C'est un problème qui doit être examiné et dont il faudra tenir compte.

The PEIFA also understands that this act will impact the processing industry and the competitiveness of that industry in a global marketplace. Over half of P.E.I. grown potatoes are processed into fries and chip stock. All of P.E.I.'s milk is processed in Charlottetown and Summerside. The vast majority of P.E.I.'s blueberries are processed in eastern P.E.I., and the vast majority of P.E.I.'s beef is processed in Borden, P.E.I. We

La fédération comprend aussi que cette loi aura une incidence sur l'industrie de la transformation et sur la compétitivité de cette industrie dans un marché mondial. Plus de la moitié des pommes de terre cultivées sur l'Île-du-Prince-Édouard sont transformées en frites et en matière première pour la fabrication de croustilles. Tout le lait produit sur l'île est transformé à Charlottetown et à Summerside. Les bleuets que nous produisons

do not want to speak for them, but I will say that without them, Island farmers will be unable to sustain a viable industry.

sont presque tous transformés dans l'est de la province, et la majorité de notre bœuf abouti dans les usines de transformation de Borden, une ville de l'Île-du-Prince-Édouard. Nous ne voulons pas parler pour eux, mais je dirai que sans eux, les agriculteurs de l'île ne seront pas capables de maintenir une industrie viable.

A real threat this committee should also keep in mind is that of regional competitiveness issues across Canada as different carbon systems come into effect. Some provinces are offering allowances, rebates or certain exemptions while others are not. We do not want to see one part of the country get ahead of another simply because of the carbon pricing structure they have in place.

Une menace réelle que ce comité devrait garder à l'esprit, c'est celle des problèmes de compétitivité régionale qui verront le jour à travers le Canada à mesure que les différents systèmes de carbone entreront en vigueur. Certaines provinces prévoiront des allocations, des rabais ou certaines exemptions, tandis que d'autres n'offriront rien de cela. Nous ne voulons pas qu'une partie du pays en devance une autre simplement en raison de la structure de tarification du carbone qu'elle aura mise en place.

Lastly, the act's definition of a farmer is too narrow. In speaking with P.E.I.'s finance department, the PEIFA has been told that the current act's definition is narrower than any farm-related legislation currently in place on the Island. It could potentially exclude legitimate greenhouse operations, Christmas tree farming and maple syrup operations, to name a few.

En dernier lieu, disons qu'aux termes de la loi, la définition de ce qu'est un agriculteur est trop étroite. La fédération s'est fait dire par le ministère des Finances de l'Île-du-Prince-Édouard que cette définition était plus étroite que celles figurant dans n'importe quelle autre loi « agricole » en vigueur dans la province. Cette définition pourrait mener à l'exclusion des activités propres à l'agriculture de serre, à la culture d'arbres de Noël et à l'acériculture, pour ne nommer que ceux-là.

We urge you to amend the act and incorporate by reference the CRA definition of a farmer, as well as the relevant CRA interpretive guidance that goes with it. Do not leave room for confusion on that point.

Nous vous exhortons à modifier la loi et à incorporer par renvoi la définition d'agriculteur donnée par l'Agence du revenu du Canada et les directives d'interprétation pertinentes qui l'accompagnent. Il est important de ne laisser aucune place à la confusion.

The Government of Canada through the Barton report has called on the agriculture sector to reach an export target of $75 billion. Bill C-74 needs to allow us to meet that challenge by ensuring the farming community is not unduly hurt by following through with what we are asking today. I will highlight them for you:

Par l'intermédiaire du rapport Barton, le gouvernement du Canada a demandé à ce que le secteur de l'agriculture se donne l'objectif de réaliser 75 milliards de dollars en exportations. Le projet de loi C-74 doit nous permettre d'atteindre cet objectif et faire en sorte que le monde agricole ne sera pas mis à mal de façon indue.

Extend exemption to all on-farm fuels; urge provinces to allow all farm-plated vehicles to utilize tax exempt fuel; address increasing trucking costs farmers will face if exemptions or rebates are not granted; ensure competitiveness issues between regions do not occur; and incorporate by reference the CRA definition of a farmer as well as the relevant CRA interpretive guidance.

Pour ce faire, le projet de loi doit se conformer aux choses que nous réclamons aujourd'hui, nommément : étendre l'exemption à tous les combustibles utilisés sur la ferme; exhorter les provinces à permettre à tous les véhicules arborant une plaque d'immatriculation agricole d'utiliser un carburant exonéré de taxe; remédier à l'augmentation du coût du camionnage à laquelle les agriculteurs devront faire face si les exemptions et les rabais ne sont pas accordés; veiller à ce que les problèmes de compétitivité entre les régions ne se matérialisent pas; et incorporer par renvoi la définition d'agriculteur de l'Agence du revenu du Canada ainsi que les directives d'interprétation pertinentes connexes.

If this committee would like a recommendation beyond this bill, you should urge federal and provincial governments to assist the farming community with continued research and innovation. This includes research around carbon sequestration, renewable energy and how to reduce greenhouse gas emissions from equipment, crop inputs and livestock.

Si le comité veut une recommandation qui va au-delà de ce projet de loi, nous sommes d'avis que vous devriez exhorter les gouvernements fédéral et provinciaux à aider la communauté agricole en continuant de soutenir la recherche et l'innovation. Cela comprend la recherche sur la séquestration du carbone, les énergies renouvelables et la réduction des émissions de gaz à

effet de serre provenant de l'équipement, des intrants agricoles et du bétail.

Agriculture can play a large role in reducing carbon emissions. There is opportunity here. On P.E.I., there are 575,000 hectares in production, as well as a large hecterage of forestry land, much of which is in the hands of farmers. The PEIFA would encourage the government both federally and at home to remember that agriculture has great potential to reduce carbon.

L'agriculture peut jouer un grand rôle pour la réduction des émissions de carbone. Le moment est venu de saisir l'occasion. Sur l'Île-du-Prince-Édouard, il y a 575 000 hectares en production, de même que des terres forestières de grande superficie, terres qui appartiennent en grande partie aux agriculteurs. La Fédération de l'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard prie le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de ne pas oublier le potentiel formidable de l'agriculture en matière de réduction du carbone.

In closing, I re-emphasize to this committee that fuel is required to grow the food we enjoy in the country. We grow safe food of the highest quality that is more affordable than almost any other country in the world, with the exception of the U.S.A. To ensure the long-term food security and prosperity we currently have today, will require long-term exemptions to carbon pricing and investment in research. We need to work together on this.

En terminant, permettez-moi de souligner de nouveau le fait qu'au Canada, la nourriture que nous consommons ne saurait être produite sans combustible. Nous produisons des aliments sains et de la meilleure qualité qui soit, et nos moyens de production font en sorte que nos aliments sont plus abordables que dans presque n'importe quel autre pays du monde, à l'exception des États-Unis. Pour assurer la sécurité alimentaire et la prospérité à long terme que nous avons actuellement, il faudra des exemptions à long terme en matière de tarification du carbone ainsi que des investissements dans le domaine de la recherche. Il faudra pour ce faire que nous travaillions ensemble.

Dwayne Perry, 2nd Vice-President, Agricultural Alliance of New Brunswick: Madam Chair and honourable senators, we are pleased to have the opportunity to present today on behalf of the Agricultural Alliance of New Brunswick to share our views on how the proposed bill would impact our industry.

Dwayne Perry, 2e vice-président, Alliance agricole du Nouveau-Brunswick : Madame la présidente, honorables sénateurs, nous sommes heureux d'être ici pour vous livrer le point de vue de l'Alliance agricole du Nouveau-Brunswick au sujet de l'incidence que le projet de loi proposé aura sur notre industrie.

I am a seventh generation dairy producer in Perry Settlement, New Brunswick. Accompanying me today is Josée Albert, Chief Executive Officer of the Agricultural Alliance of New Brunswick.

J'appartiens à la septième génération d'une famille de producteurs laitiers de Perry Settlement, au Nouveau-Brunswick. Je suis accompagné aujourd'hui par Josée Albert, qui est chef de la direction générale de notre organisation.

Josée Albert, Chief Executive Officer, Agricultural Alliance of New Brunswick: We want to provide you with a few numbers to really show how agriculture is important for our province.

Josée Albert, chef de la direction générale, Alliance agricole du Nouveau-Brunswick : Nous voulons vous donner quelques chiffres afin que vous ayez une bonne idée de l'importance que l'agriculture revêt pour notre province.

The alliance represents close to 900 members in the province that are primary agricultural producers of maple syrup and Christmas tree growers or fir farmers, to give a few examples. Our mission is to promote the interest, sustainability and growth of the agricultural industry in the province.

L'alliance représente près de 900 membres à l'échelle de la province. Il s'agit au premier chef de producteurs agricoles, notamment dans le domaine de l'acériculture et de la culture d'arbres de Noël ou de sapins, pour donner quelques exemples. Notre mission est de promouvoir l'intérêt, la durabilité et la croissance de l'industrie agricole au Nouveau-Brunswick.

We are one of the most important economic drivers. We are second after the energy sector. In 2016, our farm cash receipts were $598 million, which represents an 11 per cent increase compared to 2012. We are one of the only industries in the province that is currently growing. Our food manufacturing sector contributed $714.3 million to the provincial GDP.

L'agriculture est l'un des plus importants moteurs économiques de notre province, tout de suite après le secteur de l'énergie. En 2016, nos recettes financières agricoles ont atteint 598 millions de dollars, ce qui constitue une augmentation de 11 p. 100 par rapport à 2012. Nous sommes présentement l'une des seules industries de la province à connaître une croissance. Notre secteur de la fabrication de produits alimentaires contribue au PIB provincial à hauteur de 714,3 millions de dollars.

Combined agriculture and food manufacturing exports, not including seafood, were $774.3 million in 2016, which is almost $200 million more than back in 2012.

Employment in 2016 reached 5,200, which was the highest since 2010, and food manufacturing adds another 7,800.

You are more than likely aware that our provincial government introduced a New Brunswick Climate Change Act earlier this year. We were cautiously optimistic because there are still a lot of details such as regulations that need to come along with the act.

Also, we are unsure at this time of the potential ripple effects that the federal government's backstop regulation will have on large emitters and what could potentially be passed on to our industry.

We are especially concerned at this time about the pending decision from the federal government on whether the proposed act that our provincial government wants to introduce will be sufficiently stringent to be acceptable by the federal government.

We're very thankful that our provincial government has taken our sector into consideration by continuing the existing fuel exemption for coloured fuel such as diesel and gasoline and for the tax refund program for farm-plated vehicles. However, it is important to point out that the New Brunswick Motor Vehicle Act regulations place commercial activity restrictions on farm-plated vehicles. That means many producers still have to rely on commercial plates and are unable to get that tax refund, so that a portion of the fuel used by the agricultural industry is not tax exempt.

Our province has exempted propane, natural gas and oil. It is proposing to implement a hybrid model using a carbon levy that would be collected through gasoline and diesel fuel and reprofiling those revenues to a new climate change fund.

Industrial facilities that are emitting more than 50,000 tonnes of greenhouse gases annually would be subject to federal standards, which would include approximately 10 facilities in New Brunswick. The responsibility for delivering the output-based performance standards from these emitters would fall under Environment and Climate Change Canada.

Les exportations combinées de produits agricoles et de produits alimentaires, excluant les produits de la mer, se sont chiffrées à 774,3 millions de dollars en 2016, soit près de 200 millions de dollars de plus qu'en 2012.

En 2016, le nombre d'emplois dans le secteur agricole a atteint 5 200, soit un sommet depuis 2010; s'ajoutent à cela les 7 800 emplois du secteur de la fabrication de produits alimentaires.

Vous n'êtes pas sans savoir que notre gouvernement provincial a présenté sa Loi sur les changements climatiques plus tôt cette année. Nous nous sommes réjouis de cela, mais nous restons tout de même sur nos gardes puisqu'il reste beaucoup de détails à régler, notamment en ce qui concerne la réglementation censée accompagner la loi.

De plus, nous ne sommes pas encore tout à fait arrivés à saisir l'effet d'entraînement que risque d'avoir la réglementation fédérale sur les grands émetteurs et l'ampleur des coûts qui pourraient être transférés subséquemment à notre industrie.

À l'heure actuelle, nous sommes particulièrement préoccupés par le fait que le gouvernement fédéral doit encore se prononcer à savoir si le projet de loi que notre gouvernement provincial veut présenter sera suffisamment rigoureux pour lui.

Nous sommes très heureux que notre gouvernement provincial ait tenu compte de notre secteur en maintenant l'exemption existante actuelle accordée aux carburants agricoles comme le diesel et l'essence, ainsi que le programme de remboursement de la taxe pour les véhicules agricoles immatriculés au Nouveau-Brunswick. Toutefois, il importe de souligner que le règlement accompagnant la Loi sur les véhicules à moteur du Nouveau-Brunswick impose des restrictions aux activités commerciales que peuvent effectuer les véhicules arborant des plaques agricoles. Cela signifie que de nombreux producteurs doivent encore compter sur des plaques commerciales et qu'ils ne peuvent donc pas se prévaloir de ce remboursement de taxe. Cette situation fait en sorte qu'une partie du carburant utilisé par l'industrie agricole n'échappe pas à la taxe.

Notre province a exonéré le propane, le gaz naturel et le pétrole. Elle propose de mettre en œuvre un modèle hybride reposant sur une taxe sur le carbone perçue par l'intermédiaire de l'essence et du diesel, et de verser les recettes ainsi générées dans un nouveau fonds en matière de changement climatique.

Les installations industrielles — il y en a environ 10 au Nouveau-Brunswick — qui émettent annuellement plus de 50 000 tonnes de gaz à effet de serre seraient assujetties aux normes fédérales. La responsabilité de fournir les normes de rendement fondées sur les extrants pour ces émetteurs incombera à Environnement et Changement climatique Canada.

We strongly urge you to ensure that these exemptions remain in place for all fuels under the Greenhouse Gas Pollution Pricing Act, especially in the event that the proposed measures by our provincial government are not accepted by the federal government.

At this time, as well, we are unsure how our sector will benefit from the provincial climate fund and whether it will help support initiatives such as carbon sequestration research, renewable energy, technology adaptation and research toward management practices that would continue to reduce greenhouse gas emissions.

Mr. Perry: At this time, we would like to share some key factors that could impact our sector if we are not exempt, such as transportation costs and other costs along the supply chain.

Transportation costs are one of the most significant expenses incurred by the agriculture sector. Imposing additional costs to the trucking industry will result in additional financial burdens to producers as these costs will be passed on.

The same situation will take place with agricultural input such as fertilizers. As you are aware, most producers are price-takers and are unable to recuperate these additional costs and expenses through their customers.

There are also potential impacts for the agri-food sector. The primary agriculture sector would not be where it is today if not for our food processing companies and vice versa. Additional financial burdens placed on the agri-food sector will impact the costs paid to producers for their products to enable them to remain competitive, grow their businesses and create employment. It is critical that the impact is taken into consideration during the review.

Regarding competitiveness and market demands, it is no secret that Canada is well positioned, being the fifth largest agriculture and agri-food world exporter, to meet future market demands as the world population continues to grow. However, potential additional costs to operate, such as the proposed carbon levy, will place additional barriers to remaining competitive and growing the sector.

Producers already operate with very thin margins and have to deal with multiple variable costs while trying to remain competitive and invest in their businesses. It is unclear what approach our province will take as far as implementing an offset protocol and what role our sector could play in assisting our

Nous vous prions instamment de veiller à maintenir ces exemptions pour tous les combustibles visés par la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre, surtout dans l'éventualité où le gouvernement fédéral rejetterait les mesures proposées par notre gouvernement provincial.

Pour le moment, nous ne savons pas comment notre secteur bénéficiera du fonds climatique provincial et si ce fonds aidera à soutenir des initiatives comme la recherche sur le piégeage du carbone, les énergies renouvelables, l'adaptation technologique et les pratiques de gestion susceptibles de réduire encore davantage les gaz à effet de serre.

M. Perry : Maintenant, nous aimerions vous faire part des principaux facteurs qui pourraient avoir une incidence sur notre secteur si nous ne sommes pas exemptés, comme les coûts des transports et les autres coûts qui jalonnent la chaîne d'approvisionnement.

Les coûts en matière de transport sont parmi les principaux postes de dépense du secteur agricole. L'imposition de coûts additionnels à l'industrie du camionnage et le transfert subséquent de ces coûts se traduiront par de nouvelles charges financières pour les producteurs agricoles.

La même chose se produira avec les intrants agricoles, comme les engrais. Comme vous le savez, la plupart des producteurs sont des preneurs de prix, et il leur est par conséquent impossible de récupérer ces dépenses et ces coûts additionnels auprès de leurs clients.

Il y a aussi des risques de répercussions pour le secteur de l'agroalimentaire. Le secteur agricole primaire ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui sans nos entreprises de transformation des aliments, et vice versa. Pour que le secteur de l'agroalimentaire reste concurrentiel, pour que les entreprises de ce secteur continuent de se développer et de créer des emplois, les charges financières additionnelles qui leur seront imposées devront se répercuter sur les coûts payés aux producteurs pour leurs produits. Il est donc essentiel que cet aspect soit pris en considération au moment de l'examen.

En ce qui concerne la compétitivité et la demande sur les marchés, il ne fait aucun doute que le Canada est bien positionné — il est après tout le cinquième exportateur en importance au monde de produits agricoles et agroalimentaires — pour répondre à la demande future et à la croissance attendue de la population mondiale. Toutefois, l'augmentation des coûts de fonctionnement comme celle que pourrait provoquer la taxe sur le carbone risque de freiner de manière indue la croissance du secteur et l'amélioration de sa compétitivité.

Les producteurs fonctionnent déjà avec des marges très minces et ils doivent composer avec de multiples coûts variables tout en essayant de rester concurrentiels et d'investir dans leurs entreprises. On ne sait pas quelle approche notre province adoptera quant à la mise en œuvre d'un protocole de

provincial government in reaching its greenhouse gas emissions reduction goals.

Inconsistency among provinces for implementing carbon offset protocols, allowances and exemptions will also impact our competitiveness. International competitiveness will be further compromised by having inconsistencies throughout Canada and other countries.

Ms. Albert: Before concluding with our presentation today, I would like to echo some of the comments that Mr. Mol made in his presentation with regard to the proposed definition of a farmer.

As I mentioned, some of our members are Christmas tree growers and maple syrup producers. We have greenhouse operations in New Brunswick as well. From our interpretation, we definitely see a potential problem for these types of operations being excluded from the existing definition that is proposed.

We recommend, as does Mr. Mol, that the definition currently in place with the Canada Revenue Agency be integrated to keep consistency across federal departments and to eliminate any misinterpretation.

Mr. Perry: On behalf of the Agricultural Alliance of New Brunswick, we thank you for the opportunity to speak to you today.

The Chair: Thank you to both groups for your presentations.

Before we start with questions from the other senators, I have a quick one for New Brunswick. Are there many fir farmers in your province?

Ms. Albert: I believe there are only a few compared to Nova Scotia for sure. I believe we have about three to five that would be considered commercial.

The Chair: We have a long list of people who want to ask you questions.

[*Translation*]

Senator Maltais: Welcome, ladies and gentlemen. Thank you very much for your statements.

Mr. Mol, I'd like to speak to you about the definition of a farmer. I think you raised a very important point there. To my mind, someone who works the land is a farmer, whether he produces Christmas trees or maple syrup. Even a honey producer to my mind is a farmer, just as much as the one who grows

compensation, et quel rôle notre secteur pourrait jouer pour aider le gouvernement du Nouveau-Brunswick à atteindre ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les écarts entre les provinces en ce qui concerne la mise en œuvre des protocoles de compensation du carbone, des indemnités et des exemptions auront aussi une incidence sur notre compétitivité. Notre compétitivité sur les marchés mondiaux risque d'être minée encore plus si de tels écarts existent à l'échelle du Canada et par rapport à d'autres pays.

Mme Albert : Avant de mettre fin à notre présentation d'aujourd'hui, j'aimerais faire écho à certaines observations que M. Mol a faites dans sa présentation en ce qui concerne la définition du terme « agriculteur ».

Comme je l'ai dit, certains de nos membres sont des producteurs d'arbres de Noël, d'autres sont des acériculteurs. Le Nouveau-Brunswick compte aussi des serres. Selon notre interprétation, il serait vraiment problématique d'exclure ces activités de la définition proposée.

À l'instar de M. Mol, nous recommandons que la définition qu'utilise l'Agence du revenu du Canada à l'heure actuelle soit intégrée aux termes de la loi afin d'assurer l'uniformité dans l'ensemble des ministères fédéraux et d'éliminer tout risque d'interprétation erronée.

M. Perry : Au nom de l'Alliance agricole du Nouveau-Brunswick, nous vous remercions de nous avoir donné la chance de vous parler aujourd'hui.

La présidente : Merci à nos deux groupes pour leurs exposés.

Avant de passer aux questions des autres membres du comité, j'en aurais une petite à poser aux représentants de l'Alliance agricole du Nouveau-Brunswick : y a-t-il beaucoup de gens qui font pousser des sapins dans votre province?

Mme Albert : Je crois qu'il n'y en a que quelques-uns, comparativement à la Nouvelle-Écosse, sans aucun doute. Je dirais que notre province compte entre trois et cinq exploitations pouvant être qualifiées de commerciales.

La présidente : Il y a une longue liste de sénateurs qui souhaitent vous poser des questions.

[*Français*]

Le sénateur Maltais : Bienvenue, madame et messieurs. Merci beaucoup pour vos exposés.

Monsieur Mol, j'aimerais revenir à vous et à la définition d'un agriculteur. Je pense que vous avez soulevé là un point très important. Pour moi, dans ma tête, quelqu'un qui travaille la terre, c'est un agriculteur, que ce soit un producteur d'arbres de Noël ou un acériculteur. Même un apiculteur, à mon sens, est un

carrots or potatoes. So to my way of thinking, if you live from the land you are a farmer. This has to be clear right from the outset.

I will ask all of my questions together, and this will allow my colleagues to ask more questions.

When it comes to transportation, Prince Edward Island is at a clear disadvantage because all of your products have to be sent either by boat or by truck. If they are sent by truck, you have to pay a fee to go across the bridge. Your competitiveness level is different from that of New Brunswick or Nova Scotia, as they can go directly to the American states without paying an additional fee to cross the bridge.

Obviously, if we add another gas tax to the transportation of agricultural products, you become less competitive. There is nothing you can do if the government decides not to grant an exemption for trucking farm products to other provinces or the United States. This is a financial challenge for you. I'd like to know how you view the consequences.

[*English*]

Mr. Mol: Thank you very much for the questions.

First of all, on the definition of farmers, the one subject we didn't touch on was horse racing. There has always been a discussion on whether or not somebody raising horses for racing is a farmer. Certainly those in that profession consider themselves to be farmers since they're feeding and raising animals. However, the end result may not come on your plate.

For those other examples that we've talked about, B.C. has run into somewhat the same problems. They have a lot of greenhouses. I am not familiar with the fine terms of the problem, but I was at a meeting in British Columbia at which one of their major points was that the tax on the fuel they use to heat their greenhouses would not be exempt.

I guess the CRA statute was considered to be a uniform one that's nationally applied across the country. Whether or not it's fair is the second argument. The first argument would be that we want uniformity in terms of a definition. Once you establish uniformity, then you can argue the fine points of whether a tax should be or shouldn't be applied and, if it's going to be, how you mitigate it. That ultimately is the issue.

agriculteur, autant que celui qui cultive les carottes ou les pommes de terre. Donc, dans mon esprit, si on vit de la terre, on est un agriculteur. Cela doit être clair au départ.

Je vais vous poser mes questions en même temps, et cela va permettre à mes collègues de poser plus de questions.

En matière de transport, l'Île-du-Prince-Édouard est nettement désavantagée, puisque tous vos produits doivent être expédiés soit par bateau, soit par camion. Si c'est par camion, vous devez payer un montant pour traverser le pont. Votre taux de compétitivité est différent de celui du Nouveau-Brunswick ou de la Nouvelle-Écosse, qui peuvent se rendre directement dans les États américains sans payer de frais supplémentaires pour traverser ce pont.

Il est évident que, si on vous rajoute une taxe sur l'essence dans le cadre du transport des produits agricoles, vous devenez moins compétitif. Vous n'y pouvez rien actuellement si le gouvernement décide de ne pas exempter le camionnage qui sert à transporter les produits agricoles vers d'autres provinces ou vers les États américains. Cela représente un défi financier pour vous. J'aimerais savoir comment vous envisagez les conséquences de cela.

[*Traduction*]

M. Mol : Je vous remercie beaucoup de poser ces questions.

Tout d'abord, en ce qui concerne la définition d'agriculteur, il y a un domaine dont nous n'avons pas parlé : l'industrie des courses de chevaux. Quelqu'un qui élève des chevaux de course est-il un agriculteur? Cette question a toujours fait l'objet de débats. Chose certaine, les gens de cette profession se considèrent comme des agriculteurs puisqu'ils élèvent des animaux, à la différence près que le résultat final risque de ne pas aboutir dans votre assiette.

Pour ce qui est des autres exemples dont nous avons évoqués, la Colombie-Britannique s'est heurtée à peu près aux mêmes problèmes. On trouve là-bas beaucoup de serres. Je ne connais pas trop les détails du problème, mais j'étais à une réunion en Colombie-Britannique, et un des principaux points concernait le fait que le carburant utilisé pour réchauffer les serres ne serait pas exempté de la taxe.

Je suppose que la loi de l'Agence du revenu du Canada était considérée comme une loi applicable uniformément à la grandeur du pays. Pour ce qui est de savoir si cette loi est juste ou non, c'est là le deuxième argument. Le premier argument, c'est que nous voulons une définition uniforme. Une fois cette uniformité établie, vous pouvez ensuite discuter des subtilités, comme la question de savoir s'il faut ou non appliquer une taxe et, le cas échéant, comment en atténuer les effets. Voilà l'essentiel, au bout du compte.

I get my HST back on certain things. HST wasn't harmful to me because I was able to pass it on. Whatever system comes up, whether it's an exemption or a rebate process, if industry wants to see it as an added cost and food prices go up and if it's a uniform added cost across the country, then the industry will have to price that in place.

If that argument carries forward, then farmers will make a much larger argument about wanting to get credit back for all of those things they do above and beyond normal practices to sequester carbon and to minimize the problem.

I would prefer if the taxes were exempt, as opposed to trying to account for the fact that I kept a field in hay a second year and what's that worth. That can be a larger question.

I'll let Ms. Albert talk about transportation a little more. We mentioned the bridge. We used to ship a lot of potatoes by boat out of P.E.I., but that industry has disappeared. It's all trucked now and it's mostly containerized. It goes to Halifax or directly into the States.

Most of our potatoes that go into the States are all on trucks that have to meet U.S. weight restrictions, so we know that all tri-axle and quad trucks we see on the road are not going to the States. All the tandem axle trailers that can only gross 80,000 pounds are going to the U.S., and the trucks that are going to Ontario carrying 110,000 or 120,000 pounds. The cost is prohibitive, and that's compounded by the fact that trucks going to the U.S. will be paying a tax on the fuel.

We need to make sure there's a way the tax isn't compounded when it comes back to the farmer. We may be exempt on running the truck from the field into the barn, but that doesn't exempt the cost when it's priced to our customer.

[*Translation*]

Ms. Albert: There is one point I forgot to raise in my presentation. New Brunswick farmers, on average, pay 40 per cent more to register their farm plates than they do in Ontario, Quebec, Newfoundland and Labrador, Nova Scotia and Prince Edward Island. That is another cost for New Brunswick producers. They are not on a level playing field competitively when it comes to costs. We are also penalized regarding the maximum weight of transport vehicles. The limit is higher in Quebec than in New Brunswick. It's impossible to maximize

J'obtiens un remboursement de la TVH sur certaines choses. La TVH ne m'a pas fait de tort parce que j'ai pu la transférer. Peu importe le régime en vigueur, qu'il s'agisse d'une exemption ou d'une remise, si l'industrie veut considérer la taxe comme un coût additionnel, faisant ainsi grimper le prix des denrées, et s'il s'agit d'un coût supplémentaire appliqué uniformément dans tout le pays, alors l'industrie devra instaurer une tarification en conséquence.

Si cet argumentaire est adopté, les agriculteurs feront alors valoir un argument beaucoup plus général : ils voudront obtenir un crédit pour toutes les mesures qu'ils prennent, bien au-delà des pratiques normales, afin de séquestrer le carbone et de réduire au minimum le problème.

Pour ma part, je préfère bénéficier d'une exemption de taxes, au lieu d'essayer de justifier la décision d'avoir laissé un champ en foin pour une deuxième année et d'en déterminer la valeur. Cela peut être une question plus vaste.

Je vais laisser Mme Albert parler un peu plus longuement des modes de transport. Nous avons mentionné le pont. Sachez qu'autrefois, nous avions l'habitude d'expédier beaucoup de pommes de terre par bateau à partir de l'Île-du-Prince-Édouard, mais cette industrie a disparu. Aujourd'hui, tout se fait par camion, et c'est surtout conteneurisé. Les pommes de terre sont expédiées à Halifax ou directement aux États-Unis.

La plupart de nos pommes de terre destinées aux États-Unis sont transportées à bord de camions qui remplissent les restrictions de poids américaines; ainsi, lorsque nous voyons des camions à trois essieux ou des camions à quatre roues motrices sur les routes, nous savons qu'ils ne se rendent pas aux États-Unis. Toutes les remorques à essieux tandem ayant une capacité de seulement 80 000 livres vont aux États-Unis, alors que les camions à destination de l'Ontario ont un poids de 110 000 ou 120 000 livres. Le coût est prohibitif, d'autant plus qu'il faudra payer une taxe sur le carburant dans le cas des camions qui se rendent aux États-Unis.

Nous devons nous assurer qu'il y a moyen d'éviter que la taxe n'ait un effet cumulatif sur les agriculteurs. Nous pourrions obtenir une exemption lorsque le camion est utilisé pour des trajets entre le champ et la grange, mais ce coût n'est pas exempté lorsque nous fixons le prix pour nos clients.

[*Français*]

Mme Albert : J'ai oublié de soulever un point dans ma présentation. Le Nouveau-Brunswick paie en moyenne 40 p. 100 de plus pour l'enregistrement de ses plaques agricoles comparativement à l'Ontario, au Québec, à Terre-Neuve-et-Labrador, à la Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard. C'est un autre coût pour les producteurs du Nouveau-Brunswick. Ils ne sont pas au même niveau compétitif côté prix. On est aussi pénalisé quant au poids maximum des véhicules de transport. Au Québec, la limite est plus élevée qu'au Nouveau-Brunswick. Il

income when you are transporting products to other provinces. So that's an important point that needs to be mentioned.

Senator Maltais: Why do you pay 40 per cent more for agricultural machinery as compared to other provinces? We have to give farmers a chance. We should not be penalizing them when they register their plates. The logic behind that escapes me.

Ms. Albert: Since 2012, we have worked with the provincial government in order to come to an agreement so that our costs can be made comparable to the average in the other provinces. The plates for agricultural vehicles cost $10 a year on Prince Edward Island. We understand that we aren't going to get them at that price, but we would at least like to align with the average for other provinces.

Senator Maltais: A large part of New Brunswick is close to the border with Quebec. For transportation, you are at a disadvantage regarding the weight of vehicles.

Ms. Albert: Yes.

Senator Maltais: When those who transport your products go to Quebec, the United States, and to various regions, perhaps as far as Toronto, is it possible for them to bring back other products?

Ms. Albert: Yes, as far as I know.

Senator Maltais: Fine, thank you.

[*English*]

Senator Oh: Thank you, witnesses, and welcome. I think we met before in Halifax.

Do you think this implementation is too early or too quick? I sense that farmers are getting a bit worried about additional costs and international and interprovincial competitiveness. There are a lot of costs. They are not on a level playing field.

Do you think that farmers in your province may be impacted differently? Could this put farmers in one province at a disadvantage compared to farmers in another province?

Mr. Mol: on P.E.I.'s case, it's a difficult question to answer because the province has not indicated to us what they are to do.

They were talking cap and trade. Then they were talking tax and some combination thereof. Frankly, I think the province is waiting for the federal government to impose something. Then, if it falls apart, the province will point their finger at Ottawa.

n'est pas possible de maximiser ses revenus lorsqu'on transporte des produits dans d'autres provinces. C'est donc un point important à mentionner.

Le sénateur Maltais : Pourquoi payez-vous 40 p. 100 de plus pour la machinerie agricole par rapport aux autres provinces? Il faut donner une chance aux agriculteurs. On ne doit pas les pénaliser lorsqu'ils font l'enregistrement de leurs plaques. C'est une logique qui est difficile à comprendre.

Mme Albert : Depuis 2012, nous travaillons avec le gouvernement provincial afin d'arriver à une entente afin d'être situés dans la moyenne des autres provinces. Les plaques agricoles à l'Île-du-Prince-Édouard coûtent 10 $ par année. On comprend qu'on ne serait pas en mesure de les obtenir à ce prix, mais on souhaite être au moins dans la moyenne des autres provinces.

Le sénateur Maltais : Au Nouveau-Brunswick, vous êtes en grande partie à proximité de la frontière du Québec. En matière de transport, vous êtes désavantagé par le poids des véhicules.

Mme Albert : Oui.

Le sénateur Maltais : Lorsque les transporteurs de vos produits se rendent au Québec, aux États-Unis, dans différentes régions, même jusqu'à Toronto, est-il possible pour eux de revenir avec d'autres produits?

Mme Albert : Oui, à ce que je sache.

Le sénateur Maltais : D'accord, merci.

[*Traduction*]

Le sénateur Oh : Je remercie nos témoins et je leur souhaite la bienvenue. Je crois que nous nous sommes déjà rencontrés à Halifax.

Pensez-vous que cette mise en œuvre est trop hâtive ou trop rapide? J'ai l'impression que les agriculteurs commencent à s'inquiéter un peu des coûts supplémentaires et de la compétitivité internationale et interprovinciale. Il y a beaucoup de coûts. Les agriculteurs ne se battent pas à armes égales.

Selon vous, les agriculteurs de votre province risquent-ils d'être touchés différemment? Cette taxe pourrait-elle désavantager les agriculteurs d'une province par rapport à ceux d'une autre?

M. Mol : Dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard, il est difficile de répondre à cette question parce que le gouvernement provincial ne nous a pas indiqué ce qu'il compte faire.

Ses représentants ont parlé de mettre en place un système de plafonnement et d'échange. Ensuite, ils ont parlé d'instaurer une taxe ou une combinaison des deux. Bien franchement, je crois que la province attend que le gouvernement fédéral impose

quelque chose. De cette façon, si cela ne fonctionne pas, elle pourra pointer Ottawa du doigt.

It is hard to say how it will impact. That, in particular, makes it hard for farmers to rally to a point where they are able to lobby. We don't know what they will impose on us. If we knew, it would be easier to say what the impact would be.

As far as your inference that maybe this is coming a little too quick, this has been coming for a while. It is a case that the players have to be forced to the table. No one is going to the table willingly. I suspect the most expedient results will be that we continue on the timetable we already have.

Farmers will adapt to change. We will continue to argue if there are increased costs. In my case, as close as I could figure, given a couple of scenarios, it might cost me an additional $12,000 or $15,000. I am on about a 10 per cent margin, and that represents about 25 per cent of my net margin. Clearly, more than my Florida vacation will disappear with this tax. Something will have to be reflected in how you change.

The good part is that all these things will force us to re-evaluate how we run our operations. Whether it is farming or any other industry, probably the one positive message is that we all need to do a little navel-gazing on how we are consuming the energy of the world.

Mr. Perry: To the first part of your question, I believe it is probably a bit early, both provincially and federally. The agriculture departments are doing a lot of research into what effects farmers are having on carbon in the practices that each individual farmer does.

There have been some single-point things in that practice: A releases less carbon than practice B. However, there hasn't been researched on whole-farm practices and audits as to how much we are releasing or storing. A surprising amount of science hasn't been done on that, and research needs to be done.

On your second point, there needs to be an effective way. If you are to charge us for the carbon we are releasing, we also need to be credited for the carbon we are storing. Agriculture as a whole will probably be a place where a lot of carbon will be saved as opposed to emitted.

Il est difficile de dire quelles en seront les répercussions. Cette incertitude, en particulier, fait en sorte qu'il est difficile pour les agriculteurs de se mobiliser en vue d'exercer des pressions. Nous ne savons pas ce qu'on nous imposera. Si nous le savions, il serait plus facile d'en prévoir les effets.

Vous avez laissé entendre que le tout arrive peut-être un peu trop vite, mais cette mesure est imminente depuis un certain temps déjà. Les intervenants sont forcés de s'asseoir à la table. Personne n'est là de son plein gré. Je suppose que le résultat le plus rapide serait de continuer à suivre l'échéancier dont nous disposons déjà.

Les agriculteurs s'adapteront au changement. Nous continuerons de plaider notre cause s'il y a une augmentation des coûts. Dans mon cas, d'après les prévisions les plus plausibles, selon un certain nombre d'hypothèses, cela pourrait me coûter un montant supplémentaire de 12 000 $ ou 15 000 $. J'ai une marge d'environ 10 p. 100, et ce montant représente près de 25 p. 100 de ma marge nette. De toute évidence, avec cette taxe, je ne pourrais plus prendre de vacances en Floride. Il faudra nous y adapter en conséquence.

La bonne nouvelle, c'est que toutes ces choses nous forceront à réévaluer la façon dont nous menons nos activités. Qu'il s'agisse de l'industrie agricole ou de toute autre industrie, il y a probablement un message positif à retenir : nous devons tous faire un petit travail d'introspection pour déterminer comment nous consommons les réserves d'énergie planétaires.

M. Perry : Pour répondre à la première partie de votre question, je crois que c'est probablement un peu tôt, tant à l'échelle provinciale qu'à l'échelle fédérale. Les ministères de l'Agriculture font beaucoup de recherches pour déterminer quels sont les effets des pratiques utilisées par chaque agriculteur sur les émissions de carbone.

Ce travail a mis en évidence certaines corrélations ponctuelles : par exemple, la pratique A émet moins de carbone que la pratique B. Toutefois, aucune recherche n'a été menée sur les pratiques agricoles intégrales, et il n'y a eu aucune vérification de la quantité de carbone que nous émettons ou emmagasinons. Il nous manque une quantité surprenante de données scientifiques à ce sujet, et il faut effectuer des recherches.

Quant à votre deuxième point, il faut trouver un moyen efficace de s'y prendre. Si vous comptez nous demander de payer une taxe pour le carbone que nous émettons, alors nous devrons également obtenir un crédit pour le carbone que nous stockons. L'agriculture dans son ensemble contribuera probablement à la réduction d'une grande quantité de carbone, plutôt que le contraire.

I know there are practices to say that some things I do will emit carbon, but there are a lot of areas on the farm where I am storing carbon. We have a great benefit to the rest of Canadians in storing the carbon we can, and we need to be properly credited for that.

Right now, this is simply a tax before the infrastructure and the science have been done in order for us to properly reclaim that carbon into the marketplace.

To Mr. Mol's point, it is seen as tax revenue, but to us it is not. It is a loss of income. Every time there is an income loss from a new tax or a new policy on the download of services, it affects how many producers are in Canada.

To the gentleman earlier who asked a question about inclusion of farmers, there are not many of us left. We are the 1 per cent of 1 per cent. Every time you add something like this, there are a few less. We are quite proud that we do a great job feeding Canadians at a cheap rate, but it is getting difficult to continue to do that.

Hopefully that answers your question.

Senator Mercer: It is enlightening to hear what is going on in other provinces.

You said in your presentation that inconsistency across provinces from offset protocols, allowances and exemptions will affect your competitiveness. Then you went on to say that international competitiveness would be further compromised by having inconsistencies throughout Canada.

This is a major factor, isn't it, in terms of exporting goods from Canada to our major market being the United States and to potential markets as we enter into new trade agreements?

Farmers are not the problem, but they end up being part of the solution. Why do we constantly say that you can't pass your costs along to the consumer? I am a consumer. Shouldn't I spend more for my potatoes or my blueberries?

Mr. Mol: I anticipated this question.

Senator Mercer: That is why I am here.

Mr. Mol: It was not just because of you. It is true.

Je sais que certaines pratiques agricoles émettront du carbone, mais il y a beaucoup d'endroits sur la ferme où j'emmagasine le carbone. Nous procurons un grand avantage au reste des Canadiens grâce au stockage du carbone, et nous devons recevoir le crédit qui nous est dû à cet égard.

Pour l'instant, il s'agit simplement d'une taxe qui précède la mise en place de l'infrastructure et des sciences nécessaires pour que nous puissions réclamer en bonne et due forme notre contribution aux émissions de carbone sur le marché.

Pour en revenir au point soulevé par M. Mol, cette mesure est perçue comme des recettes fiscales, mais ce ne l'est pas pour nous. C'est plutôt une perte de revenus. Chaque fois qu'il y a une perte de revenus à la suite d'une nouvelle taxe ou d'une nouvelle politique applicable à des services, cela touche de nombreux producteurs au Canada.

Relativement à la question posée tout à l'heure par un des sénateurs sur l'inclusion des agriculteurs, il faut dire que nous ne sommes plus très nombreux. Nous représentons 1 p. 100 de 1 p. 100. Chaque fois que vous ajoutez une taxe comme celle-ci, notre nombre diminue encore plus. Nous sommes très fiers de l'excellent travail que nous accomplissons pour nourrir les Canadiens à un prix modique, mais il devient de plus en plus difficile de continuer à le faire.

J'espère que cela répond à votre question.

Le sénateur Mercer : Il est révélateur d'entendre ce qui se passe dans d'autres provinces.

Vous avez dit dans votre exposé que les écarts entre les provinces en ce qui concerne les protocoles de crédits compensatoires, les allocations et les exemptions nuiront à votre compétitivité. Vous avez ensuite ajouté que votre compétitivité sur les marchés mondiaux risque d'être minée encore plus si de tels écarts existent à l'échelle du Canada.

Il s'agit d'un facteur important du point de vue de l'exportation de biens canadiens à notre principal marché, soit les États-Unis, et aux marchés éventuels à mesure que nous concluons de nouveaux accords commerciaux, n'est-ce pas?

Les agriculteurs ne constituent pas le problème, mais ils finissent par faire partie de la solution. Pourquoi disons-nous constamment que vous ne pouvez pas refiler vos coûts au consommateur? Je suis un consommateur. Ne devrais-je pas dépenser plus pour mes pommes de terre ou mes bleuets?

M. Mol : J'avais anticipé cette question.

Le sénateur Mercer : C'est pourquoi je suis ici.

M. Mol : Ce n'est pas seulement à cause de vous. C'est la vérité.

In particular, you brought up the U.S. That is a prime example of why we can't pass on our costs. If the Americans were in the same process as we were in implementing a carbon tax and their farmers were faced with comparable increases in their cost, then the answer would be yes.

We can use potatoes from P.E.I. as a prime example. As a broker, you would realize that if you are to order potatoes from Idaho and they are facing a 5 per cent increase in their costs, you will be paying more than if you were buying them from P.E.I. where they are facing a similar thing. It is a level playing field in that respect.

Our American partners are already producing food cheaper than we are. That goes to the whole issue of how their energy industry is costed out to them and so forth. The bottom line is they are our competitor. If we have an additional cost that they don't have, it pulls us out of that competitive picture internationally.

Nationally, we have to remember that we have a large consolidation in our food retail industry. The food retail industry is pretty quick to buy from the cheapest source. That cheapest source will be wherever. It could be beef from Venezuela. It doesn't really matter where it is. When I go to put some broccoli in a store, I am competing against California and Pennsylvania. I am not competing against New Brunswick.

Because of the international nature of how food moves, that would be my primary argument.

Senator Mercer: Of course, you don't have the advantage of American farmers where the most important piece of equipment on the farm is the mailbox, because that is where the subsidies come in from the government. We don't have subsidies for agriculture.

The issue of the standardization of weight restrictions on trucks is a real problem that directly affects agriculture and other commodities as well. At numerous meetings of the New England Governors and Eastern Canadian Premiers this subject continues to come up. Have you approached the premiers who attend these meetings?

I have seen them there. This subject continues to come up. They look for standardization of weight restrictions for bridges. Many of our truckers end up taking a very strange route to the market because our trucks can't go over certain American bridges.

Vous avez mentionné notamment les États-Unis. Voilà un bon exemple qui explique pourquoi nous ne pouvons pas imputer nos coûts. Si les Américains utilisaient le même processus que nous pour mettre en œuvre une taxe sur le carbone et si leurs agriculteurs faisaient face à des augmentations comparables de coûts, alors la réponse serait oui.

Prenons l'exemple des pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard. En tant qu'intermédiaire, vous vous rendriez compte que, si vous commandez des pommes de terre de l'Idaho, où l'on s'attend à une augmentation de 5 p. 100 des coûts, vous devrez débourser davantage que si vous les aviez achetées de l'Île-du-Prince-Édouard, où les agriculteurs font face à une augmentation semblable. Les règles du jeu sont donc les mêmes à cet égard.

Nos partenaires américains produisent déjà des denrées alimentaires à moindre coût qu'ici. C'est lié à la façon dont leur industrie énergétique calcule ses coûts et tout le reste. En fin de compte, ils sont nos concurrents. Si nous avons un coût supplémentaire qu'ils n'ont pas, nous serons désavantagés sur le plan de la concurrence mondiale.

À l'échelle nationale, il ne faut pas oublier que notre industrie de vente au détail d'aliments est largement consolidée. L'industrie de vente au détail d'aliments n'hésite pas à acheter des produits auprès de la source la moins chère, peu importe l'endroit. Ce pourrait être le bœuf du Venezuela. La provenance n'a vraiment aucune importance. Lorsque je vends des brocolis dans une épicerie, je fais concurrence à la Californie et à la Pennsylvanie, mais pas au Nouveau-Brunswick.

En raison de la nature internationale de la distribution des aliments, ce serait là mon principal argument.

Le sénateur Mercer : Bien entendu, vous n'avez pas l'avantage des agriculteurs américains : d'ailleurs, la plus importante pièce d'équipement sur leur ferme est la boîte à lettres, parce que le gouvernement leur envoie des subventions. Au Canada, il n'y a pas de subventions pour l'agriculture.

La normalisation des restrictions de poids des camions est un vrai problème qui touche directement l'agriculture et d'autres secteurs. Ce sujet revient sans cesse sur le tapis à l'occasion des nombreuses réunions des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada. Avez-vous fait des démarches auprès des premiers ministres qui assistent à ces réunions?

Je les ai vus là-bas. Cette question revient sans cesse. Ils cherchent à uniformiser les restrictions de poids pour les ponts. Beaucoup de camionneurs canadiens finissent par emprunter des routes mal commodes pour accéder au marché, car ils n'ont pas le droit de conduire leurs camions sur certains ponts américains.

Have you spoken to your premiers about ensuring this is again on the agenda of the annual meeting of the New England Governors and Eastern Canadian Premiers?

Ms. Albert: Yes, we have. We have also been part of the national task force on transportation. We provided comments specific to that issue. From my understanding, they have released what was their third report and are moving on to the next phase of studying the issue further.

We also brought this to the attention of our minister of agriculture on many occasions. From my understanding, it was supposed to be put on the agenda for the next Atlantic premier meeting.

An MOU was put in place more than 10 years ago, but it never really took place, at least for Quebec and the other Atlantic provinces from my understanding. It was never recognized and didn't really address the problem.

Senator Mercer: I think it was at a meeting in Bar Harbor, Maine, where that agreement was reached. I was an observer there.

You talked about expanding the exemption of the carbon tax on your vehicles and you talked about gas and oil, but you did not about exempting the tax on electricity. In many cases, electricity may be used to heat or cool part of your operation.

I am from Nova Scotia where we have the highest power rates in the country. We are very sensitive to that. Is it a problem on P.E.I. and in New Brunswick?

Ms. Albert: We do not have any exemptions. You are making a good point. We are currently looking at renewable energy on farms and other measures to try to offset those costs, but at this time there are no exemptions for electricity usage.

Mr. Mol: I have given this a touch of thought as well. As we all know, electricity comes from a number of different sources. The carbon footprint of electricity is a rather elusive one in some cases. It gets mixed in the grid and it is hard to determine exactly how much of an issue it is.

If we were asking for an exemption for electricity on farms, I would be hard pressed to turn it around and ask why there should a carbon tax on a product that does not emit carbon or have the potential to do so, unless you are dealing with coal-fired operations.

Avez-vous parlé à vos premiers ministres respectifs pour faire en sorte que cette question soit réinscrite à l'ordre du jour de la Conférence annuelle des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada?

Mme Albert : Oui, nous leur en avons parlé. Nous avons également participé au groupe de travail national sur les transports. Nous avons présenté des observations sur cette question précise. À ma connaissance, le groupe de travail a publié son troisième rapport et il s'apprête à entamer la prochaine phase pour étudier ce sujet plus en profondeur.

Nous avons également porté cette question à l'attention de notre ministre de l'Agriculture, et ce, à maintes reprises. Pour autant que je sache, c'est censé figurer à l'ordre du jour de la prochaine réunion des premiers ministres de l'Atlantique.

Un protocole d'entente a été mis en place il y a plus de 10 ans, mais il n'a jamais vraiment été appliqué, du moins pas au Québec ni dans d'autres provinces de l'Atlantique, d'après ce que je crois comprendre. Le protocole d'entente n'a jamais été reconnu et n'a pas vraiment réglé le problème.

Le sénateur Mercer : Je crois que cette entente avait été conclue lors d'une réunion tenue à Bar Harbor, dans le Maine. J'y avais participé à titre d'observateur.

Vous avez proposé que l'exemption de la taxe sur le carbone soit étendue à vos véhicules, et vous avez parlé de gaz et de pétrole, mais vous n'avez rien dit au sujet de l'exemption de la taxe sur l'électricité. Dans bien des cas, l'électricité pourrait servir à chauffer ou à refroidir vos exploitations.

Je viens de la Nouvelle-Écosse, qui compte les tarifs d'électricité les plus élevés du pays. Nous sommes très sensibles à cette question. S'agit-il d'un problème propre à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick?

Mme Albert : Nous ne bénéficions d'aucune exemption. Vous faites valoir un bon point. Nous examinons en ce moment l'énergie renouvelable sur les fermes et d'autres mesures pour essayer de compenser ces coûts, mais pour l'instant, il n'y a aucune exemption pour la consommation d'électricité.

M. Mol : J'ai réfléchi un peu à cette question, moi aussi. Comme nous le savons tous, l'électricité provient de plusieurs sources différentes. L'empreinte carbone de l'électricité est plutôt insaisissable dans certains cas. Elle se mélange à d'autres facteurs dans le réseau, et il est difficile de déterminer avec exactitude dans quelle mesure elle pose problème.

Si nous devions demander une exemption pour l'électricité utilisée dans les exploitations agricoles, je ne pourrais m'empêcher de remettre en question le bien-fondé d'une taxe sur le carbone pour un produit qui n'émet pas de carbone ou qui n'a pas le potentiel d'en émettre, à moins qu'on ait affaire à des exploitations alimentées au charbon.

To me, there is a bigger question. In the Maritimes a lot of electricity is created from water or nuclear, and there is some from coal. I think you would have to divide that question up because it is probably not fair to argue that a carbon tax should be on a product that doesn't actually produce carbon.

We are not trying to reduce the use of electricity in this scenario as opposed to trying to reduce the amount of carbon that goes out the smokestack of my tractor or the exhaust of the truck.

Senator Doyle: I don't know if you talked about the farming industries that you represent on P.E.I. and in New Brunswick.

Do a lot of them meet the 50 kilotonnes of carbon levy for it to kick in, or are you more concerned about the extra cost of the levy and how it might have an effect on the supply chain?

What percentage of the farms that you have on P.E.I. and in New Brunswick would meet the threshold of 50 kilotonnes of carbon before the levy would kick in?

Mr. Mol: The answer is fairly simple. There is not one farming operation on P.E.I. that would exceed the 50 kilotonnes. However, the processing facility at Cavendish Farms is in that direction, although they have switched to using natural gas.

That is a subject I didn't touch on much. We don't have access to natural gas on P.E.I., but they bring in 16 tractor-trailer loads of natural gas a day from New Brunswick to the plant on P.E.I. That natural gas is all hauled in by trucks burning diesel fuel.

Senator Doyle: What about New Brunswick?

Ms. Albert: In New Brunswick at this time it is the same as P.E.I. There is no food processing or farms operating at that level. McCain, as an example, doesn't fall into that category.

At this time we are more concerned about the potential impact of passing on those additional costs to the farming sector. As we progress, I would assume those targets will change, and potentially McCain and the other industries will be targeted in future years.

Selon moi, il y a une question plus importante. Dans les Maritimes, une grande partie de l'électricité est produite à partir de l'eau ou de l'énergie nucléaire, et une certaine proportion est produite à partir du charbon. Je suppose qu'il faudrait diviser cette question, car il est probablement injuste d'alléguer qu'une taxe sur le carbone devrait s'appliquer à un produit qui, en réalité, n'émet pas de carbone.

Nous n'essayons pas de réduire l'utilisation de l'électricité dans ce scénario; il s'agit plutôt d'essayer de réduire la quantité de carbone qui est libéré par la cheminée de mon tracteur ou par le tuyau d'échappement du camion.

Le sénateur Doyle : Je ne sais pas si vous avez parlé des industries agricoles que vous représentez à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick.

Y a-t-il beaucoup d'exploitations agricoles qui remplissent le critère des 50 kilotonnes de carbone pour avoir à payer la taxe sur le carbone, ou vous préoccupez-vous davantage du coût supplémentaire de cette taxe et de ses effets possibles sur la chaîne d'approvisionnement?

Quel pourcentage des exploitations agricoles à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick atteindraient-elles le seuil de 50 kilotonnes de carbone avant qu'elles soient assujetties à la taxe?

M. Mol : La réponse est assez simple. Il n'y a aucune exploitation agricole à l'Île-du-Prince-Édouard dont les émissions dépasseraient 50 kilotonnes. Toutefois, l'usine de transformation des Fermes Cavendish est en voie de l'atteindre, mais la société utilise maintenant du gaz naturel.

C'est un sujet dont je n'ai pas beaucoup parlé. Nous n'avons pas accès au gaz naturel à l'Île-du-Prince-Édouard, mais l'entreprise achemine 16 semi-remorques de gaz naturel par jour du Nouveau-Brunswick à l'usine de l'Île-du-Prince-Édouard. Le gaz naturel est transporté par des camions qui consomment du carburant diésel.

Le sénateur Doyle : Qu'en est-il du côté du Nouveau-Brunswick?

Mme Albert : C'est la même situation qui prévaut au Nouveau-Brunswick qu'à l'Île-du-Prince-Édouard. Il n'y a aucune exploitation agricole ou usine de transformation des aliments qui produit une telle quantité d'émissions. Par exemple, McCain n'atteint pas ce niveau.

Pour l'instant, nous sommes davantage préoccupés par la possibilité que le secteur agricole doive assumer ces coûts additionnels et leur incidence. Au fil des années, je présume que ces cibles évolueront et que McCain et d'autres industries seront visés dans l'avenir.

[*Translation*]

Senator Gagné: You mentioned that industrial facilities emit more than 500 kilotonnes of CO_2 equivalent. You have food processing industries. Are there enterprises that produce fertilizer in your provinces?

[*English*]

Mr. Perry: Yes, I believe there are two in New Brunswick that process fertilizers. Both are part of a larger company. They would be the regional representation of the larger companies. I have no idea what the total company does, but the two fertilizer companies in New Brunswick are relatively small.

Senator Gagné: Would they fall under that?

Mr. Perry: No.

Senator Gagné: You said they were relatively small.

Mr. Perry: Yes.

Senator Gagné: I missed that.

How about P.E.I.?

Mr. Mol: On P.E.I. we don't have any fertilizer companies that produce fertilizer. We have a couple of companies that distribute the product. That product is all brought in by ship from wherever the cheapest source is. It could be Russia.

It doesn't fall under that either.

Senator Doyle: We talked about transportation yesterday in the Senate, and you have mentioned it today. Also, I've travelled by road on P.E.I. and in New Brunswick a great deal.

Do we need a major modernization of the road system in the Atlantic area generally? Does it have any great effect on the transportation of agricultural products? Could it be a whole lot better? Do we need to put an emphasis on that in places like New Brunswick and P.E.I., where your farming activities are very high?

Mr. Mol: The first place I would start would be Quebec. Quebec has been the bottleneck to the rest of Canada for the Maritimes. It is simply because their weight standards are different. Also their weight standards come on and go off at different times than they do in each of the other provinces. Certainly Quebec made a great effort to fix some of their

[*Français*]

La sénatrice Gagné : Vous avez mentionné que les installations industrielles émettaient plus de 500 kilotonnes d'émissions équivalentes en CO_2. Vous avez des industries de transformation alimentaire. Y a-t-il des entreprises qui produisent de l'engrais dans vos provinces?

[*Traduction*]

M. Perry : Oui. Je crois qu'il y en a deux au Nouveau-Brunswick qui produisent de l'engrais. Dans les deux cas, les entreprises font partie d'entreprises plus grandes. Elles représentent leur société mère dans la région. Je n'ai aucune idée de ce que les entreprises produisent au total, mais les deux entreprises qui produisent de l'engrais au Nouveau-Brunswick sont relativement petites.

La sénatrice Gagné : Seraient-elles visées par cela?

M. Perry : Non.

La sénatrice Gagné : Vous avez dit qu'elles étaient relativement petites.

M. Perry : Oui.

La sénatrice Gagné : Je n'avais pas compris.

Qu'en est-il du côté de l'Île-du-Prince-Édouard?

M. Mol : À l'Île-du-Prince-Édouard, nous n'avons pas d'entreprises qui produisent de l'engrais, mais nous avons un petit nombre d'entreprises qui en distribuent. Tout l'engrais arrive ici par bateau, et l'engrais provient de l'endroit où c'est le moins cher. Cela pourrait provenir de la Russie.

Ces entreprises ne seraient pas non plus visées par cette politique.

Le sénateur Doyle : Nous avons parlé du transport hier au Sénat, et vous en avez parlé aujourd'hui. J'ai aussi beaucoup circulé sur les routes de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick.

De manière générale, avons-nous besoin d'améliorer considérablement le réseau routier dans l'Atlantique? Cela a-t-il une grande incidence sur le transport des produits agricoles? La situation pourrait-elle être considérablement mieux? Devons-nous mettre l'accent sur cet aspect dans des provinces comme le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard où il y a beaucoup d'activités agricoles?

M. Mol : Le premier endroit où je le ferais, ce serait au Québec. Pour les Maritimes, le Québec est un goulot d'étranglement pour avoir accès au reste du Canada. C'est tout simplement parce que les normes de charges y sont différentes. Qui plus est, les normes de charges au Québec varient selon la période comparativement à ce qui prévaut dans les autres

bridges. We all know it was more than time because some have actually failed.

Do we start by upgrading the roads there? I don't know, not being an expert in that at all, but are their roads as good as ours or are they more sensitive about trying to put less weight on them? The Americans have clearly set a standard to limit the number of heavy loads on their highways.

The transportation issue is a big issue. How do you come up with a universal standard when you have steel being hauled out of Hamilton and grain on gravel roads, as well as B-trains and now C-trains from Saskatchewan to railheads?

As the railway has disappeared, it has put more pressure on trucking. The trucking industry has been capable of building bigger, heavier and faster trucks, but I am not sure society has moved along with accepting that. That is probably a question on which we will have to come to some common understanding, especially as our Canadian and American economies are so intertwined.

Senator R. Black: Both of you in different ways talked about pitting primary producer against primary producer.

What recommendations could we put forward in our report to alleviate pitting farmer against farmer, whether it be in a region or across the country?

Mr. Perry: I think it would be standardization to level the playing field. Whatever the playing field will be, all of us should be allowed to compete in the same way. Whether they are exemptions and you go down that road, or they are offsets and you go down that road, we are willing to work with whatever program is chosen. We may have individual preferences, but we will work within whatever framework. We just want it to be fair for all of us.

It doesn't matter if the carbon is emitted in B.C., New Brunswick or on Prince Edward Island, it affects climate change. We see on the farm every day practices that used to be done that can't be done any more. That is changing.

Standardization is the easiest way so that we all know what the playing field is. Right now, some producers in different provinces are able to take advantage of offsets. In New Brunswick, I don't believe we are. There will be 10 different

provinces. Le Québec a certainement travaillé d'arrache-pied pour réparer certains de ses ponts. Nous savons qu'il était plus que temps, parce que certains ont cédé.

Devrions-nous commencer par améliorer les routes dans cette province? Je ne le sais pas; je ne suis pas spécialiste en la matière. Les routes au Québec sont-elles en aussi bon état que dans nos provinces? Les autorités québécoises sont-elles plus prudentes, parce qu'elles essaient de diminuer les charges sur les routes? Les Américains ont clairement établi une norme pour limiter le nombre de chargements lourds sur leurs autoroutes.

La question du transport est un grand enjeu. Comment pouvons-nous établir une norme universelle lorsque nous transportons de l'acier produit à Hamilton, que nous transportons des grains sur des routes de gravier et que des trains doubles de type B et C vont de la Saskatchewan jusqu'aux terminaux ferroviaires?

À mesure que le transport ferroviaire a disparu, une pression accrue s'est exercée sur le transport par camion. L'industrie du transport routier a réussi à fabriquer des camions plus gros, plus lourds et plus rapides, mais je ne suis pas certain que l'acceptation sociale a évolué au même rythme. C'est probablement une question au sujet de laquelle nous devrons arriver à un accord commun, d'autant plus que nos économies canadienne et américaine sont très étroitement liées.

Le sénateur R. Black : Vous avez tous dit de manière différente que nous opposons les producteurs primaires les uns aux autres.

Quelles recommandations pourrions-nous formuler dans notre rapport pour éviter d'opposer les agriculteurs les uns aux autres dans une même région ou dans l'ensemble du pays?

M. Perry : Je crois que cela passe par la normalisation pour uniformiser les règles du jeu. Indépendamment de ce que seront ces règles, nous devrions tous pouvoir nous faire concurrence de la même manière. Que nous décidions d'établir des exemptions ou d'offrir des compensations, nous sommes disposés à collaborer, peu importe le programme choisi. Nous avons peut-être des préférences personnelles, mais nous respecterons le cadre choisi. Nous tenons seulement à ce qu'il soit équitable pour tous.

Que les émissions de carbone proviennent de la Colombie-Britannique, du Nouveau-Brunswick ou de l'Île-du-Prince-Édouard, cela accentue les changements climatiques. Nous le voyons chaque jour sur les exploitations agricoles; les agriculteurs ne peuvent plus avoir recours à des pratiques qui étaient utilisées par le passé. La situation change.

La normalisation est la manière la plus facile de nous assurer que tout le monde est au courant des règles du jeu. Actuellement, certains producteurs dans d'autres provinces peuvent profiter de compensations. Je ne crois pas que ce soit le cas au Nouveau-

climate change models across Canada, and that is not all that acceptable.

Brunswick. Il y aura 10 modèles différents pour lutter contre les changements climatiques au Canada, et ce n'est pas du tout acceptable.

Mr. Mol: To give you a small example closer to home example. On P.E.I., just like in New Brunswick, the potato industry is a large part of fuel consumption. On P.E.I., our potato trucks all use clear tax diesel from field to the farm. Some of those trucks might only see 50 or 100 miles a year on the highway. The older ones probably don't see any. If you put a licence plate on it, the fuel has to be clear.

M. Mol : Voici un petit exemple plus près de nous. À l'Île-du-Prince-Édouard, tout comme au Nouveau-Brunswick, l'industrie de la pomme de terre représente une part considérable de la consommation de carburant. À l'Île-du-Prince-Édouard, les camions qui transportent les pommes de terre du champ à la ferme utilisent du carburant diésel incolore taxable. Certains de ces camions roulent peut-être seulement de 50 à 100 miles par année sur l'autoroute. Les camions plus anciens ne roulent probablement pas sur l'autoroute. Si vous posez une plaque d'immatriculation sur le véhicule, le carburant doit être incolore.

New Brunswick has a program where they allow farm-plated vehicles like a potato truck, for example, to get a rebate. You still have to burn clear fuel in it, but you keep a log of kilometres use for that truck and, as I understand it, at the end of the year you can submit for a rebate. Right there, that is one small item. A lot of potatoes farms have 8, 10 or 12 of these trucks. That adds up.

Le Nouveau-Brunswick a un programme qui permet aux véhicules agricoles immatriculés comme les camions de pommes de terre, par exemple, d'obtenir un rabais. Vous devez tout de même utiliser du carburant incolore, mais vous tenez un registre des kilomètres parcourus par le camion et vous pouvez présenter une demande à la fin de l'année pour obtenir un rabais, selon ce que j'en comprends. C'est un petit élément, mais beaucoup d'exploitations de pommes de terre ont 8, 10 ou 12 de ces camions. Cela s'additionne.

Standardization, as Mr. Perry said, is a good idea. You can complain about the ethics of a particular tax or whatever, but if everyone is getting hit with the same level of tax, the hurt is spread equally and, therefore, you deal with it.

Comme M. Perry l'a souligné, la normalisation est une bonne idée. Nous pouvons, par exemple, nous plaindre de l'éthique d'une certaine taxe, mais, si tout le monde doit composer avec une même taxe, l'incidence se fait sentir équitablement, et vous devez par conséquent vous y faire.

Senator Oh: Regarding competitiveness, you all mentioned you were worried because the U.S. is not going ahead with a carbon tax or anything, but you will add it on.

Le sénateur Oh : En ce qui a trait à la compétitivité, vous avez tous mentionné être inquiets, parce que les États-Unis n'envisagent pas d'imposer une taxe sur le carbone ou autre chose, alors qu'il y en aura une ici.

Are the majority of your agriculture products shipped to the U.S.? Is that your main export?

Est-ce que la majorité de vos produits agricoles sont exportés aux États-Unis? Est-ce votre principale exportation?

Mr. Mol: I can't speak for the New Brunswick potato sector, but I believe it is the same. About 50 per cent of our potato production on P.E.I. goes into chip stock. That 50 per cent is processed. Of that, most of it is shipped to the States by truck.

M. Mol : Je ne peux pas parler au nom de l'industrie de la pomme de terre du Nouveau-Brunswick, mais je crois que c'est la même chose. Environ 50 p. 100 des pommes de terre produites à l'Île-du-Prince-Édouard servent à la fabrication de croustilles. La moitié de la production est transformée, et la majorité de cette production est exportée aux États-Unis par camion.

The balance, which would be either seed or fresh product, is shipped to a combination of either Ontario and the U.S. as far down as Florida. That level would probably be about 50 per cent. I suspect about 75 per cent of our potato industry goes across the border, either as raw potatoes or as frozen french fries.

Le reste des pommes de terre, soit des semences ou des produits frais, est expédié en Ontario et aux États-Unis, jusqu'en Floride. Cela représente probablement environ 50 p. 100 de nos pommes de terre. Je présume qu'environ 75 p. 100 de nos pommes de terre sont exportés aux États-Unis sous la forme de pommes de terre crues ou de frites surgelées.

In our beef sectors, it would be not so much. In our grain sector, it would also be not so much. I am thinking that the potato industry is the one that really consumes the fuel. Overall,

Dans notre secteur du bœuf, ce ne serait pas vraiment le cas. Dans notre secteur des grains, ce ne serait pas vraiment le cas. Je crois que l'industrie de la pomme de terre est celle qui consomme vraiment du carburant. Dans l'ensemble, environ les

about three-quarters of the potato industry would be affected by it in a smaller number.

I have to put in a plug for the dairy industry. As we allow more U.S. imports into Canada in terms of powdered milk, cheese byproducts and proteins, all of these will come in on trucks that aren't paying a carbon tax, and that is further competition.

On PEI. we have an ADL processing plant. They are paying carbon tax on the cheeses and on all the products that they ship, and they do ship into the U.S. as well.

The fairness of the tax on farmers is one thing, but somehow we need to look at what is the impact of the tax on the end product, and that has to include the processing sector of farm products.

Mr. Perry: The last statement I would like to leave you with is that we have been farming on the same plot of land since before Canada was a country. At the same time as our land was deeded out, there was land given to the Elder, Grigg, Cosman and Fraisy families. They are no longer there, and we are now farming parts of the ground that was deeded out.

Every time a tax like this or a service is downloaded, it adds costs that we are not able to pass on to consumers effectively. That affects the bottom line of everyone in the farming business, and there is one less of us.

Even though I am incredibly busy at home, I came here today because last year I had a visit from a guy from Pennsylvania and his last name was Elder. He wanted to see where his great-grandparents used to farm, and that happened to be right where my new house is.

I am hoping that my trip here today helps alleviate some of the taxes we have passed on to me, my grandkids and future generations, so they don't have to visit where I used to farm.

Whenever you are passing laws, whether it be this one or others, keep in mind this is a livelihood that we don't do for money. We do it because we love to do it. That is the only reason we get up every day and do what we do. We like doing it. We like to feed our families. We like the autonomy of being a farmer. Any help you can give us, whether it be rebates or whatever, it would be greatly appreciated.

The Chair: We are running out of time. We have one more panel and then another committee takes over the room.

trois quarts de la production de l'industrie de la pomme de terre seraient touchés par cette politique à petite échelle.

Je dois mentionner au passage l'industrie laitière. Comme plus de produits américains peuvent être importés au Canada, nommément le lait en poudre, les sous-produits laitiers et les protéines laitières, tous ces produits seront importés au Canada par camion sans qu'aucune taxe sur le carbone soit prélevée; cela représente une concurrence accrue.

À l'Île-du-Prince-Édouard, nous avons une usine de transformation d'ADL. L'entreprise paie une taxe sur le carbone sur les fromages et tous les autres produits qu'elle transporte et elle exporte aussi des produits aux États-Unis.

L'équité de la taxe pour les agriculteurs est une chose, mais nous devons aussi réfléchir à l'incidence de la taxe sur les produits finis, et cela doit inclure le secteur de la transformation des produits agricoles.

M. Perry : Le dernier commentaire que j'aimerais faire, c'est que nous cultivons les mêmes terres agricoles bien avant la Confédération. À la même époque où notre territoire a été cédé, des terres ont été remises aux familles Elder, Grigg, Cosman et Fraisy. Ces familles ne sont plus là, et nous cultivons maintenant une partie des terres qui ont été cédées.

Chaque fois qu'une telle taxe ou un service est imposé, cela ajoute des coûts que nous avons de la difficulté à faire répercuter de manière efficace sur les prix à la consommation. Cela nuit aux résultats financiers de tous les membres du milieu agricole, et il y en a un de moins.

Même si je suis extrêmement occupé à la maison, je suis ici aujourd'hui, parce que j'ai reçu la visite l'an dernier d'un certain M. Elder de la Pennsylvanie. Il voulait voir l'endroit où ses arrière-grands-parents ont déjà cultivé la terre, et c'était précisément là où se trouve ma nouvelle maison.

J'espère que ma présence ici aujourd'hui contribuera à atténuer certaines taxes qui m'ont été imposées ou que nous imposerons à mes petits-enfants et aux générations futures pour qu'ils n'aient pas à visiter l'endroit où j'ai déjà cultivé la terre.

Lorsque vous adoptez des lois, que ce soit celle-ci ou une autre, veuillez garder à l'esprit que c'est un gagne-pain que nous ne faisons pas pour l'argent. Nous le faisons, parce que nous aimons le faire. C'est l'unique raison pour laquelle nous nous levons chaque jour et que nous faisons ce que nous faisons. Nous aimons cela. Nous aimons nourrir nos familles. Nous aimons l'autonomie que nous procure l'agriculture. Nous vous serons grandement reconnaissants de toute aide que vous nous donnerez, que cela prenne la forme de rabais ou autre.

La présidente : Le temps file. Nous avons un autre groupe de témoins à entendre, puis un autre comité aura besoin de la pièce.

We have two people left, so I will ask you to ask one question each.

[*Translation*]

Senator Dagenais: Thank you to our witnesses. My question is addressed to the three witnesses. Like several other witnesses we have heard, the carbon tax plunges you into the unknown, because the federal government may have put the cart before the horse by proposing the implementation of this tax. However, it is unable to tell you what it will do with the proceeds, nor what type of compensation you will receive. I dare hope that the Minister of Agriculture of Prince Edward Island met with you to explain this tax. I see you smiling, Mr. Mol. You explained things very well. In the potato sector, when you export, you are less competitive. I'd like to hear your thoughts on this.

And since we don't have much time, I'd like to hear you, Mr. Perry, about the fisheries sector, because there is a related processing industry that will also be affected by the carbon tax.

Mr. Mol, did your provincial Minister of Agriculture take the time to consult you?

[*English*]

Mr. Mol: The short answer is no.

[*Translation*]

Senator Dagenais: You can give a brief answer to say that no, you were not consulted. That would be quite explicit.

[*English*]

Mr. Mol: No, I was never consulted on the specifics of a carbon tax. We were consulted in terms of the meeting in St. John's, Newfoundland,last July when the carbon was part of it. However, at the initial stages, there was a lot of smoke and mirrors around carbon credits.

I think carbon credits deflected the conversation on a carbon tax. I've heard nothing about carbon credits in the past year, and only about a carbon tax.

[*Translation*]

Senator Dagenais: What you are saying is that it's easier to collect the money than it is to return it?

Mr. Mol: Exactly.

Nous avons encore deux intervenants. Je vous demande donc de vous limiter à une question chacun.

[*Français*]

Le sénateur Dagenais : Merci à nos témoins. Ma question s'adresse aux trois témoins. Comme bien d'autres témoins que nous avons entendus, la taxe sur le carbone vous plonge dans le néant, parce que le gouvernement fédéral a peut-être « mis la charrue avant les bœufs » en proposant la mise en œuvre d'une taxe. Cependant, il n'est pas en mesure de vous dire ce qu'il fera de cette taxe ni quel type de compensation vous recevrez. J'ose espérer que le ministre de l'Agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard vous a consultés pour vous expliquer cette taxe. Je vous vois sourire, monsieur Mol. Vous l'avez très bien expliqué. Dans le secteur de la pomme de terre, lorsque vous l'exportez, vous êtes moins compétitif. J'aimerais vous entendre à ce sujet.

Et puisque nous n'avons pas beaucoup de temps, j'aimerais vous entendre, monsieur Perry, au sujet du secteur des pêches, parce qu'il y a une industrie de transformation qui y est rattachée et qui sera touchée par la taxe sur le carbone.

Monsieur Mol, est-ce que votre ministre provincial de l'Agriculture a pris le temps de vous consulter?

[*Traduction*]

M. Mol : La réponse courte est non.

[*Français*]

Le sénateur Dagenais : Vous pouvez donner une courte réponse pour dire que non, vous n'avez pas été consulté. Ce serait très explicite.

[*Traduction*]

M. Mol : Non. Je n'ai jamais été consulté sur les modalités d'une taxe sur le carbone. Nous avons été consultés en juillet dernier lors d'une rencontre à St. John's, à Terre-Neuve, à l'époque où les crédits de carbone faisaient encore partie du décor. Toutefois, au début, il y avait beaucoup de poudre aux yeux en ce qui concerne les crédits de carbone.

Je crois que les crédits de carbone ont servi de diversion pour que les discussions portent sur cet aspect plutôt qu'une taxe sur le carbone. Je n'ai rien entendu au sujet des crédits de carbone au cours de la dernière année. J'ai seulement entendu parler d'une taxe sur le carbone.

[*Français*]

Le sénateur Dagenais : Ce que vous dites, c'est qu'il est plus facile de collecter l'argent que de la retourner?

M. Mol : Certainement.

Ms. Albert: Well, I certainly can't speak for the fisheries sector, because we don't represent that sector in New Brunswick. However, that sector is very important for the province, and the majority of the products are harvested in the province and exported. So several of the points we discussed today will be similar in their impact on fisheries.

Senator Dagenais: Mr. Perry, I understood your message clearly. You came here to give it to us and it will appear in our report for the purpose of helping farmers. The point is not only to impose taxes, but we must also encourage production and exports. The message has been very well understood.

If you had a recommendation for us and if we could put it in our report, what would it be?

[*English*]

Mr. Perry: I would also agree, yes. Thank you for that point.

The Chair: I have one quick question for each of you.

What would you like to see the money collected from the carbon tax or carbon levy put to? In each of your provinces, what would you want your provincial government to do with that money, starting with Prince Edward Island?

Mr. Mol: I was hoping you would ask New Brunswick so I could think about it for a minute.

Whatever the amount might be, it could go into a process of funding an enhanced ALUS program or a program that allows farmers to buy into new technology which reduces carbon and allows us to have more efficient equipment.

I'd love to have solar panels on the roof of my barn so I could cut back on the use of my fossil fuels. I look with envy at my Ontario neighbours in the Niagara Valley region where every barn there is covered with solar panels.

The Chair: What most important thing in New Brunswick would you like to see that money go to?

Mr. Perry: Ultimately, invest it back into agriculture. If agriculture is paying for its fair share, the same as every other industry, invest it back into agriculture.

Mme Albert : Il est sûr que je ne peux pas parler pour le secteur des pêches, car nous ne représentons pas ce secteur du Nouveau-Brunswick. Par contre, ce secteur est tout de même très important pour la province, et la majorité des récoltes sont produites dans la province et exportées. Alors, plusieurs des points dont nous avons traité aujourd'hui sont semblables aux répercussions que connaîtra le secteur des pêches.

Le sénateur Dagenais : Monsieur Perry, j'ai bien compris votre message. Vous êtes venu ici pour nous le transmettre, et il apparaîtra dans notre rapport dans la perspective d'aider les agriculteurs. Il ne s'agit pas simplement d'imposer des taxes, mais aussi de favoriser la production et l'exportation. Le message a été très bien compris.

Si vous aviez une recommandation à nous proposer et que nous pourrions inscrire dans notre rapport, quelle serait-elle?

[*Traduction*]

M. Perry : Je suis aussi d'accord. Oui. Merci de ce commentaire.

La présidente : J'ai une brève question pour chacun d'entre vous.

Où aimeriez-vous que soit investi l'argent provenant de la taxe ou de la redevance sur le carbone? Dans votre province respective, qu'est-ce que vous aimeriez que votre gouvernement provincial fasse avec cet argent? Commençons par l'Île-du-Prince-Édouard.

M. Mol : J'espérais que vous posiez la question aux gens du Nouveau-Brunswick en premier pour me donner une minute pour y penser.

Indépendamment du montant, cela pourrait servir à financer un programme amélioré de services de diversification des modes d'occupation des sols ou un programme qui permet aux agriculteurs de se procurer une nouvelle technologie qui réduit les émissions de carbone et qui nous permet d'avoir de l'équipement plus efficient.

J'aimerais avoir des panneaux solaires sur le toit de mon étable pour ainsi réduire ma consommation de combustibles fossiles. J'envie mes voisins ontariens de la vallée du Niagara où des panneaux solaires recouvrent chaque étable.

La présidente : Quel est l'élément le plus important dans lequel vous aimeriez que le gouvernement du Nouveau-Brunswick investisse l'argent?

M. Perry : J'aimerais au fond que l'argent soit réinvesti dans l'agriculture. Si le milieu agricole paie sa juste part, à l'instar des autres industries, réinvestissons cet argent dans l'agriculture.

I suspect we will be an area where we are emitting less than we are storing, so help us do that. Climate change is a real problem. Allow us to be one of the industries that helps Canada meet its targets, but just imposing a tax on us isn't going to do that.

We're ready, willing and able to help, but we don't need to be taxed. We need to be funded in order to help. Take the funding that is collected and put it back into agriculture to help.

The Chair: I'd like to thank our presenters today. It has been a very interesting discussion. I hate to cut us off at this point, but we have reached the time limit.

Our next panel is partially in place. With us today, we have from the Canadian Horticultural Council, Julie Paillat, National Coordinator, Greenhouse Vegetable Industry, and Mark Wales, Energy, Environment and Climate Change Working Group Member and Field Vegetable Grower. The third person who is on his way is Jan VanderHout, Board Member and Greenhouse Vegetable Grower.

Let's start with Mr. Wales. The floor is yours.

Mark Wales, Energy, Environment and Climate Change Working Group Member and Field Vegetable Grower, Canadian Horticultural Council: Thank you for the opportunity to appear before you today to discuss the Canadian Horticultural Council's position on carbon pricing as it relates to Part 5 of Bill C-74.

I am a vegetable farmer from the Port Bruce area of southern Ontario. This will be my forty-second year of putting a crop in the ground, and I've been a vegetable grower for 32 years of those. My main crops are hot peppers and garlic.

I've seen lots of weather extremes and events over 42 years. Again this morning I was soaked walking over here. Mother Nature is reminding us that she always has the last word.

By way of introduction, the Canadian Horticultural Council is an Ottawa-based, volunteer, not-for-profit national organization that represents over 14,000 fruit and vegetable growers across Canada involved in the production of over 120 different types of crops and growing; $5.25 billion in farm cash receipts, which is the foundation of an estimated produce value chain of $13.9 billion of real GDP; and over 181,600 Canadian jobs.

Je présume que notre secteur émettra moins de carbone que nous en stockons. Donc, vous pouvez nous aider en ce sens. Les changements climatiques sont un problème bien réel. Donnez-nous les moyens d'être l'une des industries qui aideront le Canada à atteindre ses objectifs, mais l'imposition seule d'une taxe n'aura pas cet effet.

Nous sommes prêts à vous aider et nous sommes en mesure de le faire, mais nous n'avons pas besoin de payer une taxe. Nous avons besoin de financement pour vous aider. Prenez l'argent qui est recueilli et réinvestissez-le dans le secteur agricole pour nous aider.

La présidente : Je remercie nos témoins d'aujourd'hui. Nous avons eu des discussions très intéressantes. Je suis désolée de devoir interrompre ainsi nos discussions, mais le temps est écoulé.

Notre prochain groupe de témoins est déjà partiellement installé. Nous accueillons aujourd'hui au comité des représentants du Conseil canadien de l'horticulture : Julie Paillat, coordonnatrice nationale pour l'industrie de la culture maraîchère en serre, et Mark Wales, membre du Groupe de travail sur l'énergie, l'environnement et les changements climatiques et producteur de légumes de plein champ. La troisième personne qui est en chemin est Jan VanderHout, qui est membre du conseil et producteur de légumes de serre.

Nous entendrons en premier M. Wales. Vous avez la parole.

Mark Wales, membre du Groupe de travail sur l'énergie, l'environnement et les changements climatiques et producteur de légumes de plein champ, Conseil canadien de l'horticulture : Merci de nous donner l'occasion de témoigner devant le comité aujourd'hui pour discuter de la position du Conseil canadien de l'horticulture sur la tarification du carbone qui se trouve à la partie 5 du projet de loi C-74.

Je suis producteur de légumes dans la région de Port Bruce dans le Sud de l'Ontario. Ce sera ma 42^e^ année où j'ensemencerai des champs, et je cultive des légumes depuis 32 ans. Mes principales cultures sont les piments forts et l'ail.

J'ai vécu de nombreux événements météorologiques extrêmes en 42 ans. Encore ce matin, je me suis retrouvé détrempé en me rendant à pied à la réunion. Dame Nature nous rappelle qu'elle a toujours le dernier mot.

En guise d'introduction, le Conseil canadien de l'horticulture est basé à Ottawa. Il s'agit d'une association nationale à adhésion volontaire et sans but lucratif qui représente plus de 14 000 producteurs de fruits et de légumes de partout au Canada qui travaillent à la production de plus de 120 différents types de cultures, et ce nombre augmente. Les recettes des exploitations agricoles s'élèvent à 5,25 milliards de dollars, et c'est le pilier d'une chaîne de valeur de fruits et de légumes frais qui est

I'll turn it to Ms. Paillat now to talk about the greenhouse sector.

Julie Paillat, National Coordinator, Greenhouse Vegetable Industry, Canadian Horticultural Council: In the greenhouse sector, growers contribute over $1.3 billion annually in farm cash receipts to the Canadian economy and export over $862 million, which has grown in 2017 to over $900 million. For greenhouse vegetable growers in particular, steep increased costs and extensive regulations have the potential to disrupt the sector's growth and competitiveness.

From the introduction on the Pan-Canadian Framework on Clean Growth and Climate Change, CHC and its members have engaged with the federal government to ensure the impacts of carbon pricing on horticulture are well understood. We have responded at every opportunity, and our consistent message has been a national exemption from its national carbon pricing policy to cover all fuel used for agricultural activities, including greenhouses, thereby minimizing interprovincial competitiveness impacts.

Critical to Bill C-74, CHC asks the government to amend the definitions relating to farming to encompass all primary agricultural activities, which we will expand upon in a moment.

The chair of the CHC Greenhouse Vegetable Committee and Vegetable Working Group, Linda Delli Santi from B.C., was a witness on this subject in 2017. She has spoken not only to competitiveness issues but also to her personal experience with carbon pricing as a grower and to its impact on her decision to call it quits after nearly 30 years.

Canada's greenhouse vegetable growers rely on natural gas for heat and as a consistent, cost-effective, sustainable and on-site source of carbon dioxide. Greenhouse facilities capture food grade CO_2 as a combustion byproduct and then direct it in measured amounts to the growing crop, where it is essential to maintain productive capacity. Because greenhouse vegetable growers deliberately create CO_2 for their crop fertilization, the carbon captured and assimilated by greenhouse crops needs to be recognized.

évaluée à 13,9 milliards de dollars en PIB réel et qui procure plus de 181 600 emplois au Canada.

Je vais maintenant laisser la parole à Mme Paillat qui vous parlera du secteur de la culture en serre.

Julie Paillat, coordonnatrice nationale, Industrie de la culture maraîchère en serre, Conseil canadien de l'horticulture : Dans le secteur de la culture en serre, les producteurs contribuent à l'économie canadienne et ils enregistrent chaque année des recettes de plus de 1,3 milliard de dollars, et la valeur de leurs exportations se chiffre à plus de 862 millions de dollars. Par ailleurs, les exportations ont atteint en 2017 plus de 900 millions de dollars. En ce qui concerne en particulier les producteurs maraîchers en serre, une forte augmentation des coûts et de nombreuses mesures réglementaires peuvent nuire à la croissance et à la compétitivité du secteur.

Depuis la présentation du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, le Conseil canadien de l'horticulture et ses membres ont collaboré avec le gouvernement fédéral pour s'assurer que les effets de la tarification du carbone sur l'horticulture sont bien compris. Nous nous sommes exprimés chaque fois que nous en avons eu l'occasion, et notre message a toujours été d'accorder une exemption nationale concernant la politique nationale de tarification du carbone afin de couvrir tout le carburant utilisé pour des activités agricoles, y compris les serres, pour ainsi réduire au minimum les effets sur la compétitivité interprovinciale.

Le Conseil canadien de l'horticulture a critiqué le projet de loi C-74 et il a demandé au gouvernement d'amender les définitions concernant l'agriculture pour englober toutes les activités agricoles primaires, et nous y reviendrons dans un instant.

La présidente du Comité de la culture maraîchère en serre et du Groupe de travail de la culture maraîchère du Conseil canadien de l'horticulture, Linda Delli Santi, de la Colombie-Britannique, a témoigné à ce sujet en 2017. Elle a parlé non seulement des problèmes liés à la compétitivité, mais aussi de son expérience personnelle avec la tarification du carbone à titre de productrice et de son incidence sur sa décision de tout abandonner après un peu moins de 30 ans.

Les producteurs maraîchers en serre du Canada utilisent le gaz naturel pour le chauffage et comme source de dioxyde de carbone qui est constante, rentable et durable et qui se trouve sur place. Les serres captent du CO_2 de qualité alimentaire qui est un sous-produit de la combustion, et les producteurs en acheminent un volume précis à la culture, où il est essentiel de maintenir une capacité de production. Étant donné que les producteurs maraîchers en serre créent de manière délibérée du CO_2 pour la fertilisation de leurs cultures, il faut reconnaître le carbone qui est capté et assimilé par les cultures en serre.

In B.C., it took five years for the government to grant a permanent grant program to commercial greenhouse growers with specific eligibility criteria to offset 80 per cent of the carbon tax costs, which are paid on natural gas and propane used for heating and CO_2 production. This delay and uncertainty contributed to slowed sector growth and loss of investment.

Despite the many challenges, B.C. greenhouse growers have felt relief from the rebate program, and Alberta has since put in a model to help their producers as well.

Ontario has Canada's largest greenhouse sector as measured by the number of farms, the acreage, farm-gate value and export value. The total additional estimated cost from a carbon tax that the Ontario greenhouse vegetable sector was expected to bear was $10 million in 2017.

Greenhouse Growers Ontario estimated that the $18 per tonne carbon price under the provincial cap and trade system is currently increasing costs by an average of $6,200 per acre. Of course, this depends upon energy efficiency and cropping cycles, but it is set to increase to $17,000 per acre by 2022, if the carbon price reaches its federally targeted mark of $50 per tonne.

Many greenhouses, including Jan VanderHout's, who will be joining us as soon as he can, are multi-generational farms. They're family owned and operated. They heat their greenhouses using natural gas or a combination of biomass and natural gas, with the natural gas exhaust being blown into the greenhouse to enrich the CO_2 levels.

Many greenhouse growers are continually adapting and implementing new energy efficiencies such as energy curtains, upgrades to insulation on walls and insulation of third layers of poly roof cover, even before government funding becomes available.

With all the challenges our industry faces, from labour shortages to the loss of crop protection tools and a multitude of tax challenges on our businesses, the carbon tax creates additional layers of competitiveness disadvantages among growers within a single province, across Canada and on the international stage. To minimize this disadvantage, we urge the federal government to create a relief mechanism for growers that has national coverage.

En Colombie-Britannique, il a fallu cinq ans au gouvernement pour offrir un programme permanent de subventions pour les serriculteurs commerciaux, et ce programme prévoit des critères d'admissibilité précis pour recevoir 80 p. 100 de la taxe sur le carbone que les producteurs paient lorsqu'ils achètent le gaz naturel et le propane qu'ils utilisent pour le chauffage et la production de CO_2. Ce retard et cette incertitude ont ralenti la croissance du secteur et ils ont mené à des pertes d'investissements.

Malgré les nombreux défis, les serriculteurs de la Colombie-Britannique se sont sentis soulagés d'avoir le programme de rabais, et l'Alberta a depuis adopté un modèle en vue d'aider aussi ses producteurs.

C'est en Ontario que se trouve le plus important secteur de la culture en serre au Canada en fonction du nombre d'exploitations, du nombre d'acres, de la valeur à la ferme et de la valeur des exportations. Selon les prévisions pour 2017, une taxe sur le carbone entraînerait des coûts supplémentaires d'environ 10 millions de dollars pour le secteur de la production maraîchère en serre en Ontario.

Le Greenhouse Growers Ontario estime que le prix de 18 $ la tonne de carbone dans le cadre du programme provincial de plafonnement et d'échange représente actuellement en moyenne des coûts additionnels de 6 200 $ l'acre. Cela dépend évidemment de l'efficacité énergétique et des cycles de culture, mais nous prévoyons que cela atteigne 17 000 $ l'acre d'ici 2022, si le prix du carbone atteint la cible fédérale de 50 $ la tonne.

Bon nombre de serres, y compris celle de Jan VanderHout, qui se joindra à nous dès qu'il le pourra, sont des exploitations agricoles multigénérationnelles. Ce sont des entreprises familiales. Les producteurs utilisent du gaz naturel ou un mélange de biomasse et de gaz naturel pour chauffer leurs serres, et les gaz d'échappement provenant de la combustion du gaz naturel sont soufflés dans la serre pour augmenter la concentration de CO_2.

Bon nombre de serriculteurs s'adaptent continuellement et adoptent de nouvelles mesures pour favoriser l'efficacité énergétique, notamment des rideaux thermiques, un meilleur isolant pour les murs et l'isolation de la toiture avec du polycarbonate triple paroi, et ce, avant même que le gouvernement offre du financement en ce sens.

Avec tous les défis avec lesquels doit composer notre industrie, dont les pénuries de main-d'œuvre, la perte d'outils de protection des cultures et une multitude de défis fiscaux pour nos entreprises, la taxe sur le carbone vient ajouter une autre couche qui nuit à la compétitivité des producteurs au sein d'une même province, à l'échelle du Canada et sur la scène internationale. Pour réduire au minimum ce désavantage, nous exhortons le gouvernement fédéral à créer un mécanisme national d'allégement pour les producteurs.

Canadian agriculture is advancing every day in developing modern, sustainable technologies that aim to reduce greenhouse gas emissions across the entire farming sector. However, due to the global nature of the produce market, carbon pricing cannot be simply passed on to consumers.

Greenhouse vegetable growers have found a way to grow food sustainably for Canadians beyond the traditional field seasons and are providing high quality, safe and sustainable products that feed millions of Canadians healthy, fresh vegetables virtually year-round.

In addition, the value of greenhouse vegetable exports is the highest of all the fresh produce sectors for fruit, vegetables and potatoes in Canada, accounting for approximately 40 per cent of all fresh produce exports worth $964 million in 2017.

Greenhouse vegetable production is an essential contributor to Canada's agricultural landscape and a key economic driver. We are asking the government to provide a national unified relief program that covers all fuel used for agricultural activities to ensure the sector's continued competitiveness, growth and investment in Canada, and to maintain food sovereignty for Canadians.

We maintain that the federal government needs to demonstrate leadership and ensure its legislation reflects the full range of primary agricultural production beyond the diesel used by farm equipment in traditional field crops.

I will now give the floor back to my colleague.

Mr. Wales: As Ms. Paillat mentioned earlier, we have concerns with several of the key definitions in Bill C-74, including farming, eligible farming activity, eligible farming machinery, qualifying farm fuel, and combustible waste. They overlook fruits and vegetables and do not reflect the full range of farming activities and machinery used in Canadian primary agriculture.

For example, since the proposed legislation clearly indicates that eligible farming machinery does not include property that is used to heat or cool a building as prescribed by regulations, primary agriculture that relies on heat, such as greenhouses, livestock barns, grain dryers and the cooling of produce post harvest are therefore assumed ineligible despite being essential to the Canadian production of high quality food, feed and fibre. In addition, while the farming definition included fruit, it failed to mention vegetables at all.

Le secteur agricole canadien progresse chaque jour et il développe des technologies modernes et durables qui visent à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'ensemble du secteur. Toutefois, en raison de la nature mondiale du marché des fruits et légumes, nous ne pouvons pas tout simplement faire répercuter la tarification du carbone sur les prix à la consommation.

Les producteurs maraîchers en serre ont trouvé une manière de cultiver des aliments de manière durable pour les Canadiens au-delà des saisons où nous en cultivons normalement en plein champ. Ils produisent des aliments sûrs et durables de grande qualité qui permettent à des millions de Canadiens de consommer des légumes frais et sains pratiquement toute l'année.

Par ailleurs, parmi tous les secteurs qui produisent des fruits, des légumes et des pommes de terre au Canada, c'est dans le secteur des légumes de serre que la valeur des exportations est la plus grande. Cela représente environ 40 p. 100 de toutes les exportations de fruits et de légumes frais qui se chiffraient à 964 millions de dollars en 2017.

La production de légumes de serre apporte une contribution essentielle au paysage agricole du Canada, et c'est un moteur économique clé. Nous demandons au gouvernement d'offrir un programme national d'aide uniformisée qui englobe tous les combustibles utilisés dans le cadre d'activités agricoles afin de garantir la compétitivité permanente du secteur, sa croissance et son investissement dans le Canada, et de maintenir notre souveraineté alimentaire au profit des Canadiens.

Nous soutenons que le gouvernement fédéral doit faire preuve de leadership et veiller à ce que sa mesure législative rende compte de l'éventail complet de la production agricole primaire, qui dépasse le diesel consommé par l'équipement agricole employé pour les cultures traditionnelles.

Je vais maintenant céder la parole à mon collègue.

M. Wales : Comme Mme Paillat l'a mentionné plus tôt, nous sommes préoccupés par plusieurs des principales définitions du projet de loi C-74, dont celles de l'agriculture, d'une activité agricole admissible et de déchet combustible. Ces définitions oublient les fruits et les légumes, et ne rendent pas compte de l'éventail complet des activités agricoles et de la machinerie utilisée dans le cadre de l'agriculture canadienne primaire.

Par exemple, étant donné que la mesure législative proposée indique clairement que la machinerie agricole admissible ne comprend pas les biens qui servent au chauffage ou au refroidissement d'un bâtiment, comme le prescrit le Règlement, l'agriculture primaire qui repose, entre autres, sur le chauffage des serres, des étables de bétail et des séchoirs à grains et sur le refroidissement des fruits et légumes après leur récolte est donc présumée inadmissible, en dépit du fait qu'elle est essentielle à la production canadienne d'aliments, de fourrage et de fibres de

All vegetable producers and I feel personally slighted by this oversight. We have been growing vegetables in this country for thousands of years.

This by itself creates uncertainty and inadvertently will deepen the competitive barriers already facing farmers from various sectors within Canada.

The rationale for the definitions related to farming becomes paramount for ensuring legislation does not cater to or adversely and disproportionately impact a single sector, activity, machine or type of farming.

The Canadian Horticultural Council has put forward a recommendation for the definition of primary agriculture to Employment and Social Development Canada as part of their current review, which should be considered in Bill C-74's legislative framework. It is paramount that government departments communicate with each other, in particular within the whole of government approach.

While Agriculture and Agri-food Canada may be the in-house experts on what farming activities encompass, we are seeing Environment Canada, Employment and Social Development Canada, and Finance Canada developing work under different definitions. This is not new.

We will get you a copy of our suggested definition of primary agriculture. Farming in all its branches, among other things, includes the cultivation and tillage of the soil, dairying, the production, cultivation, growing and harvesting of any agricultural or horticultural commodities, the raising of livestock, bees, fur-bearing animals or poultry, and any practices including any forestry or lumbering operations performed by a farmer or on a farm as an incident to or in conjunction with such farming operations, including preparation for market and delivery to storage, to market or to carriers for transportation to market, and including business structures such as cooperatives to help accomplish packing, processing, storage and shipping.

Additionally, as long as the same agricultural task is undertaken on raw and fresh products, even if it is not on Canadian fruits and vegetables, this activity should always be considered primary agriculture in the context of maintaining Canadian activity out of season.

haute qualité. En outre, si la définition de l'agriculture mentionne les fruits, elle passe complètement sous silence les légumes.

Tous les producteurs de légumes et moi-même nous sentons personnellement offensés par cet oubli. Des légumes sont cultivés au Canada depuis des milliers d'années.

En soi, cet oubli engendre une incertitude et accentue, par inadvertance, les obstacles à la concurrence qu'affrontent déjà les agriculteurs des divers secteurs du Canada.

La raison d'être des définitions liées à l'agriculture devient primordiale pour garantir que la mesure législative ne vise pas à favoriser uniquement un secteur, une activité, une machinerie ou un type d'agriculture, ou à lui nuire d'une façon disproportionnée.

Le Conseil canadien de l'horticulture a recommandé que la définition de l'agriculture primaire établie par Emploi et Développement social Canada dans le cadre de leur examen actuel soit prise en considération pour le cadre législatif du projet de loi C-74. Il est indispensable que les ministères communiquent entre eux, en particulier dans le contexte d'une approche pangouvernementale.

Bien que les membres d'Agriculture et Agroalimentaire Canada soient les experts fédéraux en ce qui concerne l'étendue des activités agricoles, nous remarquons qu'Environnement Canada, Emploi et Développement social Canada et Finances Canada utilisent des définitions différentes pour élaborer des initiatives. Ceci n'a rien de nouveau.

Nous vous fournirons une copie de la définition de l'agriculture primaire que nous suggérons. L'agriculture sous toutes ses formes comprend, entre autres, la culture et le travail du sol, la production laitière, la production, la culture et la récolte de tous les produits agricoles et horticoles, l'élevage du bétail, des abeilles, des animaux à fourrure ou de la volaille, et toutes les pratiques, dont les opérations forestières effectuées par un agriculteur ou au sein d'une exploitation agricole, qui découlent des activités agricoles de ce genre ou qui surviennent dans le cadre de ces activités, dont le conditionnement pour les marchés, la livraison à l'installation d'entreposage, aux marchés ou aux transporteurs à des fins d'acheminement vers les marchés, y compris des structures commerciales comme les coopératives qui contribuent à l'emballage, à la transformation, à l'entreposage et à l'expédition des produits.

De plus, dans la mesure où des tâches agricoles identiques sont appliquées à des produits crus ou frais, même si ce ne sont pas des fruits ou des légumes canadiens, ces activités devraient être considérées comme une agriculture primaire visant à maintenir ce secteur canadien hors saison.

We are asking the federal government to use this definition across departments and in Bill C-74 to ensure that modern agriculture is clearly reflected. While fruit and vegetable growers are committed to environmentally friendly production practices, they are also dependent on favourable energy costs and a stable, supportive tax regime to remain competitive and stay in business.

Farmers care. They are doing good work already without government incentives because it's the right thing to do and because they have financial incentives to improve efficiencies on their farm.

Growers see many of the government incentives to reduce inputs as inaccessible because they have already maxed out current energy efficient tools and technologies, thus punishing early adopters. This could inadvertently cause a lag in the adoption of any new technologies, as producers will wait to see what government support will be available before making those really large investments.

For the most part, Canadian farmers are small businesses and have many layers of increased costs. Costs associated with carbon pricing are putting long-standing family farms at risk of going out of business, making outside jurisdictions much more attractive for farmers' investments and putting the Canadian government's goal of increasing exports to $75 billion by 2025 out of reach.

While farmers are generally highly interested in renewable energy sources and are willing to adopt wind and solar energy options, there are simply situations where no options exist that would enable the transition to alternative fuels and/or to reduce fuel consumption.

Governments must invest in incentives such as accelerated capital cost allowances, rebates, grants and cost-shared funding that encourage producers to adopt clean technology and practices.

In conclusion, the Government of Canada has asked the Canadian agricultural sector to step up and contribute to increasing agri-food exports. Canadian farmers have also been asked to reduce greenhouse gas emissions so that Canada can reach their climate change targets. These two asks have come to a head in Part 5 of Bill C-74 as it applies to farmers.

Nous demandons que le gouvernement fédéral utilise cette définition dans l'ensemble de ses ministères ainsi que dans le projet de loi C-74, pour faire en sorte de rendre compte clairement de l'agriculture moderne. Même si les cultivateurs de fruits et de légumes sont déterminés à adopter des pratiques de production écologiques, le maintien de leur compétitivité et de leur viabilité est tributaire de coûts énergétiques favorables et d'un régime fiscal propice et stable.

Les agriculteurs se soucient de ces questions. Ils font déjà du bon travail sans être incités à le faire par le gouvernement, parce que c'est la bonne chose à faire et parce qu'ils sont incités financièrement à améliorer l'efficacité de leur exploitation agricole.

Les cultivateurs considèrent que bon nombre des mesures d'incitation du gouvernement à réduire les intrants sont inaccessibles parce qu'ils ont déjà tiré le meilleur parti des technologies et des outils écoénergétiques actuels, ce qui punit les premiers utilisateurs. Le gouvernement pourrait, par inadvertance, causer des retards dans l'adoption de toutes les nouvelles technologies, étant donné que les producteurs attendront de voir quel soutien le gouvernement offrira, avant de faire ces investissements vraiment importants.

La plupart des agriculteurs canadiens gèrent de petites entreprises et sont soumis à un grand nombre de coûts accrus. Les coûts associés à la tarification du carbone mettent en péril des entreprises agricoles familiales qui existent depuis longtemps et rendent les investissements dans d'autres pays plus attirants pour les agriculteurs, et cela rend impossible à atteindre le but du gouvernement canadien de faire passer ses exportations à 75 milliards de dollars d'ici 2025.

Même si, en général, les agriculteurs s'intéressent aux sources d'énergie renouvelable et sont disposés à adopter des solutions fondées sur l'énergie éolienne et solaire, il y a des situations où il est impossible de passer à d'autres formes de combustible ou de réduire la consommation de combustibles.

Les gouvernements doivent investir dans des mesures d'incitation comme les déductions pour amortissement accéléré, les remises, les subventions et le financement à frais partagés qui encouragent les producteurs à adopter des technologies et des pratiques propres.

En conclusion, le gouvernement du Canada a demandé au secteur agricole canadien d'intensifier ses efforts afin de contribuer à accroître les exportations agroalimentaires. On a également demandé aux agriculteurs canadiens de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de permettre au Canada d'atteindre ses objectifs en matière de changements climatiques. Ces deux demandes ont atteint un point critique, compte tenu des dispositions de la partie 5 du projet de loi C-74 qui s'appliquent aux agriculteurs.

Canada's fruit and vegetable growers feel they can be active participants in reaching both targets. However, an increasing number of challenges, regulatory barriers and layers of added cost stand in the way of achieving these lofty goals.

Specific to Part 5 of Bill C-74, the Canadian Horticultural Council urges the committee to include in its report a recommendation to exempt all agricultural activities from fuel-based carbon pricing, and to improve and update the current definitions relating to farming in order to encompass ever-evolving modern agriculture in Canada.

I would also include in that they need to have consistent offset programs across the country so that farmers doing the right thing can receive recognition for doing that.

We look forward to your questions.

[*Translation*]

Senator Ghislain Maltais (*Deputy Chair*) in the chair.

The Deputy Chair: Thank you very much for your testimony, Ms. Paillat and Mr. Wales.

Since I am replacing the chair, it's up to me to ask the first questions.

A lot of witnesses came here before you and expressed the same concern, which is that we are unable to provide a clear definition of what is a farmer. It seems to me that in 2018, there must be a definition of the word "farmer" in both English and French dictionaries. To my eyes, a farmer is someone who cultivates the land. According to what we heard from our New Brunswick and Prince Edward Island witnesses, this is a problem with regard to taxation. They had the same reaction you had. I hope that one day we will be able to define who is a farmer and that we won't have to wait another century.

Ms. Paillat, you referred to a labour problem, which is not unique to Ontario. This is a Canada-wide problem, especially in the agricultural sector. You also spoke about a relief program, but how does the Ontario carbon tax currently apply to agriculture?

[*English*]

Ms. Paillat: Sorry, which program?

Les cultivateurs canadiens de fruits et de légumes pensent qu'ils peuvent participer activement à l'atteinte de ces deux objectifs. Cependant, un nombre croissant de défis, de barrières réglementaires et de coûts supplémentaires entravent l'atteinte de ces objectifs ambitieux.

En ce qui concerne en particulier la partie 5 du projet de loi C-74, le Conseil canadien de l'horticulture demande instamment au comité d'inclure dans son rapport une recommandation visant à exempter toutes les activités agricoles de la tarification du carbone sous forme de redevance sur les combustibles, et d'améliorer en les actualisant les définitions relatives à l'agriculture afin qu'elles englobent les activités agricoles modernes du Canada qui ne cessent d'évoluer.

J'ajouterais aussi que les gouvernements doivent prévoir des programmes compensatoires uniformes partout au Canada afin que les agriculteurs qui prennent les mesures qui s'imposent puissent être reconnus pour leurs efforts.

Nous nous réjouissons à l'idée de répondre à vos questions.

[*Français*]

(Le sénateur Maltais (*vice-président*) est au fauteuil.

Le vice-président : Merci infiniment pour votre témoignage, madame Paillat et monsieur Wales.

Comme je remplace la présidente, c'est à moi de poser les premières questions.

Beaucoup de témoins sont venus ici avant vous et ont exprimé la même difficulté, à savoir que nous ne sommes pas capables de définir clairement ce qu'est un agriculteur. Il me semble qu'en 2018, les dictionnaires, autant de langue anglaise que de langue française, doivent définir un agriculteur. À mes yeux, un agriculteur est celui qui cultive la terre. Cela représente un problème en matière de taxation, d'après ce que nous avons entendu de nos témoins du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard. Ils avaient la même réaction que vous. J'espère qu'un jour on sera en mesure de définir ce qu'est un agriculteur et qu'on ne devra pas attendre encore un siècle.

Madame Paillat, vous avez parlé d'un problème de main-d'œuvre, qui n'est pas unique à l'Ontario. Ce problème se retrouve partout au Canada, surtout dans le domaine de l'agriculture. Vous avez parlé aussi d'un programme d'allègement, mais comment s'applique le programme de la tarification du carbone en Ontario actuellement dans le secteur de l'agriculture?

[*Traduction*]

Mme Paillat : Pardon, quel programme?

[Translation]

The Deputy Chair: Ontario has adopted a carbon pricing policy. How does it apply to the agricultural sector?

[English]

Ms. Paillat: Ontario's program of cap and trade really applies to Ontario growers also having competitive differences within growers.

The cap and trade program has three different levels. There are mandatory participants, voluntary participants, and those who do not reach the emissions of voluntary participants.

When we're talking about the impacts of $6,200 per acre, that comes to all of those growers. Some of the participants with smaller farms, for example, are hit the hardest. That's a big percentage of Ontario growers under, let's say, a 30-hectare mark. I hope that answers your question.

[Translation]

The Deputy Chair: Yes, in part, but I have another question. If the federal carbon tax, which seems to be standard, is added to the Ontario provincial tax, what will be the impact on the agricultural producers you represent?

[English]

Ms. Paillat: My understanding is that the tax from the federal program applies to the backstop jurisdictions. As Ontario already has their own system, there isn't a duplication of the tax.

The federal system would look to ensure they are meeting the standards. The federal backstop is there to ensure that across jurisdictions they're meeting the standards. They would convert, for a cap and trade situation, standard emissions they would have to meet based on that cap.

[Translation]

The Deputy Chair: Mr. Wales, you also have a semantic problem. There is a difference made between a fruit grower and a farmer who produces vegetables. Nevertheless, to my eyes, they are both farmers. As far as I know, fruit does not grow out of the air, nor do potatoes. We are going to have to come up with a definition.

In which category are you going to place those who grow cannabis? Will they be considered fruit or vegetable producers?

[Français]

Le vice-président : L'Ontario a adopté une politique de tarification du carbone. Comment s'applique-t-elle dans le secteur de l'agriculture?

[Traduction]

Mme Paillat : Le programme de plafonnement et d'échange de l'Ontario s'applique réellement aux cultivateurs de l'Ontario dont la compétitivité varie.

Le programme de plafonnement et d'échange comporte trois différents niveaux. Il y a ceux qui sont tenus de participer, ceux qui participent volontairement et ceux dont les émissions n'atteignent pas celles des participants volontaires.

Nous parlons de répercussions de 6 200 $ par acre que subissent tous ces cultivateurs. Certains des participants propriétaires de petites exploitations agricoles, par exemple, sont touchés le plus durement. Cela représente un important pourcentage des cultivateurs de l'Ontario dont la superficie de terres cultivées est inférieure à, disons, un niveau de 30 hectares. J'espère que cela répond à votre question.

[Français]

Le vice-président : Oui, en partie, sauf que j'ai une autre question. Si la taxe fédérale sur le carbone, qui semble être uniforme, arrive en sus du programme provincial de l'Ontario, quel en sera l'impact sur les agriculteurs que vous représentez?

[Traduction]

Mme Paillat : Je crois comprendre que la taxe du programme fédéral s'applique aux provinces qui sont assujetties au filet de sécurité. Comme l'Ontario possède déjà son propre système, il n'y a pas de dédoublement de la taxe.

Le système fédéral veillera à ce que le programme ontarien respecte les normes établies. Le filet de sécurité fédéral existe pour faire en sorte que les provinces et les territoires se conforment aux normes. Dans le cas d'un système de plafonnement et d'échange, ils convertiront les émissions normales à respecter en fonction du plafonnement.

[Français]

Le vice-président : Monsieur Wales, vous avez aussi un problème avec la langue. On fait la différence entre un cultivateur de fruits et un cultivateur de légumes. Pourtant, à mes yeux, c'est un agriculteur. À ce que je sache, les fruits ne poussent pas dans les airs et les patates non plus. Il faudra trouver une définition.

En ce qui concerne les cultivateurs de cannabis, dans quelle catégorie allez-vous les mettre? Parmi les producteurs de fruits ou les producteurs de légumes?

[*English*]

Mr. Wales: That is like asking whether a tomato is a fruit or a vegetable.

Currently, producers of medical marijuana, and eventually producers of recreational marijuana are still growing a crop. In Ontario, the Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs has determined that it is an agricultural activity. It is still growing a plant.

I was a tobacco grower for 29 years of my life. Fundamentally, I grew a crop that someone was eventually going to set on fire and inhale the smoke. At the end of the day, what is the difference?

I want to respond to a question you asked Ms. Paillat earlier. You were wondering about the Ontario cap and trade system. The challenge in Ontario is that we have a system that requires prices to be added to the four main fuels: gasoline, diesel, natural gas and propane. That money is collected by our fuel suppliers. They then have to buy carbon credits quarterly during the year to offset the emissions they are creating from that product.

The Ontario government collected $1.9 billion last year, and they have already had at least one auction this year. We may or may not have a carbon cap and trade system after June 7 in Ontario. We are in the midst of a provincial election, and there are some opposing views on how that will play out. We may not have a system.

My understanding, as Ms. Paillat mentioned, is that the federal price on carbon is only where a province does not have a system. Come January 1 in Ontario, we may be a province with a system or we may be a province without a system. At the auctions that took place last year, the average price was about $18.30 per tonne. I don't know what the March auction this year resulted in.

Ontario's plan was to keep increasing the sale of credits by restricting the credits available, so that the price would go up in line with the federal government's desire to move the price of carbon overall to $50 per tonne by some date in the 2020s.

We have a situation where agricultural producers in B. C. and Alberta, and a program in Manitoba, exempt agricultural producers for any taxes on diesel fuel. Of course, there is a special rebate situation for the greenhouse sector. Alberta producers, for well over 10 years, have had a carbon offset system. Those growers engaged in no-till practices or pasture

[*Traduction*]

M. Wales : C'est comme si on demandait si la tomate est un fruit ou un légume.

À l'heure actuelle, les producteurs de marijuana à des fins médicales et les producteurs éventuels de marijuana à des fins récréatives cultivent tout de même des plantes. En Ontario, le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a déterminé qu'il s'agissait d'une activité agricole. Ils font tout de même pousser une plante.

Pendant 29 années de ma vie, j'ai cultivé du tabac. Je cultivais essentiellement un produit auquel, tôt ou tard, quelqu'un allait mettre le feu et en inspirer la fumée. En fin de compte, quelle est la différence?

Je tiens à répondre à une question qui a été posée plus tôt à Mme Paillat. Vous vous interrogiez à propos du système de plafonnement et d'échange de l'Ontario. Le problème en Ontario, c'est que nous mettons en œuvre un système qui exige que des coûts soient ajoutés aux quatre principaux combustibles : l'essence, le diesel, le gaz naturel et le propane. L'argent est recueilli par nos fournisseurs de combustibles. Ensuite, ils doivent acheter des crédits de carbone trimestriellement pour compenser les émissions qu'ils engendrent en fournissant ce produit.

Le gouvernement de l'Ontario a recueilli 1,9 milliard de dollars l'année dernière, et ils ont déjà organisé au moins une enchère cette année. Après le 7 juin, nous n'aurons peut-être plus un système de plafonnement et d'échange en Ontario. Nous sommes au cœur d'élections provinciales, et nous entendons des points de vue divergents quant à la façon dont les choses se dérouleront. Il se peut que nous n'ayons plus de système.

Comme Mme Paillat l'a mentionné, je crois comprendre que la taxe fédérale sur le carbone s'applique seulement lorsqu'une province ne dispose pas d'un système. Quand le 1er janvier sonnera en Ontario, nous pourrions vivre dans une province dotée ou non d'un système. Au cours des enchères qui ont eu lieu l'année dernière, le prix moyen d'un crédit de carbone s'élevait à environ 18,30 $ par tonne. Je ne sais pas quels résultats l'enchère de mars dernier a donnés.

L'Ontario planifiait de continuer d'accroître le coût des crédits en limitant leur disponibilité, afin que leur prix augmente et cadre avec le désir du gouvernement fédéral que le prix global du carbone s'établisse à 50 $ par tonne d'ici une certaine date en 2020.

En Colombie-Britannique et en Alberta, les producteurs agricoles sont exemptés de toutes les taxes sur le diesel, tout comme le fait un programme au Manitoba. Bien entendu, le secteur de la serriculture bénéficie d'une remise spéciale. Depuis plus de 10 ans, les producteurs de l'Alberta sont assujettis à un système de crédits compensatoires de carbone. Ces producteurs

would receive a rebate per acre for capturing carbon and retaining it in the soil.

ont adopté des pratiques sans travail du sol ou font pousser des pâturages qui leur permettent de recevoir une certaine remise par acre pour avoir piégé du carbone dans les sols.

That was promised under Ontario's cap and trade system. We have had two years of dithering and zero action. I wouldn't expect to see action necessarily in my lifetime, sadly. I don't see any motivation for them to do that, and that is a problem.

Ces remises avaient été promises dans le cadre du système de plafonnement et d'échange de l'Ontario, mais nous avons assisté à deux années d'hésitation pendant lesquelles aucune mesure n'a été prise. Malheureusement, je ne m'attends pas nécessairement à ce que des mesures soient prises de mon vivant. Je ne vois aucune raison pour qu'ils le fassent, et c'est un problème.

[*Translation*]

The Deputy Chair: I wish you a long life.

There is a lot of agricultural trade between Ontario and Quebec in the fruit and vegetable sector. Quebec already has its carbon tax formula, as does Ontario. Do they even out? There is also a gas tax on transport. There is a large amount of trade between those two provinces, and one should not be at a disadvantage as compared to the other. Would it be possible for the two governments to negotiate so that everyone is on a level playing field?

[*Français*]

Le vice-président : Je vous souhaite longue vie.

Il y a beaucoup d'échanges agricoles entre l'Ontario et le Québec dans le secteur des fruits et des légumes. Le Québec a déjà sa méthode de taxe sur le carbone; l'Ontario aussi. Est-ce que cela s'égalise? En matière de transport, il y aura des taxes sur l'essence. Il y a des échanges très importants entre ces deux provinces, et il ne faudrait pas que l'une soit désavantagée par rapport à l'autre. Y a-t-il possibilité de négociation entre les deux gouvernements afin que tous soient sur le même pied?

[*English*]

Mr. Wales: With the current two governments, probably. After June 7, it is hard to say whether they will be able to negotiate on anything.

I recognize that Ontario and Quebec are involved in the Western Climate Initiative, along with California, but the challenge we face is that within Canada, growers in Ontario of fresh produce have to compete against B.C. growers, Manitoba growers and Alberta growers for field product. Certainly the growers in the three western provinces have a distinct cost advantage with regard to those carbon taxes placed on all the fuels we need to use.

The challenge as a field grower is that when it is dry, I must use diesel fuel in order to irrigate. I have no option, otherwise my crop dies. I will let Mr. VanderHout talk about what he has to deal with as a greenhouse grower.

I cannot reduce my use or my crop dies. That is the simple reality. I must use fuel. I must use it to till the soil. I cannot change that. I am looking to do it as efficiently as I can, but I still have to use that fuel. If I am competing against a grower who has a distinct tax advantage, then it is a problem. I simply cannot pass that on to the buyers. The consumers and customers say what they will pay, and that is it.

[*Traduction*]

M. Wales : Compte tenu des deux gouvernements actuels, c'est probable. Toutefois, il est difficile de dire s'ils seront en mesure de négocier quoi que ce soit après le 7 juin.

Je reconnais que l'Ontario et le Québec participent à l'Initiative de l'Ouest sur le climat, de concert avec la Californie. Mais la difficulté que nous affrontons existe au Canada. Les producteurs de fruits et légumes frais de l'Ontario doivent rivaliser avec les cultivateurs de la Colombie-Britannique, du Manitoba et de l'Alberta pour vendre leurs produits. Les cultivateurs de ces trois provinces de l'Ouest jouissent d'un avantage distinct sur le plan des coûts, en raison des taxes sur le carbone qui sont appliquées à tous les combustibles que nous avons besoin d'utiliser.

La difficulté, c'est qu'à titre de producteur de grandes cultures, je dois utiliser du diesel pour irriguer mes terres si les conditions sont sèches. Je ne peux pas faire autrement, sinon ma récolte mourra. Je vais permettre à M. VanderHout de vous décrire les difficultés qu'il doit affronter en tant que producteur serricole.

Je ne peux pas réduire ma consommation de combustible, sinon ma récolte mourra. La réalité est aussi simple que ça. Je dois utiliser du combustible pour labourer la terre. Je ne peux pas changer cela. Je cherche à le faire d'une façon aussi efficace que possible, mais je dois tout de même utiliser ce combustible. Si j'entre en concurrence avec un cultivateur qui bénéficie d'un avantage distinct du point de vue de la taxe sur le carbone, j'ai un problème. Je ne peux simplement pas refiler ces coûts aux

acheteurs. Les consommateurs et les clients indiquent ce qu'ils sont prêts à payer, un point c'est tout.

Jan VanderHout, Board Member and Greenhouse Vegetable Grower, Canadian Horticultural Council: There is a lot of trade between Ontario and Quebec with trucks going back and forth all year long. To be competitive against other jurisdictions, for example America, Mexico, Central America or Honduras, it is a big challenge for greenhouse operators.

Jan VanderHout, membre du conseil d'administration et producteur de légumes de serre, Conseil canadien de l'horticulture : Il y a de nombreux échanges commerciaux entre l'Ontario et le Québec, et des camions vont et viennent entre ces deux provinces à longueur d'année. Pour soutenir la concurrence d'autres pays, comme les États-Unis, le Mexique, l'Amérique centrale ou le Honduras, les exploitants de serre doivent relever un grand défi.

The added burden of a carbon pricing puts us at a significant disadvantage in our global trade. This is part of the reason an exemption for agriculture needs to be considered.

Le fardeau supplémentaire imposé par la tarification du carbone désavantage grandement notre commerce international. C'est en partie la raison pour laquelle il faut envisager d'accorder une exemption à l'agriculture.

[*Translation*]

[*Français*]

The Deputy Chair: Thank you.

Le vice-président : Merci.

[*English*]

[*Traduction*]

Senator R. Black: Thank you very much, folks, for your great presentations and for sharing your definition of a producer farmer and for acknowledging the fact that producers are willing and able to step up to the plate and do their fair share to meet the challenges ahead of us. That is important to note.

Le sénateur R. Black : Je vous remercie infiniment, messieurs, de nous avoir donné d'excellents exposés, de nous avoir communiqué votre définition d'un producteur agricole et d'avoir reconnu le fait que les producteurs sont disposés à intensifier leurs efforts et à faire leur juste part pour surmonter les difficultés qui nous attendent, et qu'ils sont capables de le faire. C'est un fait qu'il est important de noter.

Your comments will be on the record, and that is good to hear. Again, we've heard it a couple of times.

Vos commentaires figureront dans le compte rendu, et c'est réconfortant de le savoir. Je le répète, nous avons entendu ces observations à quelques reprises.

Can you tell us about the competitiveness issues of the greenhouse industry? You started to touch on the current competitiveness issues and how a new tax will add to the burden. Could a little more to the dialogue we have heard?

Pouvez-vous nous parler des problèmes de compétitivité de l'industrie de la serriculture? Vous avez commencé à aborder la question de ses problèmes actuels de compétitivité et de la façon dont une nouvelle taxe accroîtra son fardeau. Pourriez-vous fournir des renseignements supplémentaires sur le dialogue que nous avons entendu?

Mr. VanderHout: Currently, in Ontario, we have a cap and trade system in place. We are already bearing the burden of that.

M. VanderHout : À l'heure actuelle, l'Ontario met en œuvre un système de plafonnement et d'échange, un fardeau que nous assumons déjà.

This adds over $6,000 an hectare of production. I believe that was in our presentation earlier as well. This puts us at a significant disadvantage to compete with other jurisdictions and even competing inside of Canada.

Il ajoute des coûts de production de 6 000 $ par hectare. Je crois que notre exposé l'a précisé plus tôt. Cela nous désavantage grandement lorsque nous entrons en concurrence avec d'autres pays et même avec d'autres provinces et territoires du Canada.

Greenhouse produce coming out of B.C. does not have the added burden to the same degree as we do on carbon pricing.

Les fruits et légumes de serre provenant de la Colombie-Britannique ne sont pas aussi alourdis par ce fardeau supplémentaire que nous impose la tarification du carbone.

Senator R. Black: That was the greenhouse industry you commented on. Do you have any other comments?

Mr. Wales: The situation exists for field growers as well. Quebec has been mentioned. We have huge issues in horticulture with minimum wage. There is already a $2 or $3 difference between Quebec and Ontario. That causes buyers to go to one province and not the other.

We face different electricity costs in a number of provinces, so it is all of those things together. Buyers will go where the produce is the cheapest. As Mr. VanderHout mentioned, we don't even want to talk about the labour cost advantage that countries in Central America have.

We are at the mercy of the weather. At the end of the day, the weather will determine both indoor or outdoor agriculture. It will determine how much energy we have to use to heat, to cool, to take water off a field or put water on a field. We are impacted directly by those energy costs.

When several provinces don't pay that added tax and one does, it puts us in a bind. The buyers will show no loyalty whatsoever. They will buy it the cheapest place they can get it. That is the reality we face. It is not a new reality. We have faced it for a long time. The chains show no loyalty.

Ms. Paillat: Let me add, in terms of competitiveness, the rationale B.C. and Alberta based their decision on for exemption also had to do with that need for CO_2. It is something you cannot transition away for the crop needs.

When you looking at the best fuel to use, one of the best or cleanest fuels on the table is natural gas. When it is not included in the definitions, the options on the table are very limited and are not the preferred choice by most greenhouse growers.

When you are looking for a source for CO_2 and natural gas is your first choice, greenhouse growers have quite a lag time between when they are planning their infrastructure and when it comes.

We already know there are certain costs for carbon, but when instability adds to an infrastructure decision delay and growers have to make a decision on where to put their dollars and where

Le sénateur R. Black : Vos observations sont liées à l'industrie de la serriculture. Avez-vous d'autres commentaires à formuler?

M. Wales : Les producteurs de grandes cultures vivent cette même situation. Le Québec a été mentionné à cet égard. Le salaire minimum cause d'énormes problèmes à l'industrie horticole. Il y a déjà une différence de 2 à 3 $ entre le salaire minimum du Québec et celui de l'Ontario. Cela fait pencher les acheteurs pour une province ou l'autre.

Les coûts d'électricité que nous devons assumer varient dans plusieurs provinces. Tous ces facteurs réunis jouent donc un rôle. Les acheteurs s'approvisionnent là où les fruits et légumes sont les moins chers. Comme M. VanderHout l'a mentionné, nous ne voulons même pas parler de l'avantage dont bénéficient les pays d'Amérique centrale du point de vue du coût de leur main-d'œuvre.

De plus, nous sommes à la merci des conditions météorologiques. En fin de compte, la météo déterminera les coûts de l'agriculture intérieure et extérieure. Elle déterminera la quantité d'énergie que nous devrons utiliser pour réchauffer ou refroidir les serres et pour retirer l'eau d'un champ ou lui en apporter. Nous sommes touchés directement par ces coûts énergétiques.

Lorsque plusieurs provinces ne paient pas ces taxes supplémentaires, contrairement à l'une d'entre elles, cela nous met dans une mauvaise posture. Les acheteurs ne feront preuve d'aucune loyauté. Ils s'approvisionneront auprès du fournisseur qui leur offrira les prix les plus faibles. C'est la réalité à laquelle nous faisons face, et ce, depuis longtemps. Cette réalité n'est pas nouvelle; les chaînes ne font preuve d'aucune loyauté.

Mme Paillat : En ce qui concerne la compétitivité, permettez-moi d'ajouter que le raisonnement sur lequel la Colombie-Britannique et l'Alberta se sont appuyées pour prendre leur décision relative à l'exemption était aussi lié aux besoins en matière de CO_2. Il est impossible de passer progressivement à autre chose pour satisfaire aux besoins des cultures.

Lorsque nous examinons le meilleur combustible à utiliser, nous constatons que le gaz naturel est l'un des meilleurs et des plus propres. S'il n'est pas mentionné dans les définitions, les options disponibles sont très limitées et ne sont pas celles que privilégient la plupart des exploitants de serre.

Lorsque les exploitants de serre sont en quête d'une source de CO_2 et que le gaz naturel est leur premier choix, ils doivent tenir compte du fait qu'un délai important sépare la planification de leur infrastructure et son installation.

Nous savons déjà qu'il y a certains coûts associés aux émissions de carbone, mais lorsque l'instabilité en la matière empêche les producteurs de décider rapidement dans quelles

to put their investment, they are likely to find a place that is stable with their natural gas costs.

infrastructures ils vont investir, il y a de fortes chances qu'ils se tournent vers la stabilité que leur offrent les prix du gaz naturel.

Senator Diane Griffin (*Chair*) in the chair.

La sénatrice Diane Griffin (*présidente*) occupe le fauteuil.

The Chair: You will notice we have our third panellist with us now, Mr. Jan VanderHout. Thank you for being here. I understand you were having trouble reaching us, so I am glad you were able to join the panel.

La présidente : Vous aurez noté que notre troisième témoin, M. Jan VanderHout, s'est joint à nous. Merci de votre présence aujourd'hui. Je suis heureuse que vous puissiez être des nôtres, car je crois que vous avez eu certaines difficultés à vous rendre jusqu'ici.

Senator Oh: I visited a couple of greenhouse farms last year in Ontario. The greenhouse plants consumed fuels and at the same time some carbon was emitted.

Le sénateur Oh : L'an dernier, j'ai visité quelques exploitations serricoles en Ontario. Ces exploitations consomment du combustible et produisent des émissions de carbone.

Do you think the federal government should offer a carbon tax relief grant to greenhouse growers as in the case of British Columbia? Should the greenhouse sector have a national exemption and have it taken off completely?

Croyez-vous que le gouvernement fédéral devrait offrir aux exploitants de serres de la Colombie-Britannique une subvention pour compenser la tarification du carbone? Est-ce que tout le secteur serricole au Canada devrait être exempté et bénéficier d'une exonération complète?

Mr. VanderHout: Absolutely. It should be an agricultural exemption, though. It should not be specifically for greenhouses, but for agriculture across the board.

M. VanderHout : Certainement. Cette exemption devrait s'appliquer toutefois à l'ensemble du secteur agricole, et pas seulement aux exploitants de serres.

The dynamics of food production need to be considered. It serves the interests not only of our government but the people of Canada to have a certain degree of food sovereignty, to have food available to consume that is produced domestically.

Il faut prendre en considération toute la dynamique du système de production alimentaire. Il est dans l'intérêt non seulement de notre gouvernement, mais aussi de la population canadienne, que nous ayons un certain degré de souveraineté alimentaire, c'est-à-dire que nous puissions consommer ici des aliments produits au pays.

By putting growers in Canada at a competitive disadvantage in some way will actually force them out of business eventually. Whether it forces them out or ceases their expansion, greenhouses won't close up tomorrow because of carbon pricing. The long-term objectives of growth will not be met. As the population of Canada grows, our food needs wouldn't be met either.

Si l'on pénalise de quelque manière que ce soit les agriculteurs canadiens par rapport à leurs concurrents étrangers, ils seront acculés à la faillite un jour ou l'autre, ou devront tout au moins renoncer à leurs projets d'expansion. Les serres ne vont pas cesser leurs activités du jour au lendemain en raison de la tarification du carbone, mais les objectifs de croissance à long terme ne pourront jamais être atteints. On ne pourra pas non plus répondre à des besoins alimentaires qui vont augmenter au fil de la croissance de la population du Canada.

Ms. Paillat: I think Mr. VanderHout has hit the nail on the head. It comes back to the leadership of the federal government. We are seeking leadership. I realize Environment Canada's policy position has been to let the provincial governments decide. There is potentially still some wiggle room.

Mme Paillat : Je crois que M. VanderHout vise en plein dans le mille. Cela nous ramène à la nécessité pour le gouvernement fédéral de faire montre de leadership, car nous en avons vraiment besoin. Je constate qu'Environnement Canada a choisi de laisser les gouvernements provinciaux décider. Il y a sans doute encore une certaine marge de manœuvre.

That is where I will leave it. Certainly B.C. and Alberta have certainly taken that leadership, but it hasn't happened across the board.

C'est à peu près ce que je peux vous dire à ce sujet. Il est bien certain que la Colombie-Britannique et l'Alberta ont exercé le leadership voulu, mais on ne peut pas en dire autant dans le reste du pays.

Mr. Wales: I agree with both the other presenters on a national exemption across the board. As a field vegetable grower, it is not only for greenhouses but for field agriculture as well, right across the board.

It is important that we produce food. We are an exporting nation. We have to deal with food sovereignty, but we are only one of six countries in the world that can export food beyond what we need. That is our place in the world. That is our role. That is for the greater good. We need to be able to do that, and we need to be able to do that in the most cost effective manner.

As far as a blanket exemption, I think B.C. and Alberta have taken the right step. They didn't fully exempt in the case of natural gas and diesel, but they recognize those are important. The energy that agriculture must use to produce food is absolutely critical, and any kind of tax on it makes far worse the problem that we face.

In the harmonization of everything, as I mentioned earlier, the definition is key. If you can't define what a farm is, how do you apply an exemption to it?

Senator Oh: The cucumber farmers in Ontario told me they could not compete with the U.S. because they are doing it differently from us. They will wipe them out. They have the intention of moving down south to open greenhouses there and ship the product back to Canada.

Mr. Wales: That is the sad reality.

Mr. VanderHout: One of the factors there is carbon pricing. Cap and trade is a factor for whether greenhouse growers build in Ontario, New York, Michigan, Virginia, or wherever. It is one of the factors.

The higher cost of heating here compared to Tennessee, for example, our labour costs and the availability of labour are other factors. All these things come into play. It is not simply a matter if carbon pricing is right, then everything else is good. This is one of the key pieces in maintaining the competitiveness of Canada's greenhouse industry.

Senator Oh: The housewife and the consumer complain that inflation starts in the supermarket when the price of food goes up.

M. Wales : Je conviens avec mes deux collègues qu'il faudrait une exemption nationale pour tout le secteur agricole. Je peux vous dire que ce ne sont pas seulement les exploitants de serres qui en ont besoin, mais aussi tout notre secteur de la production agricole de grande culture.

Il est important que nous puissions produire des aliments. Nous sommes un pays exportateur. Nous devons assurer notre souveraineté alimentaire, mais nous sommes également l'un des six pays du monde capable d'exporter des produits alimentaires, une fois ses propres besoins comblés. C'est la place que nous occupons et le rôle que nous devons remplir dans l'intérêt général de la planète. Nous devons nous acquitter de ce rôle, et nous devons pouvoir y arriver de la façon la plus rentable possible.

Quant à la pertinence d'une exemption générale, je crois que la Colombie-Britannique et l'Alberta ont fait le bon choix. L'exemption n'est pas complète dans le cas du gaz naturel et du diesel, mais on reconnaît tout de même l'importance de ces carburants. Le secteur agricole a absolument besoin d'énergie pour produire des aliments et toute forme de taxation à cet égard ne fait qu'envenimer le problème avec lequel nous devons composer.

Si l'on veut que tout puisse s'harmoniser, il est essentiel de pouvoir s'entendre sur une définition commune. Si l'on ne peut pas définir ce qu'est une exploitation agricole, comment est-il possible d'accorder quelque exemption que ce soit?

Le sénateur Oh : Les producteurs de concombres de l'Ontario m'ont dit qu'ils risquaient d'être rayés de la carte, car il leur est impossible de soutenir la concurrence des Américains qui ont un mode de fonctionnement différent. Ils songent à déménager au sud de la frontière pour y exploiter des serres et exporter leurs produits au Canada.

M. Wales : C'est la triste réalité.

M. VanderHout : La tarification du carbone est l'un des facteurs à considérer. Le système de plafonnement et d'échange fait partie des critères pris en compte lorsque vient le temps de déterminer si l'on va construire ces serres en Ontario, dans l'État de New York, au Michigan ou en Virginie, par exemple.

Il y a aussi le fait que les coûts de chauffage seront plus élevés ici qu'au Tennessee, par exemple. Il faut aussi considérer les coûts et la disponibilité de la main-d'œuvre au Canada. Tous ces éléments entrent en jeu. Il ne suffit pas que la tarification du carbone soit adéquate pour que toutes les autres conditions soient satisfaisantes. C'est l'un des éléments clés dans le maintien de la capacité concurrentielle de l'industrie serricole canadienne.

Le sénateur Oh : C'est lorsqu'il voit le prix des aliments grimper au supermarché que le consommateur commence à se plaindre de l'inflation.

Senator Doyle: I don't know if you mentioned the percentage of Canada's agricultural needs supplied by greenhouse growers. Is it a significant amount of food that the greenhouse growers provide in Canada, or are we talking about miniscule amounts as it compares to the outdoors? I would imagine it is small when compared to outdoor growing.

How much do we grow under glass or under plastic in Canada? Is it a significant amount, or are we talking about not much?

Mr. VanderHout: I will be careful not to go too deep into stats. It actually is a significant portion of the horticultural production in Canada. If you put that against potatoes on P.E.I. or Manitoba, there is obviously a big factor there.

The greenhouse industry is one of the key players in Canadian agriculture. It is not a tiny part, by any means.

Senator Doyle: Would you have any idea as to how we might compare with the U.S.? Can we compare favourably to the amounts they produce per capita and what we produce under glass?

I would imagine they produce a whole lot more, given their variance in climate and what have you. It would be more favourable to grow under glass in the U.S.

Mr. VanderHout: Again, I don't have any stats, but I would be willing to bet that we have a larger greenhouse industry in Canada than the entire U.S. combined.

Given our population is approximately 10 per cent of theirs, I would say that makes the greenhouse sector a very significant part.

Senator Doyle: Do you know if the greenhouse growers are looking into different ways of providing lower carbon footprint heating for their greenhouses? I am thinking about heat pumps and that kind of thing. Is that on the radar at all?

Mr. VanderHout: The short answer to that is yes. One of the things that is looked at is heat pumps.

One factors that creates a lot of costs in heating for greenhouses is the control of humidity. You may be surprised to learn that we use a significant amount of heat, even in the summertime. Often that heat is offset by using the exhaust for CO_2 enrichment. Nevertheless, we are using a lot of heat to remove humidity through the year.

Le sénateur Doyle : Je ne sais pas si vous avez indiqué quelle proportion des besoins en produits agricoles est comblée à même la production des exploitants de serres au Canada. S'agit-il d'une quantité importante ou est-ce plutôt négligeable par rapport à ce qui est cultivé dans les champs? J'ai l'impression que la contribution de l'industrie serricole est relativement réduite.

Quelle est l'ampleur de notre production sous verre ou sous plastique au Canada? S'agit-il de quantités considérables, ou serait-ce plutôt bien peu de choses?

M. VanderHout : Il faut être prudent avec les statistiques. La serriculture compte en fait pour une importante portion de la production horticole au Canada. Si l'on compare à la culture de la pomme de terre à l'Île-du-Prince-Édouard ou au Manitoba, on tombe bien évidemment dans un ordre de grandeur très différent.

Le secteur serricole joue un rôle important au sein de l'agriculture canadienne. C'est loin d'être une quantité négligeable.

Le sénateur Doyle : Avez-vous une idée des comparaisons possibles avec les États-Unis? Est-ce que notre production serricole par habitant se compare favorablement à la leur?

Compte tenu des conditions climatiques différentes et de tout le reste, j'imagine que les Américains produisent des quantités beaucoup plus considérables. Le climat des États-Unis est plus propice à la culture en serre.

M. VanderHout : Encore là, je n'ai pas de statistiques à vous donner, mais je gagerais que notre industrie serricole est de plus grande taille que celle des Américains.

Comme notre population est environ 10 fois moindre, notre secteur serricole occupe une place très importante dans notre industrie agricole.

Le sénateur Doyle : Savez-vous si les serriculteurs envisagent de nouveaux moyens pour réduire l'empreinte carbone du chauffage de leurs serres? Je pense par exemple à des appareils comme les thermopompes. Est-ce que cela fait partie des plans?

M. VanderHout : Je vous dirais que c'est bel et bien le cas et que les thermopompes font partie des outils considérés à cette fin.

Le contrôle de l'humidité fait partie des éléments les plus coûteux dans le chauffage des serres. Vous serez peut-être étonnés d'apprendre que nous utilisons des quantités considérables de chaleur, même pendant l'été. Cette production de chaleur est souvent compensée par l'utilisation des gaz d'échappement pour l'enrichissement en CO_2. Quoi qu'il en soit, nous devons produire beaucoup de chaleur pour enlever l'humidité pendant toute l'année.

The use of heat pumps to make an evaporative or condensing type of humidity removal while heating the greenhouse is an emerging technology. This is something that is being worked on in the research stations globally. Certainly we would be there to adapt that type of technology.

Une technologie émergente permet d'utiliser des thermopompes pour enlever l'humidité produite par l'évaporation ou la condensation tout en chauffant la serre. Un peu partout dans le monde, des stations de recherche travaillent à la mise au point de cette technologie. Nous allons certes faire le nécessaire pour l'adapter à nos besoins.

Over the last number of years, greenhouses have been involved in the installation of energy saving devices such as curtains to add an extra blanket between the crop and the roof of the greenhouse.

Depuis plusieurs années, les exploitants de serres s'emploient à installer des dispositifs économiseurs d'énergie comme les rideaux thermiques qui offrent une protection supplémentaire entre les cultures et le toit de la serre.

On our farm, right now our greenhouse is double poly. We are in the process of adding a third layer of poly. We are working on the potential savings, which there clearly will be, but we are also watching for the potential negative impacts on production.

Nos serres sont actuellement en polycarbonate double paroi. Nous voulons maintenant ajouter une troisième couche de polycarbonate. Nous essayons d'évaluer les économies possibles, car il y en aura certainement, mais aussi de déterminer les risques de répercussions négatives sur la production.

To save a dollar on fuel and to lose $2 in production, those economics don't work. The short answer is yes, we are working on it.

Si l'on économise un dollar en carburant pour perdre deux dollars en production, on est loin d'être gagnant. Je vous dirais donc que nous y travaillons effectivement.

Senator Doyle: Can these new LED lighting systems be used in greenhouses, or are they too cold a lighting system to be using?

Le sénateur Doyle : Est-ce que les nouveaux systèmes d'éclairage DEL peuvent être utilisés pour les serres, ou est-ce que la chaleur qu'ils émettent est insuffisante?

Mr. VanderHout: Actually, that is a complicated question. There is a lot of science in the LED department.

M. VanderHout : C'est une question plutôt complexe. Il y a bien des considérations scientifiques associées à l'éclairage DEL.

One of the big advantages of LEDs is that you can tune the light. The perspective that there is no heat coming from an LED is a fallacy. There is a fair bit of heat coming from LEDs, but the problem is they can't run as hot. It requires more active cooling than does a high pressure sodium light.

L'un des gros avantages avec les DEL, c'est qu'on peut ajuster l'éclairage. Les gens ont tort de penser que ces lampes n'émettent aucune chaleur. Elles produisent de bonnes quantités de chaleur, mais elles ne peuvent pas fonctionner à une température aussi élevée que les lampes à sodium à haute pression. Elles ont besoin d'un système de refroidissement plus dynamique.

Interestingly enough, more light per unit of electricity comes from high pressure sodium. It is just that the spectrum doesn't exactly match. It doesn't have the tunability. A high pressure sodium light always uses the same spectrum, whereas with LEDs you can add more blue, more red or more white.

Chose intéressante, les lampes à sodium à haute pression produisent davantage de lumière par unité d'électricité. C'est simplement que le spectre n'est pas tout à fait le même. Il n'y a pas de possibilité d'ajustement. Une lampe à sodium à haute pression utilise toujours le même spectre, alors qu'il est possible avec une lampe DEL d'ajouter du bleu, du rouge ou du blanc.

Senator Doyle: Is there a good future for greenhouse growing in Canada? Do you see a good future for it?

Le sénateur Doyle : Est-ce que l'avenir est prometteur pour la culture en serre au Canada? Croyez-vous que les perspectives sont bonnes?

Mr. VanderHout: I really hope so. My brother and I run our farm today. I have four children. My brother also has four children. I really hope that we can over time pass it over to them and that they can have a viable business to run.

M. VanderHout : Je l'espère vraiment. Je dirige actuellement mon exploitation avec mon frère. Nous avons chacun quatre enfants. J'espère vraiment que nous pourrons leur léguer une entreprise viable.

Senator Doyle: Climate change makes it more advantageous to probably use the greenhouse system over an outside growing system.

Le sénateur Doyle : Compte tenu des changements climatiques, il devient sans doute plus avantageux d'avoir recours à la production serricole, plutôt qu'à la culture dans les champs.

The Chair: Senator Doyle, we will leave that as a statement rather than a question. We have 10 minutes left and three of us to ask questions.

[*Translation*]

Senator Dagenais: My first question is for Ms. Paillat. In the documents, I saw different definitions of a farmer. Do you think that different definitions of a farmer were deliberately included, or is this a mistake, or an omission? If it was deliberate, does that mean that the government wanted to exempt certain agricultural producers without saying so publicly?

[*English*]

Ms. Paillat: You ask tough questions. I really can't comment on the intention.

Senator Dagenais: Yes, you can comment on the intention.

Ms. Paillat: There have been other scenarios, potentially, where a definition of farming has been used. If they have not been looking to Agriculture and Agri-Food Canada, and if they have not been consulting and listening to their agricultural stakeholders, then you cannot get the definition perfectly correct.

We have a good sense of what is agriculture. We always have to remember how it is evolving. If its intentional or unintentional to exclude the size of farm or the type of farm, for example, if it is a hobby farm, those kinds of questions I can't answer. Certainly we have been engaged, and we feel the definitions must be inclusive.

Mr. Wales: A farm is a farm is a farm. That is something we strongly support.

The challenge with the definition of agriculture is, as Ms. Paillat mentioned, that the industry is constantly evolving. There are many different definitions in many different pieces of legislation, historically. Most of them are outdated.

The challenge constantly is: What is the current definition? The one we provided covers all the bases and allows for that evolution to be covered as well. That is the key point to remember.

I want to make a quick point about a previous question about the U.S. and the greenhouse industry. Anecdotally, the U.S., because it has so many different growing seasons, have been slow to move indoors. It's probably only in the northern states where there is any degree of greenhouse agriculture.

La présidente : Sénateur Doyle, nous allons devoir considérer qu'il s'agit d'un constat de votre part, plutôt que d'une question. Il nous reste 10 minutes à peine et trois sénateurs ont encore des questions à poser.

[*Français*]

Le sénateur Dagenais : Ma première question s'adresse à Mme Paillat. Dans les documents, j'ai remarqué qu'il y a différentes définitions d'un agriculteur. Croyez-vous qu'on a sciemment ajouté des variantes à la définition d'un agriculteur ou qu'il s'agisse d'une erreur ou d'un oubli? Si c'était volontaire, est-ce que cela signifie que le gouvernement voulait exempter certains groupes d'agriculteurs sans le dire publiquement?

[*Traduction*]

Mme Paillat : Vous posez des questions assez embêtantes. Je ne peux pas vraiment me permettre de commentaires sur les intentions de qui que ce soit.

Le sénateur Dagenais : Oui, vous pouvez vous le permettre.

Mme Paillat : Il y a sans doute d'autres situations où l'on a pu utiliser une définition différente de l'agriculture. Si l'on ne s'en remet pas à Agriculture et Agroalimentaire Canada, et si l'on ne consulte pas véritablement les intervenants du secteur, on ne peut pas en arriver à une définition tout à fait pertinente.

Nous avons une bonne idée de ce qu'est l'agriculture. Il ne faut jamais oublier que c'est un secteur en pleine évolution. Je ne pourrais pas vous dire si c'est intentionnellement ou non que l'on a exclu les fermes d'une telle taille ou d'une telle catégorie, comme les fermes d'agrément, par exemple. Nous avons certes eu notre mot à dire, et nous estimons que les définitions utilisées doivent être inclusives.

M. Wales : Une ferme restera toujours une ferme. Nous en avons l'intime conviction.

Comme l'indiquait Mme Paillat, l'évolution constante de l'industrie fait en sorte qu'il est plus difficile de définir ce qu'est l'agriculture. On retrouve bien des définitions différentes dans de nombreuses lois, mais la plupart d'entre elles sont désuètes.

Il faut toujours se demander quelle est la définition correspondant à la situation actuelle. Celle que nous proposons englobe toutes les possibilités tout en permettant de tenir compte également de cette évolution. C'est le principal élément à garder à l'esprit.

J'aimerais revenir brièvement à une question précédente au sujet de l'industrie serricole aux États-Unis. Compte tenu de la variété des saisons de culture possibles dans ce pays, les Américains ont été plutôt lents à passer à la culture en serres. Cette forme d'agriculture est donc présente sans doute uniquement dans les États du Nord.

Since you can grow strawberries and peppers in winter in the southern states, there hasn't been the need to move indoors. That is historical. As Mr. VanderHout said, we would be a much larger industry here than they are.

[*Translation*]

Senator Dagenais: To conclude, I have a question on the carbon tax, but I'm going to wait until the month of June, because it's possible that this problem will solve itself. There may no longer be a carbon tax.

[*English*]

Senator Woo: Thank you for your testimony. I want to clarify what you are proposing.

The proposed legislation has already proposed an on-farm fuel charge exemption. You are suggesting that the definition of agriculture be expanded so that it covers a wider range or a more correct definition of agriculture. I get that, but you are asking for more than that as well. You are asking for a national exemption on all carbon tax applied to that sector. Is that correct?

Mr. VanderHout: Yes.

Mr. Wales: Yes.

Senator Woo: The logic of the framing of the clause is that provinces have the ability to do that. You kind of answered that question already when you said some provinces are ahead of others. There is an issue of consistency in the logic and how far the federal government can or should infringe on the provincial right and responsibility to adapt circumstances to their needs.

I am thinking about the Ontario situation, for example, where you mentioned that in the recent auction $1.6 billion was raised. How much of that was reinvested in technology that would benefit the farm sector, or is intended to be invested in the farm sector for improvements in reducing carbon emissions, improving efficiency and so on?

Mr. Wales: That is the challenge we face in Ontario. The government has been very slow. The correct answer would be almost nothing.

I refer to what I have seen in Ontario as the giant sucking sound. It is really money paid for energy, for gasoline, diesel, natural gas and propane. That money is relocating from rural Ontario to urban Ontario, where most of it is being invested in electric cars, subways and the electrification of GO lines. All of

Comme il est possible de cultiver des fraises et des poivrons en plein hiver dans les États du Sud, les serres n'y ont pas vraiment leur utilité. C'est ainsi depuis toujours. Comme le disait M. VanderHout, notre industrie est beaucoup plus importante que celle des Américains.

[*Français*]

Le sénateur Dagenais : En conclusion, j'ai une question concernant la taxe sur le carbone, mais je vais attendre au mois de juin, car il est possible que ce problème se règle de lui-même. Alors, il n'y aura peut-être plus de taxe sur le carbone.

[*Traduction*]

Le sénateur Woo : Merci pour vos témoignages. J'aimerais préciser les choses au sujet de ce que vous proposez.

Le projet de loi prévoit déjà une exemption au titre de la redevance pour les combustibles utilisés dans une exploitation agricole. Vous nous dites que l'on devrait élargir ou améliorer la définition de l'agriculture de manière à ce qu'elle s'applique à un éventail plus large d'activités agricoles. Je peux comprendre, mais vous en demandez encore plus. Vous revendiquez une exemption nationale à l'égard de toute tarification du carbone dans ce secteur. Est-ce bien cela?

M. VanderHout : Oui.

M. Wales : Oui.

Le sénateur Woo : La disposition est ainsi formulée pour permettre aux provinces de le faire. Vous avez en quelque sorte déjà répondu à cette question en indiquant que certaines provinces ont pris de l'avance sur les autres. Il y a donc une certaine cohérence à assurer en se demandant dans quelle mesure le gouvernement fédéral peut ou doit empiéter sur le droit et la responsabilité de chaque province d'adapter ses interventions en fonction de ses besoins particuliers.

Je pense par exemple à la situation en Ontario où l'on a pu recueillir comme vous l'avez indiqué 1,6 milliard de dollars lors d'une récente mise aux enchères de droits d'émission. Quelle proportion de ces fonds sera réinvestie dans des mesures technologiques profitables au secteur agricole? A-t-on vraiment l'intention de réinvestir ces sommes dans l'agriculture pour réduire les émissions et améliorer l'efficience, notamment?

M. Wales : C'est l'une des difficultés que nous éprouvons en Ontario. Le gouvernement est très lent à réagir. Il faut avouer que les investissements sont à peu près nuls.

On peut observer un véritable effet de siphon dans notre province. Il s'agit en fait de sommes versées au titre de l'utilisation d'énergie, d'essence, de diesel, de gaz naturel et de propane. Cet argent est perçu dans l'Ontario rural pour être ensuite réinvesti en grande partie dans l'Ontario urbain pour les voitures électriques, le métro et l'électrification des réseaux de

them are important, but they have no relevance to rural Ontario whatsoever.

We are paying for that, and that is a problem.

Senator Woo: I hear that, and that is obviously an issue we can't deal with directly. It is something provinces have to come to grips with. The coming election may well sort that question out.

To follow up on the whole question of how funding is allocated for innovation, you talked about how the tax would not incentivize further improvements in energy efficiency because you have climbed the curve already, based on your own initiative and desire to be more energy efficient.

At the same time, you talked about how there is a reluctance to adopt new technologies because you are not sure about the environment for incentives.

Clearly, you are hinting that there are things out there that you can and might want to do, but you are waiting to know where the money will come from to help you do it.

Do you not think that some scheme of carbon tax or cap and trade could, in theory, generate the funds to government to incentivize you to go further in your energy efficiency initiatives?

Mr. Wales: I will let Mr. VanderHout take that one.

Senator Woo: He didn't mention it, but you did. It is not an unfair question.

Mr. VanderHout: No, this is good. I know what the presentation looked like, so we are all good there.

I will speak from a personal level. On our farm, we are always looking for ways to become more energy efficient. Energy is one of our biggest costs. Energy and labour are our two big ones. We are always looking for ways to be more efficient in those respects.

On the installation of energy curtains, I happen to have done before there were incentives. I paid for that out of my own pocket. Now that I see all these incentives coming, do I want to invest in improving my environmental performance and my carbon footprint? Unless there is the right support from cap and trade in Ontario or from the carbon tax revenue to encourage me to do that, why should I do it before that is available?

transport en commun. Tous ces investissements ont leur importance, mais ils n'apportent strictement rien à l'Ontario rural.

Le problème, c'est que nous payons pour ça.

Le sénateur Woo : Je comprends, mais il s'agit bien évidemment d'un problème auquel nous ne pouvons pas nous attaquer directement. Ce sont les provinces qui doivent s'en charger. Les élections à venir permettront peut-être d'y voir plus clair.

Quant à toute la question de la répartition des fonds aux fins de l'innovation, vous avez indiqué que la taxe ne vous inciterait pas à en faire davantage pour améliorer votre efficience énergétique, car vous avez déjà pris des mesures en ce sens de votre propre initiative conformément à votre volonté d'être plus écoénergétique.

Parallèlement à cela, vous avez parlé d'une réticence à adopter les nouvelles technologies en raison des incertitudes quant aux incitatifs pouvant être offerts.

Vous nous indiquez très clairement qu'il y a des mesures que vous pourriez vouloir prendre, mais que vous attendez de savoir d'où viendra l'argent pour vous aider à le faire.

Ne croyez-vous pas qu'un régime de tarification du carbone ou de plafonnement et d'échange pourrait, en théorie, procurer au gouvernement les fonds nécessaires pour vous encourager à en faire davantage pour améliorer votre efficience énergétique?

M. Wales : Je vais laisser M. VanderHout vous répondre.

Le sénateur Woo : Ce n'est pas lui qui a parlé de cela, mais bien vous. La question se pose tout de même.

M. VanderHout : Non, aucun problème. Je sais ce qui a été dit, alors je peux très bien vous répondre.

C'est mon point de vue personnel que je vous présente. Nous sommes toujours à la recherche de moyens pour améliorer l'efficacité énergétique de notre exploitation agricole. L'énergie et la main-d'œuvre sont nos deux principaux éléments de coûts. Nous sommes sans cesse en quête de gains d'efficience possibles pour ces deux éléments.

J'ai installé des rideaux thermiques avant même qu'il y ait des incitatifs à cet égard. J'ai donc payé la facture moi-même. Avec toutes les mesures incitatives qui se pointent à l'horizon, est-ce que je souhaite investir pour améliorer ma performance environnementale et réduire mon empreinte carbone? À moins que j'obtienne le soutien nécessaire grâce au mécanisme de plafonnement et d'échange en Ontario ou aux recettes tirées de la tarification du carbone, pourquoi devrais-je le faire avant que ces incitatifs soient offerts?

Senator Woo: You may do it because the cost of fuel is going up through a carbon tax or a cap and trade system. Would that not be fair?

Mr. VanderHout: It is often at significant investment.

Senator Woo: What are some of the things you are contemplating doing if the incentives are right for you? I was getting the impression there was nothing left to do. What are some of the things you are considering?

Mr. VanderHout: Is there nothing left to do? Some farms would be at 100 per cent. Right now, I don't have a lot of options. I am working on better insulating values on my perimeter walls, and I am looking at a third layer of poly on the roof.

Will the savings have any impact, or will that added layer of plastic impact on production? If I produce less, it's not more efficient. It's actually less efficient. I am using less fuel but I have fewer products, which doesn't work either. It's really about conversion. How can we optimize production while using less energy?

Mr. Wales: I would agree with your comment that, in theory, a cap and trade system should provide money for innovation and so on. The problem is that the Ontario experience is that it is not happening.

We're now several years into a cap and trade system. We've heard talk, but we have seen precious little action. That's frustrating.

As a field vegetable grower, I look at how I can become more efficient. I have to till the soil, so my main energy use is in either irrigation or soil tillage throughout the season.

Could I upgrade my tractors to the most energy efficient? I could, but would it pay me to do that? Not in my lifetime. Generally when farmers buy tractors, they have them for 20, 30 or 40 years. I am running two tractors that were built in 1959. They are the best tractors for cultivation that were ever built. They don't make one today that is so good. They're gasoline tractors, and they are what they are.

Le sénateur Woo : Vous pourriez le faire en raison de l'augmentation du prix du carburant attribuable à la tarification du carbone ou à un mécanisme de plafonnement et d'échange, n'est-ce pas?

M. VanderHout : Il s'agit souvent d'un investissement considérable.

Le sénateur Woo : Pouvez-vous nous parler de mesures que vous comptez prendre si les incitatifs offerts vous conviennent? J'ai un peu eu l'impression qu'il n'y avait plus rien à faire. Pouvez-vous nous parler d'améliorations que vous envisagez?

M. VanderHout : Est-ce qu'il y a encore des choses à faire? Certaines exploitations en sont à 100 p. 100 d'efficacité énergétique. Pour ma part, je n'ai pas beaucoup d'options. J'essaie de mieux isoler les murs extérieurs et je prévois une troisième couche de polycarbonate sur le toit.

Est-ce que des économies vont être possibles, ou est-ce que cette couche supplémentaire de plastique va faire diminuer la production? Si la production baisse, on ne peut pas vraiment parler d'une plus grande efficience, bien au contraire. Si j'utilise moins de combustible pour une production moindre, on ne peut pas dire que ma situation s'améliore. C'est vraiment une question d'optimisation de la production en utilisant moins d'énergie.

M. Wales : Je conviens avec vous qu'un mécanisme de plafonnement et d'échange devrait produire, en théorie, davantage de fonds pour l'innovation et d'autres mesures semblables. Malheureusement, l'expérience ontarienne nous apprend que ce n'est pas le cas.

Voilà maintenant déjà plusieurs années qu'un système de plafonnement et d'échange est en place. Nous entendons toutes sortes de choses, mais nous voyons très peu d'action. C'est vraiment frustrant.

À titre de producteur de grande culture, je cherche des façons de réaliser des gains d'efficience. Comme je dois faire du labour, j'utilise surtout de l'énergie pour l'irrigation ou le labour tout au long de la saison.

Est-ce que je pourrais mettre à niveau mes tracteurs pour améliorer mon efficience énergétique? Je pourrais le faire, mais est-ce que cela me rapporterait quelque chose? Pas de mon vivant. Un agriculteur qui achète un tracteur le garde en général pendant 20, 30 ou 40 ans. J'utilise deux tracteurs qui ont été construits en 1959. Ce sont les meilleurs tracteurs que l'on puisse utiliser pour l'agriculture. On n'en fait plus d'aussi bons aujourd'hui. Ce sont des tracteurs à essence, mais on les prend comme ils sont.

With irrigation technology, I try to be as efficient as I can. Could I move to drip irrigation, which is the most efficient? Yes, but unfortunately it's extremely expensive and the price I receive for my product will never ever return. I am stuck.

Pour ce qui est de l'irrigation, j'essaie d'être aussi efficient que possible. Pourrais-je passer à l'irrigation goutte-à-goutte, le système le plus efficient? Je pourrais, mais c'est malheureusement très coûteux, et le prix qu'on me paie pour mes produits ne me permettra jamais de récupérer cet investissement. Je suis donc coincé.

Fertilizer is something field growers of all types use, so we will be paying any carbon tax or carbon pricing as part of the fertilizer we buy. We try to use as little as we can. If there is no fertilizer, there is no crop. That's what you have.

Comme tous les autres agriculteurs, nous devons utiliser des engrais et nous sommes donc assujettis à la taxe sur le carbone incluse dans le prix des engrais que nous achetons. Nous essayons d'en utiliser le moins possible. Nous n'avons toutefois pas vraiment le choix, car il n'y a pas de culture possible sans engrais.

Unfortunately, the greenhouse sector probably has the most ability to use technology. Many of them are already there, and the rest are getting there as quickly as they can. The other experience with cap and trade is when Alberta put in their system of carbon offsets. Farmers received recognition for doing the right thing, and they went back.

C'est malheureusement sans doute davantage le secteur serricole qui est le plus propice à l'utilisation de nouvelles technologies. Plusieurs avancées technologiques ont déjà été intégrées, et le reste suivra aussi rapidement que possible. La mise en place d'un système de crédits d'émission de carbone en Alberta est un autre exemple de mécanisme de plafonnement et d'échange. Les agriculteurs obtenaient des crédits au titre des mesures positives qu'ils avaient prises, et ce, rétroactivement.

Ontario has only talked about starting from today and going forward. Some 40 per cent of the farms in Ontario practise zero tillage and have been practising it for a while. They are early adopters.

En Ontario, il est question de tenir compte uniquement des mesures prises à compter de maintenant. Environ 40 p. 100 des exploitations agricoles de l'Ontario font de la culture sans labour depuis un bon moment déjà. Ces gens-là sont des précurseurs.

Going forward, in order to get any kind of carbon offset, if it ever existed, they would have to start plowing their grounds again. They would have to undo what they've been doing for decades to be eligible for a potential carbon offset. It is a true frustration.

À l'avenir, si ces agriculteurs veulent obtenir une compensation au titre de leurs émissions de carbone, si tant est que cela ait déjà existé, il faudra qu'ils recommencent à labourer leurs champs. Ils devraient donc renoncer à ce qu'ils font depuis des décennies déjà afin d'être admissibles à d'éventuels crédits pour le carbone. C'est vraiment frustrant.

We need harmonization. We need systems that are uniform and allow us to plan for the long term.

L'harmonisation est nécessaire. Nous avons besoin de systèmes cohérents qui nous permettent de planifier à long terme.

The Chair: We've run out of time. I thank our panel. It has been an interesting discussion. I wish we had more time, but that's life. It has been great to have you here today.

La présidente : Nous n'avons plus de temps. Je veux remercier nos témoins pour ces échanges fort intéressants. J'aurais bien aimé que nous ayons plus de temps à vous consacrer, mais on ne peut rien y faire. Nous sommes très heureux d'avoir pu vous accueillir aujourd'hui.

I want to take a brief pause to discuss our budget and have it approved for our upcoming fact-finding trip to Quebec. I'll let our panel go; they don't have to be involved in this.

Nous allons prendre un moment pour discuter de notre budget en vue de notre voyage d'études au Québec et d'obtenir l'approbation requise à cette fin. Je vais d'abord permettre à nos témoins de partir, car cela ne les concerne pas.

As you know, senators, we have planned a very short trip to Quebec as a fact-finding trip. I am going to ask Senator Black to address a motion that will deal with the budget.

Comme vous le savez, sénateurs, nous avons prévu un très court voyage d'études au Québec. Je vais demander au sénateur Black de nous présenter une motion visant à obtenir le budget nécessaire.

Senator R. Black: Everyone has the budget in front of them, and I have a motion here. I move:

Le sénateur R. Black : Tout le monde a le budget sous les yeux, et je vais vous lire la motion. Je propose :

That the following special study budget application (Study on how the value-added food sector can be more competitive in global markets), for $17,320 for the fiscal year ending March 31, 2019, be approved, for submission to the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration. I move that.

The Chair: Are there any questions? This is the Quebec trip. Approved?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Great.

(The committee adjourned.)

Que la demande d'autorisation de budget suivante (Étude sur l'amélioration de la capacité concurrentielle de notre secteur de la production alimentaire à valeur ajoutée sur les marchés mondiaux), au montant de 17 320 $ pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2019, soit adoptée et présentée au Comité permanent de la régie interne.

La présidente : Y a-t-il des questions? C'est le voyage au Québec. Est-ce que c'est approuvé?

Des voix : D'accord.

La présidente : Formidable.

(La séance est levée.)

WITNESSES

Tuesday, May 8, 2018

Agricultural Producers Association of Saskatchewan:

Todd Lewis, President.

Keystone Agricultural Producers of Manitoba:

Dan Mazier, President (by video conference).

Nova Scotia Federation of Agriculture:

Chris van den Heuvel, Canadian Federation of Agriculture Director and Past President;

Maxine Maclean, Policy and Communications Coordinator.

Thursday, May 10, 2018

Prince Edward Island Federation of Agriculture:

David Mol, President.

Agricultural Alliance of New Brunswick:

Dwayne Perry, 2nd Vice-President;

Josée Albert, Chief Executive Officer.

Canadian Horticultural Council:

Jan VanderHout, Board Member and Greenhouse Vegetable Grower;

Mark Wales, Energy, Environment and Climate Change Working Group Member and Field Vegetable Grower;

Julie Paillat, National Coordinator, Greenhouse Vegetable Industry.

TÉMOINS

Le mardi 8 mai 2018

Association des producteurs agricoles de la Saskatchewan :

Todd Lewis, président.

Producteurs agricoles de Keystone du Manitoba :

Dan Mazier, président (par vidéoconférence).

Fédération de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse :

Chris van den Heuvel, directeur de la Fédération canadienne de l'agriculture et président sortant;

Maxine Maclean, coordonnatrice des politiques et des communications.

Le jeudi 10 mai 2018

Fédération de l'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard :

David Mol, président.

Alliance agricole du Nouveau-Brunswick :

Dwayne Perry, 2e vice-président;

Josée Albert, chef de la direction générale.

Conseil canadien de l'horticulture :

Jan VanderHout, membre du conseil et producteur de légumes de serre;

Mark Wales, membre du Groupe de travail sur l'énergie, l'environnement et les changements climatiques et producteur de légumes de plein champ;

Julie Paillat, coordonnatrice nationale, Industrie de la culture maraîchère en serre.

Available on the Internet: http://sencanada.ca

Disponible sur internet : http://sencanada.ca